

MARIE MINEUR, MARIE REBELLE

Avertissement de l'auteur : cette version de *Marie Mineur, Marie rebelle* n'est pas strictement identique à celle qui fut publiée par les Editions Avant-Propos en décembre 2013. Les différences sont toutefois minimales dans le texte publié alors (suppression de quelques coquilles, correction de l'un ou l'autre terme). Cette version-ci est celle qui fut présentée au jury du « Prix Prince Alexandre de Belgique » en 2012. Elle avait été rédigée pour l'essentiel l'année précédente.

La version en 2013 publiée par les Editions Avant-Propos fut complétée par trois petits chapitres introductifs pour présenter à un public non-verviersois l'industrie textile de l'époque, les débuts du mouvement ouvrier belge et local et ceux du féminisme en Belgique. Mais le contenu des deux premiers de ces chapitres se retrouve aisément dans ma biographie de *Pierre Fluche*, également disponible en libre-accès sur mon site web.

Conformément au règlement du concours, aucune illustration ne figurait dans la version du texte envoyée au jury, elles ne furent ajoutées que lors de sa publication.

La Postface que j'ai insérée à la fin du texte, avant les Annexes, reprend les deux derniers paragraphes qui furent ajoutés à la fin du texte initial de l'Avant-Propos dans la version publiée, et comprend surtout une évocation inédite de la renommée posthume croissante de Marie Mineur : son nom et son histoire ont acquis de l'importance, y compris au-delà de Verviers, au cours des onze années qui ont suivi la publication du livre, aujourd'hui indisponible en librairie après épuisement des huit cents quarante exemplaires mis sur le marché.

Certaines illustrations n'ayant pas pu trouver place dans le livre de 2013 ont été ajoutées à l'occasion de la mise à disposition en libre-accès de cet ouvrage sur mon site web, en juin 2024.

F.J.

*Je dédie cette réimpression numérique de Marie
Mineur à ma petite-fille de cœur, Lucie, née le 21 mars 2014.
Elle découvrira, si elle lit un jour son « Papyfou », qu'elle naquit l'année du cent
cinquantième anniversaire de la fondation de la Première Internationale,
célébré en juin par un colloque à Paris où furent projetées mes cartes inédites de
l'évolution des sections belges en illustration du texte du professeur Jean Puissant.*

Il n'existe aucun portrait de Marie Mineur. Pour illustrer la couverture du livre en 2013, mon choix s'était porté, avec l'accord du Musée Rops à Namur, sur ce dessin de Félicien Rops datant de 1875 et intitulé « La grève ». Cette image de jeune ouvrière des mines du Hainaut circule, depuis, comme image symbolique de Marie Mineur alors que la militante verviétoise avait 40 ans lorsqu'elle s'engagea dans le mouvement ouvrier.





Portrait symbolique de Marie Mineur par l'artiste Davor Mulalic (né en 1990 à Novi Grad, appelée alors Bosanski Novi). Originaire donc de Bosnie, il participa à la réalisation de la fresque cour Fischer en 2016, et s'installa à Verviers en octobre 2017 avec sa fille Charline. Le tableau fut offert aux lauréates du premier « Prix Marie Mineur » décerné par la Ville de Verviers en mars 2018.

Freddy JORIS

**MARIE MINEUR,
MARIE REBELLE**

**Une pionnière féministe
en milieu ouvrier au XIX^e siècle**

Du même auteur

La presse verviétoise de 1818 à 1850, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1978, 370 p. (Cahier 87 du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine)

La presse verviétoise de 1850 à 1914, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1982, 560 p. (Cahier 92 du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine)

Histoire des métallurgistes verviétois, Liège, Fondation A. Renard, 1982, 242 p.

Histoire des Fédérations socialistes de Soignies et de Thuin, Bruxelles, PAC, 1985, 208 p.

Pierre Fluche et le mouvement ouvrier verviétois sous Léopold II, Bruxelles, IEV et Tubize, Gamma-Press, 1997, 404 p.

Les Wallons et la réforme de l'Etat, 2^{ème} édition, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1998, 232 p.

Mourir sur l'échafaud, Liège, Editions du Céfal, 2005, 156 p.

1906. Une saga verviétoise, Verviers, Editions des Champs, 2006, 400 p.

L'Athénée de Verviers et ses devanciers, Verviers, ARV, 2007, 240 p.

Trente ans aux fourneaux de Clio, Verviers, Editions des Champs, 2008, 351 p.

La chapelle St-Lambert et l'ancien couvent des Sépulchrines à Verviers, Namur, IPW, 2010, 60 p. (Carnet du Patrimoine n° 75)

Pierres et Lettres verviétoises, Verviers, Comité scientifique d'histoire verviétoise, 2011, 344 p.

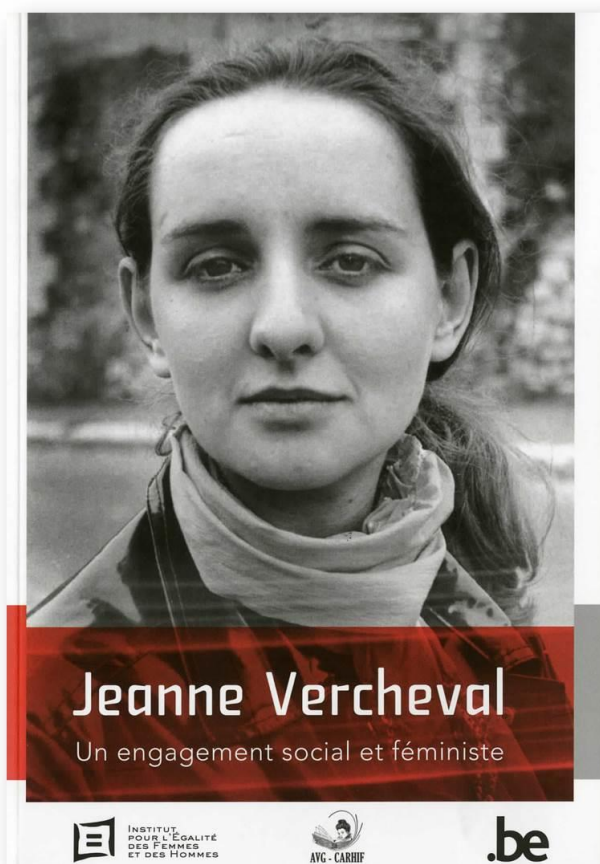
Verviers en 120 rappels, Verviers, Editions des Champs, 2016, 64 p.

Verviers en 1955, Verviers, Editions des Champs, 2019, 208 p.

Les fonds Jacques Wynants et Yvan Simonis aux Archives de Verviers, Verviers, Comité scientifique d'histoire verviétoise, 2020, 200 p.

(Suite page 157)

**En hommage à
Jeanne
Vercheval,
fondatrice des
« Marie Mineur »**





Dans les années '70 sur les murs d'une verrerie à Manage, les initiales des « Marie Mineur » signent le célèbre slogan *A travail égal, salaire égal* résumant un des principaux combats des féministes au sein du monde ouvrier à l'époque. Slogan que Davor Mulalic a à son tour reproduit sur son tableau de 2018 pour relier les militantes du XX siècle à celles du XIXe. Photo de Georges Vercheval.



Jeanne Vercheval et d'autres militantes lors d'une grève des travailleurs de l'entreprise Europair à Manage, contre le licenciement de Jeanne qui avait dénoncé des irrégularités salariales. Le mouvement allait aboutir à sa réintégration. Photo Georges Vercheval (reproduite notamment dans *Axelle Magazine*)

AVANT-PROPOS

Je ne connais que par des contacts épistolaires Jeanne Vercheval, la militante féministe fondatrice des « Marie Mineur » à La Louvière en 1971, et je n'avais pas relevé, dans mon histoire des Fédérations socialistes de la région du Centre, voici plus d'un quart de siècle, qu'une éphémère section de femmes louviéroises à l'époque de la Première Internationale ouvrière avait accueilli en 1874 une oratrice verviétoise du nom de Marie Mineur. Deux lacunes pour un ancien féministe et un historien verviétois.

Féministe, je le reste dans l'âme après avoir été en 1978 parmi la poignée de fondateurs (minoritaires aux côtés d'une dizaine de fondatrices dont ma compagne de l'époque) du *Collectif Contraception* de Verviers qui milita pour la dépénalisation de l'avortement et ouvrit un lieu d'accueil au cœur du quartier populaire des rues Six Cents et des Fabriques où j'ai vécu ma jeunesse.

Historien, je le reste également et si les circonstances de la vie m'ont hélas contraint après 1985 de me consacrer professionnellement à d'autres secteurs que l'histoire de la presse et du mouvement ouvrier et m'ont amené aujourd'hui, par maints détours, à la direction de l'Institut du Patrimoine wallon, je me suis néanmoins efforcé de poursuivre en parallèle une production historique.

Si je me suis consacré ces derniers mois à la biographie de la « vraie » Marie Mineur, c'est pour répondre à une demande de Jean Puissant, le coordinateur du Dictionnaire du mouvement ouvrier en Belgique qui sollicitait de ma part un peu plus de précisions sur celle-ci à l'occasion de la sortie d'un livre consacré à Jeanne Vercheval par Eliane Gubin, l'historienne du féminisme belge.

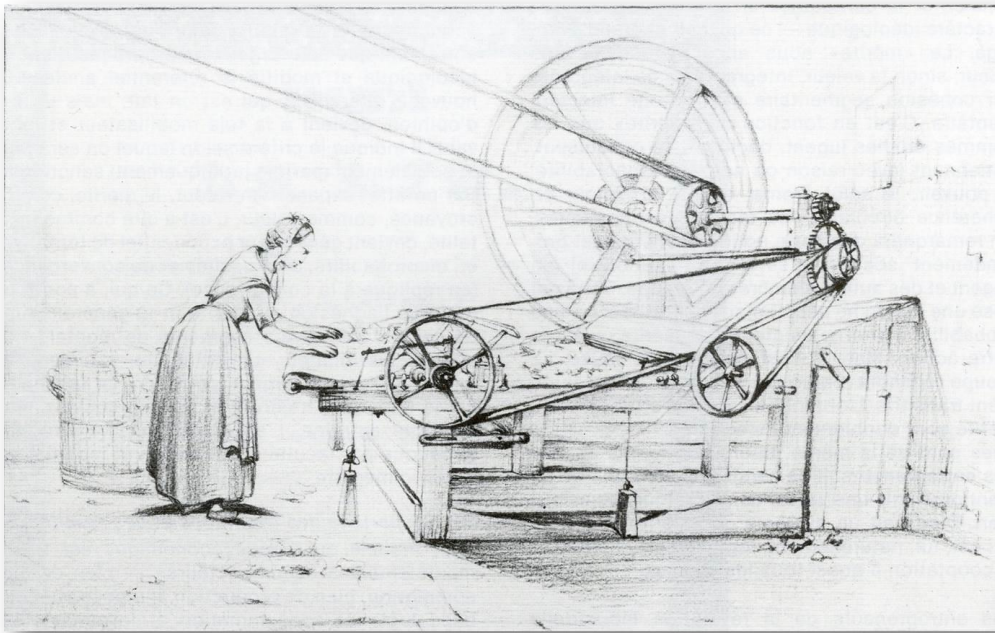
Je me suis donc replongé, trente ans après un premier dépouillement, dans les pages du *Mirabeau* et d'autres journaux ainsi que dans quelques séries d'archives ; j'ai appelé les amis et amies archiviste, bibliothécaire ou secrétaire communale ; j'ai constaté peu à peu que contrairement à ce que j'avais écrit en 1984 (comme le laissait supposer Jacques Freymond¹ en 1971) et répété en 1996, Marie Mineur n'était pas l'épouse d'un des meneurs de l'Internationale à Verviers, qu'elle n'était pas à l'origine de la fondation d'une section de femmes de l'Internationale en Hainaut, et qu'elle milita plus tard au sein du POB et non dans le cercle anarchiste local. *Mea culpa*. Mais aussi et surtout qu'elle fut bien plus que cela.

En annexe au récit de la vie de Marie Mineur, il m'a semblé utile de joindre tous les écrits que j'ai pu retrouver de celle-ci, ainsi qu'une liste d'une centaine de militantes affiliées à la Section des Femmes de l'Internationale à Verviers, en hommage à ces courageuses pionnières qui s'affichèrent à la pointe du combat social à une époque où celui-ci n'amenait (peut-être) que la satisfaction d'un devoir accompli (et encore...), mais bien plus sûrement de graves ennuis potentiels.

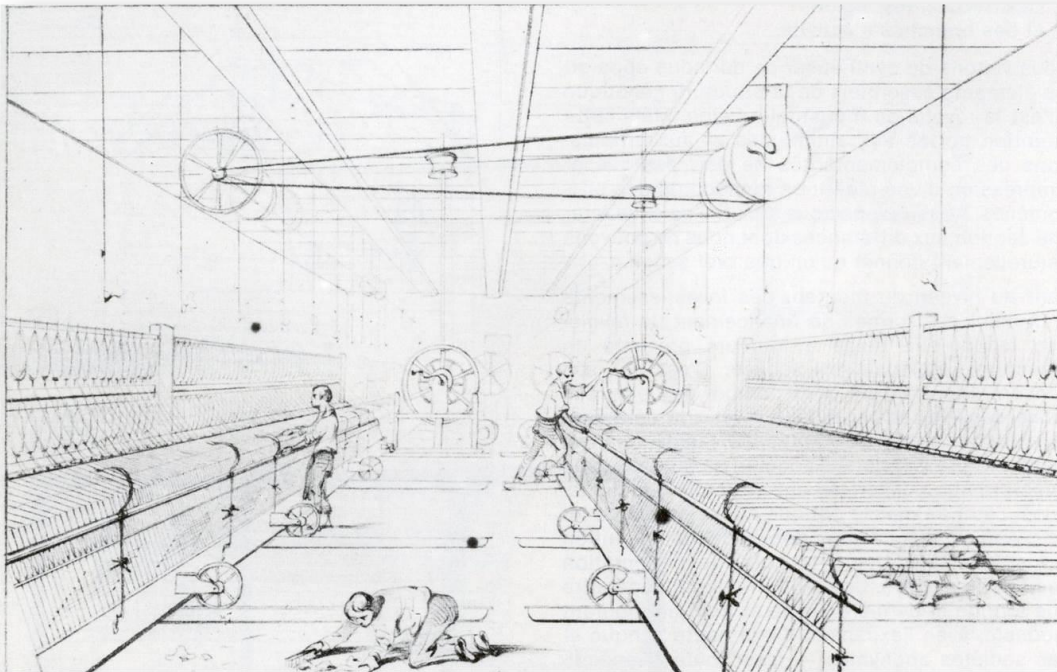
¹ Jacques FREYMOND, *La Première Internationale. Recueil de documents*, Genève, 1971, note 422 page 505.

« Léonie Andrès, Albertine Ruwette, Marie Mineur, **minuscule avant-garde**, qu'êtes-vous devenues », s'interrogeait Jan Dhondt en 1968 à propos de ces trois militantes de la Première Internationale en Wallonie². Voici, j'espère, de quoi mieux répondre pour l'une d'elles tout en apportant ma pierre à l'histoire des femmes belges et, par ailleurs, de quoi conforter les « Marie Mineur » louviéroises des années 1970 dans la pertinence du choix de leur nom de combat.

² Jan DHONDT, « Les femmes et la Première Internationale en Belgique », dans *Mélanges offerts à G.Jacquemyns*, Bruxelles, ULB, 1968, p. 243



Deux dessins montrant une ouvrière et des ouvriers (dont des enfants) au travail dans une usine textile de la première moitié du XIXe siècle.





Marie Mineur atteignait la cinquantaine quand l'artiste François Funcken dessina, en 1881, ces trieuses de laines au travail chez Simonis (paru dans la revue *Verviers Comique*).

NAÎTRE A VERVIERS EN 1831

Trente septembre 1831. Voici un peu plus d'un an à peine que la population locale a contribué à la révolution qui a donné naissance à la Belgique, que la bourgeoisie lui a aussitôt confisquée, et dix semaines seulement que le souverain du nouvel Etat a prêté serment. Deux jours plus tard, le 23 juillet, il a reçu et rassuré les élus verviétois, dignes représentants des industriels locaux qui impulsent depuis trois décennies maintenant un développement intensif à la cité. Cela fait trente ans en effet que les premiers assortiments mécaniques à carder et à filer la laine ont été produits à Verviers pour le compte de deux patrons du textile local (Simonis et Biolley) par l'Anglais William Cockerill³, qui a donné ainsi et ici le signal de la révolution industrielle sur le continent. Depuis, Cockerill s'est installé à Liège et son fils John a jeté les bases d'un futur empire sidérurgique à Seraing, mais le textile verviétois est resté à la pointe de la mécanisation et la construction de machines est devenue, à côté mais bien loin derrière la laine, l'autre grand secteur d'activités de la localité.

³ Né en 1759 et décédé en 1832, il s'installa à Verviers en 1797 et y contribua au démarrage de la révolution industrielle sur le continent.

La classe ouvrière, elle, a payé le prix fort de ces progrès techniques. Pour faire fonctionner un assortiment de Cockerill, ainsi que ce dernier le soulignait lui-même pour vanter ses produits, il fallait trois adultes et six adolescents seulement, coûtant ensemble septante-cinq francs de salaires hebdomadaires, soit une masse salariale six fois moindre que celle des cent fileurs à la main dont l'assortiment de machines permettait l'économie. Très vite, un quart puis la moitié des fileurs et laineurs à domicile ont disparu au profit d'ouvriers moins qualifiés, moins payés, souvent plus jeunes et regroupés dans des fabriques. L'augmentation de la production (de près de 70 % en dix ans) a compensé les pertes initiales d'emploi, mais, après 1815 surtout, cela s'est fait au prix d'un exode rural, d'une généralisation du travail en usine et d'une concentration urbaine de la population ouvrière, dont les conditions de vie déjà difficiles se sont dégradées de manière brutale.

Avec la révolution industrielle, Verviers a certes bénéficié sur le plan économique et démographique d'une croissance inimaginable depuis le début de siècle, mais elle s'est accompagnée d'un nombre incroyable de tares et d'injustices qui expliquent qu'au milieu du XIX^e siècle, la cité lainière sera, et de loin, un des premiers foyers socialistes en Belgique et un des principaux pôles d'agitation en Europe.

C'est ainsi que d'un bout à l'autre de l'agglomération verviétoise, la surpopulation ouvrière est manifeste dans les premières années de l'Etat belge, avec plus de douze habitant par maison, soit le taux le plus élevé de toute la province. Non seulement toutes les familles d'ouvriers doivent se contenter d'un logement extrêmement exigü mais celui-ci est dépourvu de distribution d'eau tout comme de latrines, on y manque d'air et de lumière, on y recueille durant la nuit les urines de chaque membre de la famille dans un baquet pour les vendre au matin aux collecteurs publics afin qu'elles servent au dégraissage des laines, on mélange en hiver les matières fécales aux cendres du foyer pour les vendre à des cultivateurs, ou encore on les dépose en pleine rue ou le long de la Vesdre.

Car la ville manque non seulement de maisons mais aussi d'égouts, de collecte des immondices, de pompes publiques en nombre suffisant : l'insalubrité est manifeste et une épidémie de choléra fera 170 morts durant l'hiver 1833. Le canal des usines, qui traverse la cité d'est en ouest et qui apporte aux établissements qui le bordent la force motrice nécessaire, est un cloaque à ciel ouvert, gorgé de résidus et colonisé par les rats. Seules les rues du centre ville sont pavées, la cité fourmille de ruelles étroites au sol boueux et d'impasses obscures. Des fosses situées à proximité des maisons font fonction d'égout et, bien souvent, elles polluent l'eau des puits et des dix pompes que se partagent les milliers d'habitants de l'agglomération alors en pleine explosion démographique : le nombre de Verviétois double en trente ans après 1815.

Le salaire quotidien d'un couple lui permet juste de survivre et des milliers de familles ouvrières dans la cité lainière sont, comme l'écrira Pierre Lebrun, « des individus bien plus proches de la mort que la vie » : ces travailleurs souffrent d'une situation sanitaire pire que dans toutes les autres industries à l'époque, plongés qu'ils sont douze heures par jour au moins dans l'atmosphère chaude et humide des fabriques textiles, proies faciles de multiples maladies et soumis à des risques d'accidents de travail croissants.

Les portes des usines ouvrent peu avant cinq heures du matin par tous les temps et toute l'année. Hommes, femmes, enfants doivent être à leur poste, après une courte nuit, le ventre creux. On travaille jusqu'à midi avec une interruption d'une demi-heure à huit heures trente pour déjeuner. A midi les ouvriers retournent manger chez eux, rien n'est prévu à l'usine. Ils avalent en hâte quelque chose, puis retournent à la fabrique à treize heures jusqu'à dix-neuf heures. Déduction faite des temps de repas, et sans compter d'éventuelles heures supplémentaires si le patron les estime nécessaires, cela fait bien douze heures et demie de baignade quotidienne, jour après jour, année après année, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Faut-il s'étonner que l'alcoolisme fasse des ravages dans la cité lainière, où on compte alors un café pour sept maisons ?

Si l'on ajoute au tableau le travail des enfants et des adolescents, les abus sexuels pratiqués par les contremaîtres dans les ateliers sur les jeunes ouvrières, l'illettrisme de la majorité des travailleurs, leur absence totale de droits politiques et syndicaux, on commence à mesurer l'immense océan de misère physique et morale dans lequel la classe ouvrière verviétoise est alors abandonnée, et combien elle est exploitée de manière ignoble par les magnats du textile verviétois qui accroissent sans vergogne leurs fortunes colossales sur le dos de toute une ville dont ils peuvent se targuer d'assurer la prospérité.

Trente septembre 1831 donc. Tel est l'environnement dans lequel naît ce jour là à une heure trente du matin, Marie Joseph Mineur. Le père, Pierre François Mineur, est un ouvrier occupé à la teinture des draps, âgé de 32 ans. On a donné à la fillette les deux prénoms de sa maman. Celle-ci, née Rogister, a trois ans de plus que son époux et est qualifié de ménagère par ce dernier (il n'y a donc qu'un seul revenu à la maison) lorsqu'il vient déclarer l'enfant à l'Hôtel de Ville à quinze heures. La petite est née au domicile des parents, au 109 de la rue de Hodimont. Aujourd'hui majoritairement habitée et agréablement animée par une population immigrée aux origines principalement méditerranéennes et africaines, cette très vieille et très populeuse artère conduit, en cent cinquante mètres à peine, à la commune de Hodimont, déjà intégrée dans le tissu urbain verviétois, qui verra naître, douze ans plus tard, le leader du mouvement ouvrier Pierre Fluche en 1843 et, au XX^e siècle, le bibliothécaire et écrivain André Blavier en 1922.

Ni Pierre François Mineur, ni ses deux témoins, un fileur de 34 ans et un manœuvre de 65, n'ont pu signer l'acte de naissance⁴...

⁴Archives communales de Verviers, copie de l'acte de naissance de Marie Mineur joint à son acte de mariage en deuxième noces le 10 février 1883. Document communiqué par Jean-François Potelle comme tous les autres provenant des Archives de Verviers.

L'EDUCATION D'UNE PETITE OUVRIERE

Après la naissance de leur fille, les époux Mineur-Rogister s'étaient installés sur le territoire de Hodimont à l'occasion d'un déménagement. C'est alors qu'il était domicilié dans cette commune que Pierre François Mineur mourut prématurément⁵ à l'âge de 37 ans, le 14 février 1837. Triste St Valentin pour deux Marie : l'une veuve à 40 ans, l'autre orpheline de père quatre mois et demi après son cinquième anniversaire...

Marie Mineur et sa mère allaient rester très étroitement liées jusqu'au décès de la seconde, le 22 septembre 1876 à l'âge alors bien avancé de 80 ans. Marquée par le décès de son mari, elle avait connu la misère dans son veuvage et fut contrainte de travailler dur. Marie Mineur s'en souviendra trente-cinq années plus tard : « Ma mère a travaillé toute sa vie et m'a tant porté dans ses jupons à 4h du matin chez une autre pauvre vieille femme ».⁶ Au décès de sa mère, elle précisera au cimetière : « tu ne rentrais que quand nous étions endormis, en pleurant et demandant du pain que tu ne pouvais nous donner ».⁷ Nous ? Marie

⁵ Archives communales de Verviers, acte de mariage en deuxièmes nocces de Marie Mineur le 10 février 1883.

⁶ Lettre signée « Une femme qui est éveillée » publiée dans *Le Mirabeau* du 27 octobre 1872.

⁷ Discours de Marie Mineur aux funérailles de sa mère, publié dans *Le Mirabeau* du 1^{er} octobre 1870.

Mineur avait-elle un frère ou une sœur ? Ou un demi-frère ou demi-sœur arrivés dans sa famille lorsque sa mère se remaria, plus tard, avec Jean-Michel Vérionat⁸ dont elle fut veuve également ? C'est vers cette hypothèse que nous penchons à la lecture du récit des funérailles de sa mère lors desquelles les orateurs soulignèrent que la mère de Marie Mineur avait su élever plusieurs enfants.

A en croire, bien plus tard, certains passages des lettres de Marie publiées dans le journal des Internationalistes verviétois, *Le Mirabeau*, celle-ci aurait reçu des rudiments d'instruction « chez les sœurs » avant de faire sa première communion⁹, puis de devoir travailler en usine très tôt : « la femme à la voix facile et au verbe haut qui parle abondamment a puisé son instruction en fabrique à l'âge de huit ans », écrira-t-elle en réponse au quotidien catholique local¹⁰, n'évoquant plus alors un quelconque passage chez les sœurs.

Tous les observateurs s'accordent en tous cas pour souligner que l'enseignement était particulièrement négligé à Verviers durant les années 1830, aucune école secondaire n'existant à côté du collège communal hérité de l'époque française. Si durant cette première décennie de la Belgique indépendante, l'Eglise catholique ne tentait pas encore, à Verviers, de concurrencer l'enseignement moyen officiel, elle était particulièrement active en revanche sur le front du primaire, avec la puissante aide financière de la famille Biolley. Celle-ci avait déjà contribué en 1822 à l'ouverture par des sœurs de Notre-Dame d'une école ménagère pour filles place Sommeleville puis, six ans plus tard en Sécheval, à la création d'une école dominicale puis d'une école du soir pour les ouvrières qui donneront naissance à l'Institut Ste-Claire.

Les Biolley avaient ensuite obtenu que quelques Frères de la Doctrine chrétienne puissent s'installer en ville, en mai 1831. Ces derniers (que le

⁸ D'après *Le Mirabeau* du 1^{er} octobre 1870.

⁹ Lettre signée « Une femme qui est éveillée » publiée dans *Le Mirabeau* du 25 août 1872.

¹⁰ Lettre signée MM publiée dans *Le Mirabeau* du 28 septembre 1873.

journal libéral s'obstina durant des années à appeler les « frères ignorantins ») ouvrirent aussitôt, pour les garçons cette fois, les classes primaires – longtemps itinérantes au gré des déménagements de l'école – du futur Institut St-Michel, au grand dam des nombreux instituteurs privés qui tentaient en vain d'obtenir de la commune qu'elle restreigne la liberté d'enseigner des Frères aux enfants de familles pauvres. A partir de 1837, une Ecole du soir pour les ouvriers et artisans, créée par la commune, fut une des premières écoles professionnelles officielles en Belgique. Une école privée similaire était tenue depuis 1832 par l'abbé Heuvels et accueillait 230 adultes qui y recevaient des rudiments de lecture, d'écriture, d'arithmétique et de géographie, la religion y étant toutefois l'objet principal de l'enseignement.¹¹

Preuve, si besoin, du peu d'intérêt accordé par les autorités locales à l'éducation des filles, elles estimèrent que les écoles privées suffiraient pour celles-ci jusqu'à la création d'une école communale gratuite pour filles en 1836 qui vint s'ajouter aux trois établissements tenus par les Sœurs. Mais une minorité de fillettes seulement y recevait des rudiments d'instruction : elles sont à peine 546 à fréquenter les écoles primaires en 1840, le double environ (1.024 fillettes) en 1856, c'est-à-dire à peine 40 % des gamines entre 5 et 13 ans¹². Pour les autres, c'est soit le domicile familial parce que la mère ne travaille pas, soit la gardienne ou la rue, en attendant l'usine.

Qu'elle ait eu ou non l'occasion de suivre quelques cours chez des sœurs durant sa petite enfance en plus du catéchisme, Marie Mineur fut en tous cas élevée dans la foi catholique. « En secouant le joug du crétinisme, écrit-elle en 1872, je n'ai pu attribuer mon long engourdissement qu'à la faute de mes parents, en me rappelant que ma mère, quand j'étais petite et que je ne lui obéissais pas, me disait : *louqui ô pô lu mamé bon Diu quif louque ; allez l'bauhi et d'hé qu vos nel'fré pu*. Et

¹¹ Je renvoie à mon ouvrage sur l'Athénée de Verviers (*L'Athénée de Verviers et ses devanciers 1807-2007. Deux siècles d'histoire*, Verviers, ARV, 2007) pour ces données sur l'enseignement.

¹² Christiane EL KEFI-CLOCKERS, *La population féminine active de l'industrie textile verviétoise. Essai d'interprétation du recensement de 1856*, Liège, mémoire de licence en Histoire, inédit, 1976, p. 51-52.

d'autres mères disaient : *Monsieur l'curé vu pèl'rèt les dins et saint Nicolèt ni v'zappoitrèt rin, et les efants qui n'boutèt rin, i les sal' duvin onn'tenne* »¹³.

La petite Marie éprouva d'ailleurs durant longtemps une terreur enfantine en passant, rue Spintay, sous l'enseigne (bien connue jusqu'à ma génération) d'un magasin de chaussures qui montrait le grand saint à côté du saloir dans lequel trois mioches attendaient d'être cannibalisés puisque la superstition populaire (et maternelle en l'occurrence) détournait le sens de l'image et travestissait le geste humanitaire du pauvre évêque de Myre pour effrayer les gosses. « Et dire qu'il y a encore tant de pères et de mères qui disent qu'ils élèvent leurs enfants comme ils ont été élevés ! », déplorait trente ans plus tard Marie Mineur, qui concluait : « Eh bien, moi je dis non, car je ne veux pas mentir à mon enfant ; je veux l'élever dans la justice et dans la vérité. Si ma mère a si bien su me mentir pour me faire peur, à plus forte raison les ministres de Dieu, qui ont tout intérêt à nous conserver ignorants, se servent-ils pour cela du mensonge »¹⁴.

Que Marie découvre l'usine à huit ans, en 1839 donc, n'a rien d'étonnant, hélas. Pierre Fluche¹⁵, une décennie plus tard, y entrera à onze. Certes, le travail des enfants en dessous de douze ans est resté marginal à Verviers. Mais les familles les plus pauvres – les plus nombreuses aussi – doivent y recourir pour survivre. Seuls 5 à 6 % des enfants entre sept et onze ans sont contraints à l'époque d'aller à l'usine malgré leur jeune âge, mais la proportion monte à 43 % des garçons et 20 % des fillettes chez les enfants de douze à quatorze ans. Les gosses de onze ans et moins sont tout au plus 150 à 200 dans l'ensemble des usines verviétoises au milieu du siècle, mais c'est encore 150 de trop bien sûr. Payés 50 centimes par jour et soumis aux mêmes conditions

¹³ Lettre signée « Une femme qui est éveillée » publiée dans *Le Mirabeau* du 8 août 1872 (« Regardez un peu le gentil bon Dieu qui vous observe ; allez le bénir et dites que vous ne le ferez plus » ; « Monsieur le curé vous pèlera les dents et saint Nicolas ne vous apportera rien, et les enfants qui n'écoutent pas, il les sale dans une tine »).

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ Né à Hodimont en 1843 et mort à Verviers en 1909, Pierre Fluche fut le principal animateur du mouvement ouvrier verviétois du milieu des années 1860 à la fin du siècle.

effarantes que leurs parents, ils gagnent par leurs douze heures de travail de quoi acheter deux gros pains ou une dizaine de pommes de terre. C'est bien peu, et on comprend aisément que la maman de Marie ait choisi de se remarier, comme celle de Fluche quand ce dernier aura perdu, lui aussi, son père à l'âge de six ans.

Marie a donc douze ans et quatre ans d'usine déjà lorsqu'en 1843 le Gouvernement institue une Commission d'enquête sur le travail des femmes et des enfants. Le docteur Fossion, chargé de la rédaction du rapport pour la région verviétoise, y souligne les réticences des patrons à fournir des renseignements et même les tentatives de certains d'entre-eux de le tromper. L'année suivante, un de ses confrères, le docteur Lepas, décrit « de jeunes garçons d'un âge encore tendre, ouvriers déjà, et portant sur leur visage et par tout leur corps les premières traces du mal qui se montre entièrement chez les hommes faits ». Ce Verviétois généreux s'indigne : « Oui, c'est là qu'est la véritable source du mal, dans l'emploi prématuré des enfants aux travaux des manufactures. A l'âge où les enfants des autres classes se développent librement, entourés de soins et d'amour, on exige de l'enfant du pauvre l'emploi de facultés qu'il ne possède encore qu'en germe ».

Un quart de siècle plus tard, alors que les industriels verviétois viennent encore de faire savoir, via leur Association pour la réforme du travail des enfants (sic), que « la réglementation légale du travail des enfants gênerait considérablement les patrons », les enfants rattacheurs de plusieurs usines organisent une manifestation de Hodimont à Verviers, le 22 novembre 1868. Les rattacheurs, ce sont ces gosses qui rampent sous les métiers mécaniques en action, grâce à leur petite taille, pour rattacher entre eux les fils rompus afin d'éviter que le tisserand ne doive interrompre sa production. C'est d'ailleurs un tisserand qui relate cette grève des enfants¹⁶ :

¹⁶ Dans *Le Mirabeau* du 5 décembre 1869. Cette grève est évoquée dans l'ouvrage collectif *Des Femmes dans l'Histoire en Belgique depuis 1830* cosigné par Jeanne Vercheval-Vervoort (Luc Pire, 2006, p. 42).

« Il y a quelques jours les rattacheurs de plusieurs établissements de notre ville ayant reconnu l'impossibilité de continuer le genre de vie qu'on leur imposait, en les faisant travailler de 5 heures du matin à 10 heures du soir, résolurent de chercher un moyen de salut dans la grève. Le 22 novembre, ils se rassemblèrent sur le territoire de la commune de Hodimont, au Pont Léopold ; là, ils déployèrent un drapeau rouge et se mirent à parcourir la ville en chantant ; arrivés sur la place des Récollets, ils entonnèrent la Marseillaise, se dirigèrent vers l'Hôtel de Ville et dansèrent autour du perron en chantant : *N'pleur n'in pauv'ovri.* »

« On peut juger de la bonhomie qu'ont nos bourgeois exploiters pour les enfants ouvriers : s'ils avaient consenti à ne faire travailler ces petits gavroches que de 6 heures du matin à 7 heures du soir, ils auraient évité une manifestation qui pouvait en amener une autre plus funeste pour les uns et pour les autres. Il est pénible de voir dans une ville libérale comme Verviers des hommes ayant assez peu de bon sens pour refuser à des enfants de 8 à 14 ans le temps de s'instruire, car les rattacheurs n'en demandent pas davantage, vu qu'ils étaient précédés dans leur cortège d'une pancarte sur laquelle on lisait ces mots : En grève, et au revers : Réduction des heures de travail, de 6 heures du matin à 7 heures du soir. Le pis de tout dans cette affaire, c'est que nous avons remarqué plusieurs petites filles dont la plupart n'avaient pas l'âge de 12 ans ».

3

UNE ADOLESCENCE A L'USINE

Lorsque Marie Mineur commença à militer, au début des années 1870, elle travaillait tantôt comme servante, tantôt comme vendeuse chez un négociant, ou encore comme femme de ménage à un franc la journée, et vivait toujours dans la misère, risquant l'expulsion de son logement, faute de pouvoir payer son loyer, dès qu'une maladie la privait de revenus durant quelques semaines.¹⁷ Combien d'années était-elle demeurée ouvrière avant cela ? Impossible à savoir. Mais on peut deviner que sa fréquentation des usines verviétoises lui avait fait personnellement endurer toutes les difficultés de la condition des femmes dans les fabriques verviétoises de son temps. La situation que dépeint *Le Mirabeau* à cet égard en juin 1874 n'était certainement pas meilleure un quart de siècle plus tôt, quand Marie approchait de ses vingt ans.

« Dans notre petite ville de Verviers », écrit *Le Mirabeau*, « on voit bien des grandes choses, d'un côté une quantité de fabricants, passant leur vie dans les orgies les plus honteuses, prostituant les filles des ouvriers qu'ils ont sous leur direction. On voit également ces mêmes hommes, après avoir dégradé, avili, corrompu les filles au moyen de l'argent en réduisant leurs parents à la misère la plus complète, les mettre dans des

¹⁷ D'après des détails de diverses lettres de Marie Mineur publiées dans *Le Mirabeau* des 27 octobre 1872, 17 août 1873 et 19 octobre 1873.

quartiers garnis pour y assouvir leurs passions honteuses quand ils sont fatigués de leurs femmes. Cela est entré tellement dans les mœurs de ces messieurs qu'il y a des contremaîtres qui s'en mêlent. »

« Si on faisait une revue dans Verviers pour trouver la quantité de femmes qui restent seules sans moyen d'existence, nous sommes persuadés qu'on en trouverait pas mal. Sans compter que la plus grande partie, pour cacher la firme, travaille au nopage des pièces, métier qui ne leur rapporte qu'un gain très minime et complètement insuffisant pour suffire à leur existence. Mais si elles gagnent peu, il y en a toujours qui gagnent beaucoup, et si ceux-ci ne le gagnent pas, ils le volent à leurs ouvriers en baissant leurs salaires. Combien n'en voyons-nous pas qui commencent à fabriquer avec quelques milliers de francs, et qui en trois ou quatre années de temps, ont chevaux, voiture et maîtresses. Pour faire fortune ils ne négligent rien, ils foulent l'industrie, leur dignité, tout à leurs pieds. »

« D'un autre côté, une quantité d'ouvrières gémissent sous le poids d'une misère accablante, travaillant neuf mois, au plus, et six mois au moins, par année, et ne gagnant qu'un salaire qui varie depuis 2 fr. 50 à 3,50 par jour. Cette misère force les femmes d'ouvriers à travailler dans les ateliers qui, au moyen des machines actuellement en vigueur à Verviers, permettent à celles-ci de faire le travail des hommes, et comme on les paye à plus bas prix, elles sont toujours préférées à eux. »

« Les femmes étant à l'atelier, ne peuvent soigner leurs enfants, ce qui fait que les enfants d'ouvriers sont pâles et chétifs, et n'acquièrent jamais aucune force musculaire, parce qu'ils ont à peine 7 ou 8 ans que leurs parents étant toujours dans la nécessité, sont obligés de les mettre à l'atelier. Au moment où l'enfant est bon pour apprendre à lire et à écrire, enfin pour apprendre ce que tout citoyen devrait savoir, il commence à apprendre les mauvais propos, les sales paroles, qui se débitent à chaque instant dans les ateliers. Que peuvent devenir des enfants avec une éducation pareille ? Sinon des hommes dégradés par leur ignorance et

soumis aux plus grandes humiliations, n'ayant aucune conscience de leur dignité d'homme. »

« Et puis quand nos bons bourgeois parlent de la ville de Verviers, ils la font passer pour une ville des plus florissantes ; (...) Verviers est une ville florissante ! Savez-vous bien ce qui fleurit à Verviers ? Ce sont les maisons de prostitution, les cafés (avec des filles de comptoir). Toute cette débauche à une cause et cette cause nous allons tâcher de la trouver. »

« Un père de famille ayant 2 ou 3 enfants seulement, l'aînée est une fille, elle arrive à l'âge de 9 ans, elle a été un peu à l'école, ou point du tout : la nécessité se fait sentir de plus en plus dans la famille. Le père se résout à la mettre à l'atelier. Si ce père pour s'assurer de la conduite de sa fille la prend avec lui pour avoir toujours sa conduite sous les yeux, elle sera, dans ce cas, garantie contre les mauvais propos qu'elle entendra souvent répéter, jusqu'à ce qu'on juge à propos de renvoyer le père. »

« Dans le cas contraire elle apprendra beaucoup de choses, que notre plume n'est pas assez puissante pour écrire, mais afin d'être compris, nous allons citer un fait : nous avons entendu des petites filles de 13 à 14 ans, qui parlaient de maison de prostitution comme si elles y avaient passé toute leur vie. Qu'on ne dise pas que c'est dans un atelier que cela se pratique, c'est sinon dans tous, du moins dans la majorité. Arrivées à l'âge de 15 ou 16 ans, elles sont belles, elles sont jolies et surtout entraînées par le luxe, elles tourmentent leurs parents pour avoir une robe par ci, un chapeau par là ; ceux-ci n'ayant que pour vivre très difficilement ne peuvent malheureusement pas toujours adhérer à leur demande ; d'un autre côté des promesses leur sont faites à l'atelier de la part de ceux qui exploitent peut-être le père afin de mieux séduire la fille, et il faut qu'elles soient douées d'une énergie indomptable quand elles surmontent tous les obstacles pour rester chastes. »

« Les patrons qui n'abusent pas de leur autorité envers les ouvriers n'en sont pas moins tolérants envers ceux de leurs employés (délégués de

pouvoir) qui les exercent. Nous connaissons des patrons à Verviers qui ayant reçu des plaintes sur la conduite d'un contremaître (marié) avec une de ses ouvrières, renvoya la fille et garda le contremaître, tandis que ce même patron renvoyait une fille de ses ateliers comme scandale, parce que celle-ci était enceinte et n'avait pas l'argent suffisant pour se marier »¹⁸.

Voilà une description accablante du quotidien des ouvrières verviétoises, certes sous la plume d'un frère de misère engagé dans le combat pour la justice sociale. Mais la charge est-elle excessive ? Un siècle après la publication de ce réquisitoire dans *Le Mirabeau*, une jeune historienne liégeoise, Christiane Clockers, tenta en 1975 – 76 une approche scientifique de la population féminine active de l'industrie textile verviétoise via une interprétation de données statistiques du recensement de 1856 dans un remarquable mémoire de licence demeuré malheureusement inédit. Ses constats, basés sur les données recueillies pour 3.245 femmes au travail dans le textile verviétois, rejoignent ce qu'on vient de lire.¹⁹

En 1856, un peu plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis les débuts de la révolution industrielle à Verviers et pour les travailleuses du textile, qui représentent 7 à 8 % de la population verviétoise, cette dernière a eu trois conséquences. D'abord, elle a supprimé le travail à la main, dans les métiers les plus directement mécanisés, surtout chez les fileuses, et contraint beaucoup de femmes à se réorienter vers d'autres tâches. Parallèlement, cette restructuration des professions féminines s'est accompagnée de problèmes d'emplois, ou plutôt de chômage, pour certaines d'entre-elles. Enfin, le lieu du travail de nombreuses femmes s'est déplacé du domicile familial vers la fabrique, même si au milieu du siècle une forte proportion d'entre elles travaillent encore à la main

¹⁸ *Le Mirabeau*, article « Une voix de Verviers » signé P.B. (probablement Pierre Bastin) et publié les 14 et 21 juin 1874 en première page.

¹⁹ C. KEFI-CLOCKERS, *op. cit. passim*, et particulièrement les pages 72-79, 91, 95-96, 99-100, 108, 115, 150, 156, 171, 191-194 et 224, d'où nous extrayons les informations résumées dans les sept paragraphes qui suivent.

plutôt qu'aux machines, et donc souvent encore à domicile plutôt qu'à l'usine.

Ces ouvrières du textile sont donc un plus plus de 3.200 au milieu du siècle sur une population de 27.000 âmes devant se partager 2.306 immeubles seulement : près de douze personnes par maison ! Le loyer *minimum* payé par les femmes les plus pauvres, celles qui sont secourues par l'Assistance publique, est de 4 francs par mois, alors que le salaire journalier *moyen* d'une ouvrière verviétoise varie à cette époque entre 70 et 80 centimes par jour seulement. Un quart à trente pour cents des dépenses quotidiennes de l'ouvrière sont ainsi consacrées au loyer : c'est trop pour beaucoup de célibataires, qui doivent s'installer en pension où elles partagent la même chambre et les repas.

Comme les hommes, les travailleuses n'ont congé que le dimanche, mais pour elles, c'est le jour de la lessive. Et à elles également la corvée du transport de l'eau depuis les pompes et fontaines publiques, comme tous les jours de la semaine d'ailleurs. A raison de deux trajets par jour et deux seaux de onze litres par trajet, cela permet au ménage de bénéficier de quarante-quatre litres d'eau par jour, c'est-à-dire à peine un cinquième des besoins élémentaires estimés par les hygiénistes de l'époque.

A l'usine, les ouvrières sont plus exposées aux accidents que leurs collègues masculins car leur longue chevelure et leurs vêtements amples sont plus vite happés par les courroies et les engrenages des machines, longtemps non protégés. C'est aussi chez elles que les médecins rencontrent plus fréquemment les accouchements prématurés ou laborieux, les fausses couches, les avortements, les aggravations de varices, les disparitions de règles. Et, sur un autre plan, il est significatif qu'un cinquième des ouvrières du textile ayant des enfants ont au moins un enfant naturel, né hors mariage, ce qui peut être un indice des problèmes de moralité évoqués plus haut dans les colonnes du *Mirabeau*.

Cette main d'œuvre féminine est sous-payée : avec un salaire variant de 1 franc à 2 francs 50 par jour, *aucun* homme ne gagne ce que touche la

majorité des travailleuses verviétoises, c'est-à-dire entre 50 centimes et 1 franc. Seule la nécessité de survivre, pour elles et leur famille, pousse les femmes verviétoises à travailler pour ces gains de misère souligne Christiane Clockers, qui observe que 60 % des travailleuses du textile, au milieu du siècle, ont entre 15 et 19 ans. Certaines deviennent inactives lors de leur mariage, d'autres au contraire sont alors contraintes d'opter pour l'usine car le salaire du mari (comme, pour beaucoup, celui des parents auparavant) est insuffisant pour couvrir les besoins élémentaires d'un ménage de plusieurs personnes. Une usine où elles seront obligées, à Verviers plus longtemps qu'ailleurs, de travailler la nuit durant les périodes de fortes demandes : à la fin du siècle, le travail de nuit des femmes se rencontrera presque exclusivement dans l'industrie lainière en Belgique et il touchera encore plus de 40 % des ouvrières du textile verviétois !

Trente pour cents des femmes au travail sont mères de famille. Si la plupart ont un ou deux enfants, la moyenne constatée est de trois, et il n'empêche que vingt pour cents de ces mères doivent assumer entre cinq et dix enfants dans leur foyer ! Comme l'observera l'historien de la démographie Claude Desama, l'industrialisation a en effet, dans un premier temps, stimulé la fécondité et ce n'est qu'entre le milieu et l'amarce du dernier tiers du XIX^e siècle que les femmes wallonnes ont commencé à réduire celle-ci par l'abstinence, le coït interrompu ou l'avortement. Les couples entreprennent alors une « révolution au lit », un mouvement massif et silencieux de dénatalité, sans aucune des techniques actuelles, afin d'adapter leur nombre d'enfants à leurs conditions de vie.²⁰

En attendant, placer un ou deux enfants chez les parents ou en nourrice (comme cela semble avoir été le cas pour Marie Mineur elle-même) est encore possible, observent à l'époque les enquêteurs, mais cela ne l'est plus au-delà. Or la ville ne compte qu'une seule école gardienne accueillant des enfants de 2 à 7 ans, et deux crèches seulement, au milieu

²⁰ Claude DESAMA, « Démographie et société à Verviers et dans sa région au cours des cent dernières années » in *Un Jour, un siècle*, Verviers, Nautet-Hans, 1994, p.160.

du XIX^e siècle. Autant dire rien. Les ouvrières du textile ne parviennent donc à concilier leurs rôles de travailleuse et de mère de famille nombreuse qu'en abandonnant durant la journée leurs enfants à eux-mêmes, ce qui ne fait qu'accentuer la forte mortalité infantile constatée alors.

Tel fut le milieu de travail de Marie Mineur dans sa jeunesse. Elle allait avoir dix-sept ans quand éclate à Paris la révolution de février 1848 et qu'au printemps suivant, des démocrates (un patron teinturier, un rentier, deux professeurs du collège) créent à Verviers un club républicain et socialisant, la « Société des Droits et des Devoirs de l'Homme », qui tient sa première séance publique le 29 mai au café Turbach, rue de la Station, et y dénonce l'injustice de l'organisation sociale et l'immense pauvreté qui accable les ouvriers.

La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme organisera des réunions publiques tous les dimanches chez Turbach jusqu'à la fin de 1849. Elle annonçait une soixantaine de membres lors de sa création, mais elle prend très vite de l'extension et trouve une assise réellement populaire : elle aurait, selon la police, six cent cinquante membres et quelque deux mille sympathisants à l'hiver 48-49, et en mars 1849, les indicateurs de la Sûreté estiment, plus d'un an après le début du processus révolutionnaire qui a secoué l'Europe, que « Verviers est toujours le point où les républicains sont les plus à craindre ». Fondé et animé par des bourgeois, le club compte toutefois de nombreux ouvriers dans ses rangs. Afin de les préserver des représailles patronales, il est convenu qu'ils forment entre eux de petits comités de dix à douze hommes qui prennent l'engagement de se réunir par brigade à l'appel des dirigeants de la société au jour fixé pour l'insurrection belge. Car il est beaucoup question de complot et de soulèvement révolutionnaire au sein du club verviétois tout comme dans les sociétés sœurs de Liège, de Bruxelles et d'ailleurs à l'époque !

C'est aussi à cette époque que paraît à Bruxelles, mais sans y rencontrer aucun écho, un projet d'égalité politique entre hommes et femmes dû à

l'avocat démocrate Lucien Jottrand²¹ cofondateur avec Karl Marx de l'Association démocratique en 1847 et collaborateur du journal progressiste *Le Radical* animé par les Spadois Alexandre et Félix Delhasse²². Jottrand, partisan du suffrage universel autant que de la République, combat l'idée si répandue d'une infériorité « naturelle » de la femme et il défend l'accès des femmes au droit de vote dont elles sont alors exclues (et pour un siècle encore).²³

Faut-il rappeler que l'infériorité *légal*e de la femme belge est alors totale - et ceci vaut pour l'ouvrière du textile verviétois comme pour la bourgeoise la plus fortunée : n'ayant ni droit de vote, ni droit d'être élue, elle est placée en situation de dépendance par toute la législation inspirée du Code Napoléon ; elle ne peut travailler sans l'accord de son mari, qui, ayant seul autorité dans le ménage, a le droit exclusif de toucher les gains de sa femme et d'en disposer, mais en revanche elle doit être solidaire de ses dettes ; elle ne peut gérer son épargne seule ; elle est exclue de tous les emplois publics ou administratifs et interdite de la profession d'avocat ; l'enseignement secondaire et *a fortiori* supérieur lui est difficilement accessible (et même interdit à Louvain).²⁴

Au début des années 1870, Victor Hugo s'élèvera avec l'immense talent de sa plume contre cette insultante injustice faite à la moitié de l'humanité : « Il est douloureux de le dire, dans la civilisation actuelle, il y a une esclave. La loi a des euphémismes ; ce que j'appelle une esclave, elle l'appelle une mineure. Cette mineure selon la loi, cette esclave selon la réalité, c'est la femme. L'homme a chargé inégalement les deux plateaux du code, dont l'équilibre importe à la conscience humaine ; l'homme a fait verser tous les droits de son côté et tous les devoirs du

²¹ Né à Genappe en 1804 et décédé à St-Josse-ten-Noode en 1877, il fut un des membres les plus actifs du Congrès national lors de la révolution de 1830.

²² Les frères Alexandre (1810 – 1850) et surtout Félix (1809 – 1898) Delhasse furent des précurseurs de la démocratie et du socialisme belge.

²³ Eliane GUBIN, « Du politique au politique. Parcours du féminisme belge (1830-1914) » in *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 77, fascicule 2, 1999, p. 375.

²⁴ Paul GERIN, « Louise Van Den Plas et les débuts du féminisme chrétien en Belgique », in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, n°1, 1969, p. 254 – 275.

côté de la femme. Dans notre législation telle qu'elle est, la femme ne possède pas, elle n'est pas en justice, elle ne vote pas, elle ne compte pas, elle n'est pas. Il y a des citoyens, il n'y a pas de citoyennes. C'est là un état violent ; il faut qu'il cesse ». ²⁵

Revenons aux féministes belges. Lorsque Jottrand fait reparaître en brochure, en 1848, sa revendication pour le droit de vote universel dont celui des femmes, une des premières féministes belges (avec lesquelles Jottrand n'a aucun lien), Zoé Gatti de Gammond, une ancienne saint-simonienne de 42 ans qui s'est fait connaître par ses commentaires de la pensée du socialiste français Fourier, publie, elle, ce qui sera son troisième et dernier ouvrage politique depuis 1834, *L'organisation du travail par l'éducation nationale*. Elle y développe les thèmes qui seront les axes essentiels des premières féministes : priorité à l'enseignement pour mettre les femmes au niveau des hommes et changer d'abord les mentalités ; réorganisation des rapports de classe et du travail mais autour du socle familial, qui doit être le lieu de l'émancipation féminine²⁶. Il n'est donc plus question pour elle, au contraire de ce qu'elle prônait dans les années 1830, de revendication d'égalité politique : « en 1848, note l'historienne du féminisme belge Eliane Gubin, au moment où la Belgique reste (globalement) calme au milieu d'une Europe secouée par une vague révolutionnaire, les anciens élans féministes se sont définitivement éteints. Faut-il préciser qu'ils étaient restés élitistes et n'avaient jamais touché les classes populaires »²⁷ ?

Marie Mineur n'est de toute façon pas touchée par l'effervescence du « printemps des peuples » et l'agitation des républicains belges et verviétois qui sera tuée dans l'œuf par l'arrestation des principaux leaders du mouvement en juillet 1849. Elle-même soulignera plus tard

²⁵ Victor HUGO, *Depuis l'exil*, 1876, cité par Bernard NOËL, *Dictionnaire de la Commune*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1978, p. 254.

²⁶ Valérie PIETTE, « Zoé Gatti Gamond ou les premières avancées féministes ? » in *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 77, fascicule 2, 1999, p. 413-141. Née en 1806 et décédée en 1854, Zoé fut la mère d'Isabelle Gatti de Gamont (1839 – 1905), grande militante féministe et rationaliste de la seconde moitié du siècle.

²⁷ Eliane GUBIN, *op.cit.*, p. 375.

qu'elle resta « endormie pendant 37 années », c'est-à-dire jusqu'en 1868 et les débuts de l'Internationale à Verviers.²⁸ En 1849, elle a autre chose à faire : elle se marie, le 7 février, avec Jean-Joseph Bastin, de sept ans son aîné. Elle n'a pas encore dix huit ans²⁹ ! Marie est exceptionnellement précoce pour l'époque puisque la plupart des ouvrières verviétoises, comme de l'ensemble des femmes belges d'ailleurs, se marient alors autour de vingt huit ans.³⁰

Le marié (dont deux homonymes, Hubert et Pierre Bastin, figureront plus tard parmi les meneurs de l'Internationale à Verviers) est un travailleur de la métallurgie : mouleur, il connaît le dur labeur des fonderies. Né à Verviers le 7 juin 1825, et vivant rue du Brou, il est le fils d'un tisserand. Sa jeune épouse, domiciliée rue Xhavée, est alors journalière, comme l'était devenu son père jadis. Journalier, autrement dit manœuvre non qualifié, auquel l'industrie textile en ce milieu du siècle ne fait déjà plus appel qu'en cas de besoin et pour un temps limité. « Les journaliers se situent à la frontière des actifs réels et des sans-emploi, tantôt l'un, tantôt l'autre suivant les aléas de la conjoncture, explique Claude Desama dans sa thèse sur la population verviétoise du milieu du XIX^e siècle. Les journaliers, en 1846, constituent moins une catégorie d'actifs non qualifiés que le premier bataillon de l'armée de réserve de l'industrie drapière ». Des pauvres entre les pauvres. Un autre journalier, un fileur et deux tondeurs, tous quatre amis des époux, assistent à la cérémonie en tant que témoins, ainsi que les trois parents survivants. De ces neufs ouvriers et ménagères, seul le marié sait écrire et donc signer l'acte.

Le couple Bastin-Mineur n'aura pas d'enfants et ne sera pas assez solide pour résister au temps : en 1866 au plus tard, les époux vivent séparément ; Marie, alors couturière, est domiciliée à ce moment rue Gérardchamps, dans un nouveau quartier industriel en pleine expansion.

²⁸ Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 11 août 1872.

²⁹ Archives communales de Verviers, table décennale des mariages 1843-1851 et acte de mariage du 7 février 1849.

³⁰ C. EL KEFI-CLOCKERS, *op.cit.*, p.186.

Quatorze ans plus tard, en 1880, on la retrouvera au centre-ville, rue Xhavée, tout comme son époux, mais la première loge au n° 74 et le second, devenu écrivain public, habite au n° 14. Ils finiront néanmoins par reprendre la vie commune peu après, mais pas longtemps, puisque Jean-Joseph Bastin meurt à l'âge de 57 ans le six avril 1882, laissant Marie, alors qualifiée de « fille de quartier », veuve à cinquante ans.³¹ A la fin des années '60 et durant les années 1870, c'est donc une femme seule, une épouse séparée, connue uniquement sous son nom de jeune fille, qui va s'engager dans l'Internationale.

³¹ Archives communale de Verviers, Registres de population des années 1866 (volume 22, folio 49) et 1880 (volume 35, folios 120 et 204) et acte de décès de Jean-Joseph Bastin du 6 avril 1882.



Pierre Fluche, leader du mouvement ouvrier
verviétois au XIXe siècle (portrait peint par Roch
Germy vers 1894 pour la Maison du Peuple,
collection de l'auteur)



Le local des Internationalistes verviétois au fond de la cour Sauvage, place du Martyr). Une inscription « Syndicat des Employés » peinte à droite de la porte atteste du fait que ce local fut jusqu'au début du XXe siècle un local du mouvement ouvrier. Ce sont, sauf erreur, les seuls vestiges d'un local de la Première Internationale encore debout en Belgique. Une plaque commémorative a été apposée voici quelques années dans le pavage à l'entrée de la cour, mais elle est peu visible.

L'IMPLANTATION DE L'INTERNATIONALE

C'est à l'automne 1867 qu'est venue l'étincelle qui donna naissance au mouvement ouvrier dans l'agglomération verviétoise. L'ouvrier tisserand Frédéric-Joseph Thiry³² publie, en octobre, un pamphlet d'une trentaine de pages sous le titre *L'Avenir des Travailleurs*. Dans un style percutant, Thiry dénonce les excès du train de vie luxueux des riches industriels verviétois en regard de la condition ouvrière et souligne rageusement la vie inacceptable imposée aux travailleurs par le système capitaliste. Le jeune homme de 24 ans développe des idées sociales plutôt auto-gestionnaires et évoque la création d'une organisation internationale de tous les ouvriers.

Le texte de Thiry va avoir un impact décisif en bord de Vesdre : la police lui attribue sans hésitation, dans un rapport dressé en mai 1869, la responsabilité du déclenchement du mouvement ouvrier dans la région verviétoise. C'est en effet dans la foulée de la diffusion de *L'Avenir des Travailleurs* que plusieurs ouvriers, dont Thiry, fondent en novembre 1867 la Société des Francs-Ouvriers et décident la publication d'un men-

32 Frédéric-Joseph THIRY (1843 – 1923) fut à la fois un des fondateurs et le premier dissident du mouvement ouvrier verviétois, au sein duquel il milita jusqu'en 1914.

suel, *Le Mirabeau*, qui verra le jour le 1^{er} décembre avec pour devise «Nous voulons exercer nos droits ».

La fondation des Francs-Ouvriers a lieu lors d'un meeting le 17 novembre, l'assemblée constitutive étant suivie d'une première réunion des membres le 24 novembre au café de la Pisseroule à Dison. Les principaux dirigeants du nouveau groupe sont Thiry, bien sûr, le tisserand André Larondelle³³, le peintre Roch Germay³⁴ et un autre ouvrier peintre, originaire de Stembert, Pierre Croisier³⁵. Quant au tisserand hodimontois Pierre Fluche, il est sans doute parmi les membres fondateurs des Francs-Ouvriers et il en devient le secrétaire lorsque ceux-ci rejoignent l'Internationale au printemps 1868.

Devenus section verviétoise de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), les Francs-Ouvriers se révèlent particulièrement énergiques, multipliant les meetings où parlent leurs orateurs. Les efforts des Verviétois seront couronnés de succès: à l'été 1868, ils comptent quelque 400 affiliés sur Dison et Verviers et ils ont suscité la création d'autres sections de l'A.I.T. à Ensival, Pepinster et Polleur.

Leur campagne intense de propagande suscite l'admiration d'un des dirigeants bruxellois de l'Internationale en Belgique, Eugène Hins³⁶, dont la sœur Marie a épousé en 1867 un enseignant de Virton, Michel Materne, qui s'installera à Verviers en mai 1871 et y deviendra dix ans plus tard le préfet de l'Athénée sous le nom de Thil-Lorrain³⁷. Hins écrit en 1868: « Si nous rencontrions partout la même intelligence et le même courage que chez les Francs-Ouvriers de Verviers! Ces gaillards-là qui sont de simples tisserands, travaillant douze heures par jour, se sont fon-

33 Né à Baelen en 1833 et décédé en 1881.

34 Né en 1837 et décédé en 1898, il siégea comme élu socialiste aux Conseils provincial et communal au début du XX^e siècle.

35 Né en 1843, il s'installe à Bruxelles en 1868 et sera exclu de l'Internationale en 1871.

36 Né en 1839 et décédé en 1923. Il a fait l'objet d'une belle biographie : Marc MAYNE, *Eugène Hins*, Bruxelles, Académie royale, 1994, 288 p.

37 Né en 1826 et mort en 1893. Voir à son propos mon ouvrage sur l'Athénée de Verviers (cfr. supra, note 11).

dés d'eux-mêmes sans aucun secours de notre part et ont immédiatement publié un journal mensuel (...) Voilà des gaillards qui marchent tous seuls. Vous ne sauriez imaginer le courage et le dévouement de ces gens-là».

Toutes les autorités de l'époque le confirment: le journal des Francs-Ouvriers, qui devient bimensuel en octobre 1869 et hebdomadaire à partir de mars 1870, connaît une diffusion considérable dans la région verviétoise et il a une influence décisive, avec les meetings, sur l'essor du mouvement ouvrier naissant. D'après un rapport que fait Pierre Fluche au congrès international de l'A.I.T. à Bruxelles en septembre 1868, le premier numéro du *Mirabeau* avait été tiré à 1.000 exemplaires, le deuxième à 2.000 et les suivants l'étaient à 4.000 exemplaires, ce qui est exceptionnel pour un journal ouvrier à l'époque.

Outre cette propagande par la presse, les militants verviétois multiplient les meetings : la gendarmerie de Verviers en compte 23 de fin octobre 1868 à fin avril 1869. Partout, les orateurs exposent les buts et les moyens de l'Internationale en insistant sur la création de syndicats (on disait à l'époque de « caisses de résistance ») en vue de grèves. A la suite de ces meetings, l'Internationale crée des sections dans sept communes en plus de celles de Verviers, Ensival, Pepinster et Polleur. Il existe en outre une section qui regroupe des ouvriers de la très importante colonie allemande qui vit à Verviers.

Bien que, dès ses débuts, le mouvement ouvrier verviétois soit marqué par des heurts entre modérés et extrémistes, des querelles de personnes, des exclusions ou des départs, bref des divisions qui resteront longtemps de mise hélas, l'Internationale s'enracine dans l'agglomération industrielle, et fortement.

Un événement particulier va contribuer à la multiplication des affiliations, c'est la grève déclenchée en décembre 1868 aux établissements Garot à Hodimont pour protester contre le licenciement d'un ouvrier qui n'est autre qu'André Larondelle, l'éditeur du *Mirabeau*.

Cette grève est accompagnée pendant plusieurs jours de vifs incidents dans les rues de l'agglomération: pour la première fois depuis très longtemps à Verviers, des manifestations de masse ont lieu, émaillées de heurts avec les forces de l'ordre. Les exploités clament leur colère comme ils ne l'avaient jamais fait. Dans le mois qui suit ce mouvement, la police estime que l'Internationale reçoit dans le bassin de Verviers plus de 4.000 nouveaux affiliés!

C'est à la même époque que les Francs-Ouvriers prennent l'initiative de contacter toutes les sections de la région pour créer une Fédération de la Vallée de la Vesdre, qui est constituée en août 1869. Elle réunira aussi bien les sections constituées par commune que les divers syndicats. C'est également Verviers qui a donné le ton à cet égard puisque les premières «caisses de résistance» en Belgique y sont apparues dans les derniers jours de 1868, d'abord chez les ouvriers de la métallurgie en décembre, ensuite chez les ouvriers du textile puis les menuisiers.

Les Francs-Ouvriers ont donc réussi, en un an et demi environ, à susciter la création d'une dizaine de sections locales de l'Internationale et d'une douzaine de syndicats professionnels sans parler de nombreux autres groupes d'étude, de coopératives, etc. : la Fédération verviétoise de l'A.I.T. va s'affirmer pendant longtemps comme une des fractions les plus dynamiques et certainement la plus remuante de toute l'Internationale en Belgique et même en Europe.³⁸

Le Mirabeau s'était fait une spécialité de publier des lettres de travailleurs dénonçant nommément les abus et exactions dont certains d'entre-deux étaient victimes dans les établissements de la place. Mais ce n'est qu'après deux ans de parution, en janvier 1870, que le journal fut amené à publier, dans son vingt-neuvième numéro, une première lettre *d'une* ouvrière ne signant que de ses initiales, C.L. Cette drousseuse se

³⁸ Je renvoie à ce sujet à mon ouvrage *Pierre Fluche et le mouvement ouvrier verviétois sous Léopold II*, Bruxelles, Gamma Press et IEV, 1997 et à ma notice biographique sur Thiry dans *Trente ans aux fourneaux de Clio*, Verviers, Editions des Champs, 2008, p. 225 à 240.

plaignait d'avoir été renvoyée, en novembre 1869, pour être arrivée à deux reprises en retard à l'usine Chapuis, où les journées commençaient à cinq heures du matin pour s'achever alors à vingt-deux heures. Aux deux amendes de 25 centimes et à la perte de ses deux journées (car les retardataires trouvaient les portes closes) s'était ajouté son renvoi définitif à la fin de la semaine.

Le récit s'achevait par un premier appel à la mobilisation féminine : « Maintenant, compagnons, vous me permettez, sans doute, une petite réflexion. Vous savez comme moi, combien les femmes sont sujettes à toutes sortes de vexations dans nos ateliers, surtout de la part des contremaîtres. N'y aurait-il pas moyen, pour les femmes, de s'associer et de s'organiser en caisse de résistance ? La réponse est facile à trouver : si les hommes, en s'associant, donnent aujourd'hui du fil à retordre à nos exploiters, les femmes peuvent certainement avoir les mêmes avantages, d'autant plus que leurs intérêts sont les mêmes. C'est pourquoi j'appelle ici leur attention. Sortons donc toutes de cet état de timidité où nous a plongé notre faiblesse ; suivons l'exemple des femmes de Genève, formons une section de l'Association internationale des Travailleurs. Nous ne pouvons rien faire seules, isolées ; une fois que nous serons coalisées, nous pourrons tout, rien ne résiste à l'Association ». ³⁹

C'est en 1868 que des femmes de Genève avaient créé la première section organisée de travailleuses dans l'Internationale. Or, d'une manière générale, ainsi que le fit observer le professeur Jan Dhondt voici un peu plus de quarante ans, « le monde masculin de l'Internationale est hostile à la femme en tant que militante » et c'est ailleurs, selon lui, « que gît l'importance profonde, mais difficile à saisir, du rôle de la femme d'un militant. Le problème que pose le militant de la première Internationale, c'est qu'il ait survécu, c'est qu'il n'ait pas toujours fini dans le renoncement, la folie ou la trahison – beaucoup ont fini de l'une de ces trois manières. (Il y aurait une curieuse étude à faire

³⁹ *Le Mirabeau*, 2 janvier 1870.

sur la fin du militant). L'explication de la survie du militant, on la trouvera sans doute souvent dans sa compagne. Que certains aient persévéré jusqu'à la mort dans une lutte dont on a peine à concevoir qu'elle ne leur apparaissait pas sans espoir, cela peut s'expliquer par l'appui, le réconfort, la collaboration totale qu'ils trouvaient dans leur foyer, et qui les aidait à surmonter dégoût, défaillance et désespoir. Mais c'est là à peine plus qu'une hypothèse ». ⁴⁰

En 1903, une lettre de Pierre Fluche, alors âgé, à un de ses vieux amis de l'Internationale, Victor Dave⁴¹, va bien en ce sens : « C'est d'un grand secours et d'un grand besoin pour toi d'avoir une compagne aussi sincère et aussi dévouée dans la vie toute de lutte qui nous est faite à nous, les militants de l'idée socialiste. Elles sont rares vois-tu celles qui nous comprennent et nous soutiennent constamment, il leur faut même le plus souvent beaucoup plus de courage que nous pour satisfaire aux exigences de devoir social. »

Mais, à l'exemple des Genévoises, certaines Verviétoises n'allaient pas se limiter à ce rôle de soutien. Dans *Le Mirabeau*, la lettre de C.L. fut suivie, de février à mai 1870, d'autres correspondances féminines anonymes : une ourdisseuse stigmatisant un contremaître chez Bettonville, une répareuse d'étoffe de chez Tasté appelant à son tour à l'organisation de section de femmes, une ouvrière licenciée de chez Peltzer, une lessiveuse, une drousseuse encore, « membre de l'Internationale » et chassée de chez Lieutenant au Mousset.⁴²

Pourtant c'est de l'autre côté de la Wallonie que des ouvrières donnèrent les premières l'exemple d'une organisation spécifique puisqu'une section de femmes, « Les Prévoyantes », fut d'abord créée à Montigny-sur-

⁴⁰ Jan DHONDT, « Les femmes et la Première Internationale », dans *Mélanges Jacquemyns*, Bruxelles, ULB, 1968.

⁴¹ Fils du président de la Cour des Comptes (!), né à Jambes en 1843 et décédé en 1922, il vécut dans la région verviétoise de 1872 à 1876 puis à Paris à partir de 1878 et fut une figure importante du mouvement anarchiste.

⁴² *Le Mirabeau*, 20 février, 6 mars, 3 avril, 24 avril et 29 mai 1870.

Sambre (aujourd'hui commune de Charleroi), en plein cœur du pays noir. Une déléguée de celle-ci, Léonie Andrès épouse Devarrewaere, prit la parole – et ce fut une première dans l'histoire belge de l'AIT – au cinquième congrès de la section belge de l'Internationale tenu à Bruxelles les 5 et 6 juin 1870. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'à Verviers *Le Mirabeau* fit le choix de ne publier que ce discours, en ajoutant : « Puisse cet exemple être suivi dans toutes les sections belges et étrangères par celles qui jusqu'ici ont été aux mains du pouvoir, du clergé et du capitalisme, le moyen le plus puissant d'exploitation et d'oppression des classes laborieuses ».⁴³

Il fallut encore de longs mois avant que l'exemple de Montigny-sur-Sambre soit suivi à Verviers. *Le Mirabeau* évoque en février 1871 la grève des six ouvrières haspleuses de la firme Collard à Dison, qui ont quitté ensemble cet établissement pour se faire embaucher ailleurs.⁴⁴ Il publie en juin une lettre de deux couturières dénonçant leur salaire de 75 centimes par jour mais maîtrisant, par ailleurs, parfaitement la grammaire (« Ne conviendrait-il pas qu'à votre exemple les couturières ne se coalisassent pour résister aux exigences du capital ? »)⁴⁵, une autre en juillet d'un « groupe féminin », dénonçant une compagne de travail espionnant ses collègues⁴⁶. En octobre, le journal s'indigne du renvoi de trois ouvrières chez Dicktus en Saucy⁴⁷, il publie encore durant l'hiver les lettres d'une nopeuse de Dison⁴⁸, de cinq drousseuses de chez Dicktus⁴⁹, d'une haspleuse⁵⁰, d'une tisserande de chez Peltzer⁵¹ et d'une autre drousseuse⁵², enfin il fait écho en février 1872 à la grève - et au

⁴³ *Le Mirabeau*, 19 juin 1870. Le texte de ce discours est reproduit dans C.OUKHOW, *Documents relatifs à l'histoire de la première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, Nauwelaert, 1967, p. 264-265.

⁴⁴ *Le Mirabeau*, 12 février 1871.

⁴⁵ *Idem*, 4 juin 1871.

⁴⁶ *Idem*, 30 juillet 1871.

⁴⁷ *Idem*, 15 octobre 1871.

⁴⁸ *Idem*, 29 octobre 1871.

⁴⁹ *Idem*, 12 novembre 1871.

⁵⁰ *Idem*, 4 décembre 1871.

⁵¹ *Idem*, 21 janvier 1872.

⁵² *Idem*, 11 février 1872.

licenciement immédiat – de huit ouvrières dans une fabrique de la rue Pétaheid, pour une question salariale.⁵³

C'est à cette époque seulement que des ouvrières verviétoises décident de créer entre elles une mutuelle doublée d'un cercle d'instruction. La première réunion a lieu le 4 février 1872 et émet le vœu, à l'unanimité, « que les hommes veuillent bien veiller aux soins de l'intérieur, lorsque les femmes seront obligées d'assister aux réunions de leur société ». La secrétaire, Marie-Barbe Heuchenne, adresse deux jours plus tard un appel au *Mirabeau* qui le publie dans son numéro du 11 février : « Les citoyennes présentes à la séance du 4 février, considérant que l'association et l'instruction sont pour elles le meilleur moyen à employer pour aider à l'affranchissement du prolétariat et arriver à l'émancipation de la femme, en ce qu'ils leur permettent de former des générations ayant conscience de leurs droits et de leurs devoirs, forment une société de secours mutuels libre, ayant une réunion tous les mois pour leur instruction sociale. Un grand nombre de citoyennes, s'étant fait inscrire à la première séance, font un appel à l'union et à la solidarité de leurs compagnes, pour se joindre à elles dans le but de combattre les abus et les préjugés existants et les engagent à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 18 février 1872, chez Heuchenne, rue Fyon, n° 9, à 6 heures du soir. La soirée sera terminée par des chants démocratiques. »

Marie-Barbe Heuchenne, historiquement la première militante verviétoise dont nous rencontrons (pour une seule fois) le nom, est peut-être la fille ou en tout cas probablement une parente du tenancier de la salle où se feront, durant longtemps, les réunions des femmes de l'Internationale verviétoise. Celui-ci est un ouvrier tisserand du nom de Heuchenne, Thomas Joseph selon la police, Guillaume d'après les avis paraissant dans *Le Mirabeau*, né en 1839 à Chainex au pays de Herve ; marié à Josiane Snackers, il sera considéré par la police de Verviers comme violent lorsqu'elle établira le 1^{er} juin 1873 une liste détaillée des

⁵³ *Le Mirabeau*, 11 février 1872.

meneurs de l'Internationale dans l'agglomération⁵⁴. Situé au pied de la rue Fyon qui, de Spintay, monte vers la colline d'Andrimont, son café accueille de nombreuses réunions ouvrières à une époque où les Internationalistes verviétois n'ont pas encore de local propre et est connu comme étant « la salle des Fédérés ».⁵⁵

La Société de secours mutuels libres des femmes tient chaque mois une séance publique dominicale mais elle organise aussi, le 18 mars 1872, sa première conférence, sur le thème de l'émancipation des femmes et des bienfaits de l'association⁵⁶. Celle-ci est donnée par un tisserand de 35 ans, Léonard dit Linau Pirard⁵⁷, membre actif des Francs-Ouvriers. L'orateur, après avoir fustigé tout à la fois la religion, la prostitution et le capitalisme, termine en incitant les ouvrières à s'affilier à leurs caisses de résistance professionnelles tout en s'organisant elles-mêmes par ailleurs pour leur propre émancipation. La conférence avait été réservée aux femmes mais, dès leur séance du 7 avril, les militantes décidaient d'ouvrir désormais leur séance mensuelle aux hommes⁵⁸.

⁵⁴ Archives de la Préfecture de Police de Paris, « Liste des principaux affiliés à l'Internationale, dits les meneurs, à Verviers et communes voisines », n° 285.

⁵⁵ *Le Mirabeau*, 25 mars 1872.

⁵⁶ *Le Mirabeau*, 10 et 24 mars 1872.

⁵⁷ Né en 1836 et décédé en 1908, il milita dans les rangs du Parti Ouvrier Belge à la fin du siècle.

⁵⁸ *Le Mirabeau*, 14 avril 1872.

ns. — Séance andi 11 février, Dejardin, rue	<i>Emancipation des femmes. — Séance du 4 février 1872.</i>	même local.
r : rs à heure fixe.	Les citoyennes présentes à la séance du 4 février, considérant que l'association et l'instruction sont pour elles le meilleur moyen à employer pour aider à l'affranchissement du prolétariat et arriver à l'émancipation de la femme, en ce qui leur permette de former des générations ayant conscience de leurs droits et de leurs devoirs, forment une société de secours mutuels libre, ayant une réunion tous les mois pour leur instruction sociale.	<i>Avis aux trésoriers des Gr</i> Nous prions les trésoriers de de nous faire connaître leur caisse.
s chauffeurs et des environs. à 4 heures de et obligatoire rue du Pont,	Un grand nombre de citoyennes, s'étant fait inscrire à la première séance, font un appel à l'Union et à la solidarité de leurs compagnes, pour se joindre à elles dans le but de combattre les abus et les préjugés existants et les engagent à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 18 février 1872, chez Heuchenne, rue Fyon, n° 9, à 6 heures du soir. La soirée sera terminée par des chants démocratiques. Propositions : La citoyenne L., propose que les hommes veuillent bien veiller aux soins de l'intérieur, l'orsque les femmes seront obligées d'assister aux réunions de leur société. La proposition a été adoptée à l'unanimité.	Pour le Comité J. CORNET.
r : e programme.		Le Comité provisoire des ciens philanthropes, caisse d'a contre les maladies, informe q vra les adhésions tous les dim lundis, de 6 à 9 heures du s Jardin Maréchal, rue Spintay.
rmuriers. — séance, chez ° 2.		<i>L'Union</i> (section Ensivaloise) Comité informe ses membres local est transféré au local de sommation, Grand'Place, n° séances ont lieu le dimanche, c jours en quinze jours. La seco lieu le 18 février.
: n et discuter		Le comité provisoire du g tisserands de Grand-Rechain ses membres qu'il y aura réu les samedis à 8 heures du J. Albert-Kinapenne.
: Justice.	La Secrétaire, MARIE-BARBE HEUCHENNE. Verviers, le 6 février 1872.	Le Secr J. N. J. R.
ouvriers bou-		

Les premières réunions des militantes verviétoises eurent lieu dans un local situé au bas de la rue Fyon, suite à l'appel de Marie-Barbe Heuchenne dans le journal de l'Internationale *Le Mirabeau*.

SECTION DES FEMMES.

Nous informons nos sœurs de travail qu'une séance publique aura lieu le dimanche 14 Septembre, à 6 heures du soir, au local, cour Sauvage. Place des Récollets, 23.

Ordre du jour :

1. Question de la femme.
2. Des bienfaits de l'association.

Nous prions nos membres de se munir de leur carte pour la rentrée des cotisations.

RÉSISTANCE DES FEMMES.

Séance générale et obligatoire le dimanche 9 Mars 1873, au local, Place des Récollets, cour Sauvage.

Cette séance est exclusivement réservée aux femmes.

Pour le comité.

M. M.

AVIS AUX FEMMES.

Tous les premiers dimanches de chaque mois, il y aura séance générale et obligatoire au local de l'Internationale, place des Récollets, cour Sauvage, 23, à 4 heures de relevée.

Une liste y sera déposée, toutes les femmes qui désireront se faire inscrire membres de notre Caisse de résistance peuvent se présenter au local tous les jours; les cotisations sont de 25 centimes par mois.

Pour le Comité:

M. Lebeau et M. Mineure.

GRAND MEETING

organisé par la Section des Femmes, avec le concours d'orateurs étrangers, au local, cour Sauvage, 23, place des Récollets, à Verviers, le Dimanche 1^{er} Mars, à 5 heures du soir.

Ordre du jour :

1. Questions sociale ;
2. La situation de la femme ;
3. La Révolution sociale ;

Convocations à des réunions de la Section des Femmes parues dans divers numéros du *Mirabeau*, dont deux signées par Marie Mineur

MINA PUCCINELLI A VERVIERS

Les débuts de l'action militante des femmes verviétoises ont suivi, chronologiquement, les conférences qu'avait données dans la région, en octobre et novembre 1871, l'énergique communarde Mina Puccinelli qui, lors de différents meetings suivis par de nombreuses femmes, avait exhorté celles-ci à s'associer au mouvement ouvrier. Avec Florence Loriaux, on peut donc légitimement se dire que cette flamboyante exilée a peut-être influencé les Verviétoises dans leur décision de passer à l'action.⁵⁹

Curieux personnage et étonnant destin que cette Mina Puccinelli, étroitement surveillée par les policiers belges comme tous les autres communards exilés en Belgique après la chute de la Commune. D'après son dossier à la police des étrangers, elle est née sous le nom de Wilhemina Müller à Elbing non loin de Dantzig en Prusse orientale (aujourd'hui au nord de la Pologne) en 1835. De quatre ans la cadette de Marie Mineur, elle a donc 35 ans lorsqu'éclate la guerre franco-prussienne en 1870 pendant laquelle son époux, un capitaine de l'armée

⁵⁹ Florence LORIAUX, *Femmes et exil dans la Première Internationale*, Carhop, 2008, disponible sur Internet. L'auteur évoque Mina Puccinelli sur base du contenu de son dossier à la Police des étrangers (Archives générales du Royaume à Bruxelles, Ministère de la Justice, Sûreté publique, dossier n° 240.975).

française mais d'origine italienne du nom de Léonard Puccinelli, trouve la mort.

Mina aurait été expulsée de Berlin, où elle se trouvait alors et où on la soupçonnait d'espionnage, et, rentrée en France puis en Espagne, elle aurait répondu à l'appel de Garibaldi à porter secours aux Français en recrutant cinq cents volontaires espagnols pour combattre à ses côtés et sous son commandement dans une compagnie de « Vengeurs de la mort » dans laquelle elle aurait englouti toute sa fortune, soit la somme colossale pour l'époque de 25.000 francs ! Tel est en tous cas le récit qu'elle fit de ses exploits en octobre 1871 à Verviers, un an après cette épopée, et que rapporte un agent de police.⁶⁰

Pourquoi des volontaires *espagnols* autour de Mina Puccinelli, si du moins son récit est véridique ? En fait celle-ci avait fui la France pour l'Espagne lors de l'invasion prussienne et elle se trouvait à Madrid au moment de la proclamation de la République à Paris. Elle y dirigeait un périodique satirique, *El Leon*, et fit parvenir, depuis la capitale, au journal républicain de Majorque *El iris del pueblo*, un article que celui-ci publia le 29 octobre : elle y appelait les républicains espagnols à se porter au secours de la jeune République française, comme l'avait fait quelques jours plus tôt la féministe républicaine Magdalena Bonet dans ce même quotidien de Palma de Majorque.⁶¹

Garibaldi, auréolé de son aura de chef militaire révolutionnaire, avait débarqué à Marseille le 7 octobre 1870 pour offrir ses services aux Français après la défaite de l'Empire face aux Prussiens à Sedan (le 2 septembre) et la proclamation de la III^e République (le 4). Le ministre de la Guerre et organisateur de la résistance, Léon Gambetta, lui avait confié le commandement de tous les corps francs de la zone des

⁶⁰ Rapport d'un agent de police au commissaire de police de Verviers, 27 octobre 1871, reproduit in Hubert WOUTERS, *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de Ie Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1971, Cahier 60 du CIHC, p. 426-428.

⁶¹ Isabel PENNARUBIA I MARQUES, *Entre la pluma i la tribuna : els origen del primer feminisme Mallorca 1869-1890*, Barcelona, Abadia de Montserrat, 2006, p.109 (merci à ma fille Cyrielle pour sa traduction du catalan).

Vosges, autrement dit entre Strasbourg et Paris. Composés de volontaires issus de toute la France et de l'étranger, ces corps francs étaient considérés par les républicains comme des modèles de patriotisme. Parmi eux, les « Vengeurs de la mort » se caractérisaient par leur radicalisme idéologique et leur recrutement essentiellement ouvrier.⁶²

Ces corps francs composèrent une armée bariolée de plusieurs milliers d'hommes pour la plupart inexpérimentés, qui combattirent à Dôle, à Autun, à Dijon en janvier 1871. C'est là que Mina Puccinelli, qui dira plus tard avoir eu le grade de capitaine parmi « ses » Vengeurs, aurait été blessée.⁶³ Sans doute gagna-t-elle ensuite Paris pour y participer à la Commune puisqu'elle se présentera comme une ancienne « communeuse » devant ses auditeurs, une fois qu'elle se sera réfugiée en Belgique après l'écrasement de l'insurrection parisienne. C'est le 21 août 1871 que son admission à la section bruxelloise de l'Internationale est discutée et, selon le rapport d'un indicateur de police, défendue par un autre réfugié français : « Un monsieur, disant faire partie de l'*Internationale* de Paris, a appuyé la candidature de cette dame en la donnant comme auteur et journaliste et comme ayant écrit en Espagne dans les journaux avancés. Ce monsieur dit que cette dame a dépensé 25.000 francs pour équiper la compagnie des volontaires dans l'armée de Garibaldi. La dame Puccinelli est admise ».⁶⁴

Mina Puccinelli arrive à Verviers fin octobre, accompagnée d'un médecin bruxellois, le docteur Debrackel, pour y faire une série de conférences. La police locale lui donne moins que son âge, 24 ans alors qu'elle en a 36, et ne sait trop si elle est italienne, espagnole, voire allemande puisqu'elle manie aussi cette dernière langue⁶⁵, mais elle est française par mariage. Sa première conférence a lieu le 26 octobre rue du

⁶² Analyse de la liste d'enrôlement de la compagnie des « Vengeurs » du Havre, in Pierre ARDAILLOU, *Les républicains du Havre au XIX^e et au XX^e siècle*, Rouen, 1999, p. 177 et 179

⁶³ Françoise LORIAUX, *op.cit.*

⁶⁴ Note dans le dossier de Mina Puccinelli à la police des étrangers, reproduite in H. WOUTERS, *op. cit.*, p. 421.

⁶⁵ *Idem*, p.428, 432, 434.

Marteau dans la salle du café de Bernard Lallemand⁶⁶, qui abrite fréquemment des séances des Internationalistes verviétois. Le policier qui assiste à la séance n'en rate pas une miette : « Elle a commencé son discours en disant qu'elle était heureuse de trouver un pays libre comme la Belgique, seule nation où elle peut se réfugier et s'y trouver de nombreux amis, qui comprennent la question du socialisme. »

« La conférence de madame Puccinelli roula principalement sur les actes de courage et de dévouement, dont elle a fait preuve pendant la durée de la guerre. Elle avait sous ses ordres 500 volontaires espagnols, qu'elle-même avait recrutés et auxquels elle a consacré sa fortune de 25.000 francs, qu'elle possédait avant la guerre. Pour le moment elle n'a plus un sou, car une collecte se faisait à la sortie de la salle pour lui venir en aide. Elle dit avoir été prisonnière de guerre et se serait trouvée à Paris lors de la déclaration de la *Commune*. Dans son discours Thiers, Favre, etc. furent traités de lâches, bourreaux, en un mot, tout le gouvernement français fut traîné dans la boue. »

« Madame Puccinelli, fatiguée, se reposa un instant et le docteur mentionné ci-dessus reprit la parole : Citoyens, la femme que vous voyez ici, c'est ce qu'on appelle une pétroleuse, une communeuse et qui de vous autres aurait eu le courage de se mettre à la tête de quelques volontaires pour si énergiquement défendre la république ? Pendant la guerre elle a toujours porté le drapeau rouge, dont elle vous parlera tantôt. Madame Puccinelli a donné une conférence à Bruxelles et ira prochainement à Liège. Le docteur rappelait également aux ouvriers qu'en Espagne l'*Internationale* avait adressé au ministre un écrit, disant que dans un temps non loin d'eux, l'*Internationale* leur déclarera la guerre et fera flotter le drapeau rouge sur Madrid ».

« Madame Puccinelli a repris en ce sens : Oui, citoyens, je suis fière d'être la première femme qui a eu l'honneur et le courage de porter le drapeau rouge, un drapeau qui est criblé de balles et servira à déclarer la

⁶⁶ Militant né à Ensival en 1837 ; son fils Alexandre sera élu conseiller communal socialiste à Verviers.

république universelle. » Dans son discours elle parlait également du clergé et reprochait aux pères de famille de laisser aller leurs enfants à l'église. Pendant la conférence plusieurs cris de « Vive la *Commune* ! » se sont fait et aussi ce cri a été répété plusieurs fois ensemble. La salle était comble ; il pouvait y avoir environ 400 à 500 personnes. »

« Madame Pucinelli me fait l'effet d'une communeuse de première espèce, car elle rapporte quelques faits qui se sont passés pendant ce temps. Cette femme est dangereuse et j'aime à croire que, si elle donnait quelques conférences, elle entraînerait toutes les ouvrières de notre petite ville, car elle parle avec une éloquence à faire faiblir le cœur de ces quelques malheureux internationaux ». ⁶⁷

« Cette femme a des dispositions d'une pétroleuse de la plus belle eau », surenchérit le lendemain le commissaire de police de Verviers en transmettant le rapport de son agent à l'Administrateur général de la Sûreté⁶⁸. Le bourgmestre de Liège n'est pas en reste, lui à qui on a rapporté les propos de Puccinelli, « une exaltée, échappée des ateliers de la Commune de Paris »⁶⁹, dans une réunion de la section liégeoise de l'A.I.T. le 23 octobre. Outre les collectes faites aux séances et quinze à vingt francs selon le cas pour sa prise de parole, Mina, qui est logée (à l'hôtel de Gand) et nourrie par les Internationalistes verviétois, bénéficie aussi des recettes de la vente d'une brochure de 48 pages, *L'Homme obscur qui ment*, qu'elle a publiée à Bruxelles.

Une nouvelle conférence chez Lallemand, à la fin du mois, est réservée aux membres de l'A.I.T. munis de leur carte, et le commissaire de police, qui souligne la présence dans l'assistance de « beaucoup de femmes », observe à nouveau que le séjour verviétois de Mina Puccinelli « pourrait devenir dangereux »⁷⁰. Le 2 novembre, c'est à Dison qu'un meeting est organisé autour de la Communarde : « J'ai l'honneur de vous informer,

⁶⁷ H. WOUTERS, *op.cit.*, p.427.

⁶⁸ *Idem*, p. 428.

⁶⁹ *Idem*, p. 429.

⁷⁰ *Idem*.

écrit aussitôt le commissaire disonais au patron de la Sûreté, qu'aujourd'hui à 8 heures du soir la section disonaie de l'*Internationale* a donné dans l'estaminet du sieur Grignard Pierre en cette commune une conférence publique, à laquelle assistait la nommée Mina Puccinelli. La séance était présidée par le sieur Montulet Pierre, de Dison. »

« Mina Puccinelli a d'abord fait l'historique des combats auxquels elle a assisté et de la marche de la guerre depuis qu'elle y a pris part. Elle cherche à jeter le blâme sur les divers gouvernements français pendant la période de la guerre. Elle exalte sans cesse les efforts que les amis de la république socialiste ont fait pour faire triompher la France. Elle accuse tous les chefs de la défense nationale d'avoir manqué à leurs serments. Elle ne leur ménage pas les injures et les calomnies, elle les traite de lâches et d'assassins, ce qui produit beaucoup d'émotions dans l'auditoire. Parmi des chefs elle cite les noms de Trochu, Favre, Thiers. »

« Elle s'efforce sans cesse d'insinuer dans l'auditoire que seule l'*Internationale* peut assurer l'existence de la république libre, que tous ceux qui aujourd'hui affectent de vouloir l'établir sont des traîtres, dont il faut se défier. Elle fait, en un mot, l'apologie de la république socialiste symbolisée par la *Commune* parisienne, le seul état gouvernemental qui réponde aux aspirations du prolétariat. »

« Warnotte de Verviers, qui parle ensuite, ne fait que parodier les paroles de l'orateur précédent. Mina Puccinelli reprend la parole et cette fois s'adresse aux femmes. Elle les engage à épouser les idées du socialisme et leur dit que d'elles seules dépend le triomphe des idées que cette société préconise et d'où dépend la régénération sociale. Cinq à six cents personnes y assistaient et parmi elles une cinquantaine de femmes. L'ordre a été parfait. »⁷¹

Le lendemain et le surlendemain du meeting disonais, les vendredi 3 et samedi 4 novembre, c'est dans la salle Heuchenne de la rue Fyon, futur

⁷¹ H.WOUTERS, *op.cit.*, p. 429-430.

siège de la Section des Femmes verviétoises, que Mina Puccinelli s'exprime. « Cette immense salle regorgeait de monde et on y remarquait beaucoup de femmes », note le commissaire de police, des femmes auxquelles la conférence du samedi était réservée et qui y vinrent « en grand nombre ». Même succès le dimanche 5 au soir lorsque Puccinelli revient rue du Marteau chez Lallemand : « salle comble. La Puccinelli y a traité les points suivant : de la justice en Belgique et dans tous les pays monarchiques, qu'elle trouve injuste et partielle. On emprisonne les petits voleurs, les ouvriers, et on protège les riches, les patrons, qu'elle trouve égoïstes et ennemis des ouvriers ; du gouvernement, qu'elle taxe d'injuste et de souteneur du vin ; des couvents, qu'elle désigne comme des lieux de prostitution clandestins. Tout cela doit disparaître pour faire place à l'*Internationale*, c'est-à-dire à la république universelle, qui apportera à l'ouvrier la jouissance de tous ses droits, l'abolition du paupérisme, etc. »⁷².

Infatigable, Mina Puccinelli retourne le lundi 6 à la salle Heuchenne pour y donner une conférence aux membres de la section germanophone de l'*Internationale*, qui regroupe des ouvriers de la nombreuse colonie allemande de Verviers. « C'est plutôt un meeting qu'il faut dire, précise le commissaire de police dans son rapport au chef de la Sûreté, car il y eut divers orateurs. La Puccinelli a parlé près de deux heures en allemand, et comme toujours avec exaltation. Ce qu'elle a dit est à peu près la répétition des conférences précédentes à Verviers et à Dison : la critique des gouvernements monarchiques et de l'empire français en particulier, le courage qu'elle a montré et les souffrances qu'elle a endurées pendant la guerre franco-allemande. Elle se dit avec emphase la missionnaire de la liberté qui doit régénérer le monde par l'*Internationale*. Elle est appelée, dit-elle, à sauver tous les travailleurs de l'esclavage, etc., etc. »

« Elle donne aujourd'hui une conférence à Ensival vers 8 heures du soir. Les délégués de la section de cette commune viendront la chercher à

⁷² H.WOUTERS, *op.cit.*, p.429-430.

Verviers. Elle se dispose de visiter d'ici à peu de jours les sections de Cologne, Barmen, Elberfeld et Solingen et Deutz en Prusse. Elle sera plus réservée qu'ici, mais elle saura bien trouver le moyen de faire une propagande active de façon à faire venir à elle tous les ouvriers allemands. »

« Le meeting de hier soit était présidé par Bürger de la section allemande ; Roettger et Cloot de la même section ont pris la parole en allemand. Warnotte de la section Wallonne a également pris la parole. Leurs discours ne comportent rien d'extraordinaire. Il y avait beaucoup de monde et on remarquait un grand nombre de femmes. Comme je vous l'ai dit précédemment, la Mina Puccinelli excite ici une exaltation qui, à mon avis, pourrait devenir dangereuse si elle se prolongeait »⁷³.

Il est clair que Mina Puccinelli, devant chaque auditoire, plaide tout spécialement pour que les femmes s'organisent elles aussi, ainsi qu'elle le redit le lendemain à Ensival cette fois, dans un meeting auquel assiste le commissaire de police de Dison : « On y comptait plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles se trouvaient beaucoup de femmes. L'affluence a encore grandi lors de la sortie des ouvriers des diverses fabriques. Mina Puccinelli y a traité la réduction des heures de travail et l'augmentation de salaire. Elle n'a présenté aucun argument nouveau à l'appui de sa thèse. Elle a répété avec de légères variantes les raisons avancées par tous les orateurs précédents, qui ont traité cette question. Mina Puccinelli s'est à la fin de sa péroration attaché à amener les femmes à s'associer au mouvement ouvrier. Elle a cherchée avec son langage si passionné à les convaincre que sans elles il n'y avait pas de réussite possible. On l'a très vivement applaudie »⁷⁴.

Mais l'Administrateur général de la Sûreté commence à s'impatienter des agissements de cette étrangère qui ne respecte pas (inconscience ou provocation ?) l'obligation faite aux réfugiés de s'abstenir de toute activité politique. Il télégraphie au commissaire disonais pour que ce

⁷³ H.WOUTERS, *op.cit.*, p.433-434.

⁷⁴ *Idem*, p.434-435.

dernier somme Puccinelli de se rendre à Bruxelles dans ses bureaux. Le message est transmis à celle-ci le 7 au soir à l'occasion du meeting à Ensival, mais Mina n'obtempère pas. Elle quitte Verviers pour Liège le vendredi 10, avec l'intention d'y rentrer le dimanche pour partir vers la Prusse le lundi puis gagner l'Espagne. Le samedi 11 novembre, le commissaire verviétois transmet l'information à la Sûreté avec un soulagement qu'il prétend partagé par les militants verviétois : « Les plus grands partisans des extravagances de cette femme commencent à en être fatigués. Ils ont constaté que les conférences successives qu'elle a données n'ont pas eu tout le succès qu'on en attendait. D'un autre côté on a constaté que la dite Mina Puccinelli buvait chaque jour énormément de petits verres de cognac que nos internationaux devaient payer. La leçon est bonne ». ⁷⁵

Cinq jours plus tard, la police verviétoise retrouve Mina Puccinelli, dont elle avait perdu la trace, en Gérardchamps, chez Edmond Warnotte⁷⁶, un tailleur de limes membre du comité des Francs-Ouvriers. Elle est immédiatement invitée à se rendre sans tarder dans les bureaux de la Sûreté à Bruxelles : ce sera pour y entendre qu'elle est expulsée de Belgique. ⁷⁷

Au moment où des ouvrières verviétoises, dont la tenancière de la salle Heuchenne où parla trois fois Mina Puccelini début novembre, jetteront les bases d'un groupe socialiste féminin en février 1872, cette dernière se trouvera à Genève, où elle est la maîtresse d'un ancien membre du Comité central de la Commune, Charles Lavalette, qui y organise pour elle une série de conférences. ⁷⁸ Elle avait séjourné auparavant à Bâle et à Zürich, en décembre 1871, mais, à en croire le quotidien catholique de Fribourg, *La Liberté*, relayant des confrères germanophones, ses

⁷⁵ H. WOUTERS, *op.cit.*, p.436.

⁷⁶ Né à Hodimont en 1847, il milita ultérieurement dans les rangs du Parti Ouvrier.

⁷⁷ Florence LORIAUX, *op.cit.*

⁷⁸ Informations relatives à Lavalette contenue dans les dossiers « Réfugiés (de la Commune) à Genève » aux Archives de la Préfecture de Police de Paris (série Ba, carton 431), disponibles en ligne sur le site *seenthis.net*. Charles ou Gilbert Lavalette (1829 – 1905) avait fait partie du Comité central de la Garde nationale pendant la Commune.

conférences y avaient été chahutées y compris par des membres de l'Internationale.⁷⁹

A Genève, beaucoup de proscrits de la Commune étaient devenus des membres actifs de la section jurassienne de l'Internationale, acquise aux idées de Bakounine comme le serait bientôt celle de Verviers. Une partie y forma un groupe dit de Longemalle, qui regroupait de nombreux Français dont les futurs leaders socialistes Benoît Malon et Jules Guesdes, mais aussi deux belles figures de militantes, Léodile Béra de son nom de plume André Léo et Victoire Tinayre, ainsi que d'autres étrangers dont Mina Puccinelli qui était chargée d'assurer les contacts entre les Italiens socialistes.⁸⁰

Mina Puccinelli retourna en Espagne en mars 1872 et s'installa à Palma de Majorque en juillet. Elle y collabora au journal républicain local *El iris del pueblo* jusqu'en avril suivant, tout en participant à des meetings avec Magdalena Bonet⁸¹. Un an après son arrivée à Majorque éclatait la « révolution cantonaliste » qui vit, en juillet 1873, plusieurs cantons espagnols prendre leur autonomie dans un climat insurrectionnel et révolutionnaire que la première République espagnole, née en février, réprima dans le sang comme son homologue française l'avait fait trois ans plus tôt pour la Commune de Paris. Mina Puccinelli prit part aux combats à Valence et elle mourut d'un éclat d'obus⁸² durant les bombardements de la ville par les troupes du général Martines Campes au début août 1873. Au moment où cette *Pasionaria* avait la lettre tombait à 38 ans sous les bombes à Valence, à 1.600 km de là, ses sœurs verviétoises, qu'elle avait exhortés à s'organiser vingt et un mois plus tôt, multipliaient les meetings.

⁷⁹ *La Liberté*, 5 janvier 1872, pages 3 et 4, disponible en ligne sur le site doc.rero.ch.

⁸⁰ Claude SCHKOLNYK, *Victoire Tinayre, 1831 – 1895. Du socialisme utopique au positivisme prolétaire*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 121.

⁸¹ Isabel PENNARUBIA, *op.cit.*, p.127-132. Née à Palma de Majorque en 1854, Magdalena Bonet publia des articles féministes dans la presse socialiste entre 1870 et 1883 et organisa un Congrès féministe à Majorque en 1883.

⁸² Florence LORIAUX, *op.cit.*

Si l'influence de Mina Puccinelli sur les travailleuses de Verviers fut incontestable, en revanche ces dernières étaient déjà organisées lorsqu'Eugène Hins, une des grandes figures de l'Internationale en Belgique⁸³, tenta en mars 1872 de s'installer à Verviers (où il comptait sur l'aide de son beau-frère Michel Materne dit Thil-Lorrain, futur directeur du Collège communal puis préfet de l'Athénée) avant de devoir s'exiler avec son épouse pour plusieurs années en Russie. Le 2 juin, Hins, qui logeait dans le quartier ouvrier des Surdents en banlieue verviétoise (sur le territoire de la commune de Stembert), Hins donc fut le deuxième conférencier invité par l'Association de secours mutuels libre des femmes où il parla sur « la question de la femme ». Hins avait défendu des thèses féministes au sein de l'Internationale dès 1867, et il y resta fidèle tout sa vie⁸⁴.

Le discours de Hins eut-il un impact particulier ? Quatre ans plus tôt déjà, lors d'un meeting le 26 janvier 1868, c'est Hins, en compagnie de deux autres militants bruxellois, qui avait commencé à convaincre les Francs-Ouvriers verviétois, qui s'étaient organisés peu auparavant sans aide des intellectuels de la capitale, de s'affilier à l'Internationale⁸⁵. Toujours est-il qu'à la fin du même mois, les militantes de la mutuelle féminine étaient invitées à débattre, le 30 juin, au nouveau local de l'Internationale cour Sauvage près de la place du Martyr, d'une modification de leurs statuts. La discussion fut poursuivie le 14 juillet et elle aboutit, le 22, à la transformation de la Mutuelle (dont les avoirs furent répartis entre quatre familles nécessiteuses) en une « Caisse de résistance des femmes », toujours établie chez Heuchenne.⁸⁶

Le 30 juin, c'est Hubertine Ruwette qui avait signé le dernier avis du comité de la Mutuelle ; le 29 juillet, pour la nouvelle caisse de résistance, ce fut « la citoyenne Beaupin ». On n'en connaît pas plus sur cette dernière. Par contre, nous savons qu'Hubertine Ruwette est la sœur de

⁸³ Voir Marc MAYNE, *Eugène Hins*, Bruxelles, Palais des Académies, 1994, p. 77 – 84.

⁸⁴ *Idem*, p. 48, 86 et 221.

⁸⁵ *Idem*, p. 143.

⁸⁶ *Le Mirabeau*, 2 juin, 30 juin, 7, 14 et 28 juillet 1872.

deux militants de premier plan de l'Internationale. Olivier Ruwette, né en 1845, sera en 1873 membre du Conseil de la Fédération verviétoise de l'AIT et un des animateurs, avec son frère Toussaint, du Groupe de propagande révolutionnaire de Verviers.⁸⁷ Le mois suivant, *Le Mirabeau* publiait sous le couvert de l'anonymat les premières correspondances de Marie Mineur, laissant clairement apparaître qu'elle était sinon affiliée en tous cas influencée par l'Internationale depuis les débuts de celle-ci à Verviers.

⁸⁷ Les liens de parenté entre Hubertine, Olivier et Toussaint Ruwette sont donnés dans les notices biographiques relatives à ceux-ci sur le site web *Anarchisme in België*, au départ de sources de police clairement citées (<http://www.demercollectief.be>).

LES DEBUTS MILITANTS DE MARIE

Marie Mineur commence à apparaître dans *Le Mirabeau* sous le couvert de l'anonymat, en y faisant publier trois lettres dans les numéros du 8 août, du 25 août et du 27 octobre 1872, signées « Une femme qui est éveillée ». Ces trois correspondances, émaillées de détails biographiques personnels, sont déjà consacrées à ce qui sera d'emblée son thème de prédilection : une critique virulente, exprimée en termes simples et avec des exemples naïfs, de l'emprise de la religion sur les esprits, en particulier ceux des femmes, et des effets négatifs persistants de l'enseignement des croyances religieuses chez les enfants, croyances qui engourdissent les esprits – durant 37 ans chez elle. « Je trouve qu'il serait plus urgent d'apprendre à ses enfants à connaître le travail ainsi que ses droits », écrit-elle, « que de lui apprendre à prier et chanter des cantiques, faire des révérences et se soumettre aux hommes habillés de noir ; car de cette manière, ils grandissent dans les craintes, sans comprendre le fruit du travail, car s'ils comprenaient, ils ne voudraient plus travailler 12 à 14 heures par jour, mangeant un morceau de pain sec ».⁸⁸

Marie Mineur explique alors qu'elle connaît la misère depuis toujours, bien qu'ayant travaillé toute sa vie, et on comprend qu'elle a aussi été

⁸⁸ *Le Mirabeau*, 27 octobre 1872.

confrontée, dans la personne de sa mère, au triste sort fait aux ouvriers âgés lorsqu'ils ne sont plus aptes à travailler : c'est l'hospice de vieillards ou survivre au crochet de ses enfants. C'est ainsi que Marie fut contrainte en 1862, lorsque sa mère perdit son dernier emploi à 71 ans, d'héberger celle-ci dans une mansarde. Là, celle qui de veuve Mineur était devenue veuve Vérionet vécut grâce aux aides de sa fille mais aussi de celles du Bureau de bienfaisance tout en acceptant également la charité d'un ecclésiastique jusqu'à ce que sa fille, ayant « respiré l'ère nouvelle, l'ère de la justice et de la vérité », sut lui « faire comprendre que ce n'était pas en priant que le pain vient sur la table, mais que c'était en priant qu'on nous tenait dans l'obscurité, que c'est en s'associant que l'on peut s'aider et se soulager. »⁸⁹

Au moment où Marie Mineur commence à s'exprimer dans les colonnes du *Mirabeau*, peu après la création de la Section des Femmes de l'Internationale, le mouvement ouvrier verviétois a déjà posé quelques jalons depuis ses débuts quatre ans et demi plus tôt. Sur le plan social, les grèves se sont multipliées après le conflit chez Garot à la Noël 1868 : celui-ci a comme libéré les ouvriers verviétois galvanisés par *Le Mirabeau* et après des décennies de soumission, les deux années suivantes ont vu plusieurs autres conflits éclater ... mais tous ont abouti à des échecs vu leur impréparation. Ce n'est qu'en 1871 que les Internationalistes verviétois recueillent les premiers fruits de leur opiniâtreté en obtenant pour les ouvriers mécaniciens la journée de 10 heures.

D'avril à juillet 1871, la Société de résistance des mécaniciens, sous la direction de Denis Noblué⁹⁰, consacre dix réunions à étudier la question du temps de travail, avant d'organiser un grand meeting sur ce thème le 31 juillet. Après ces longues semaines de préparation des esprits, les métallurgistes syndiqués se prononcent pour une action en faveur de la journée de dix heures et ils obtiendront celle-ci, quasi sans coup férir, en menaçant de grève successivement les dirigeants des principales firmes. *Le Mirabeau* du 19 août 1871 montre en exemple aux autres corps de

⁸⁹ *Le Mirabeau*, 1^{er} octobre 1876 (funérailles de Marie-Joseph Rogister).

⁹⁰ Né à Thimister en 1833.

métier « les mécaniciens, qui viennent de faire une si belle brèche dans la vieille muraille réactionnaire par la bonne entente et la solidarité ».

Parallèlement à la propagande et aux actions revendicatrices, les dirigeants ouvriers du bassin de la Vesdre ont pris également une autre initiative toujours dans les années 1870-1871 : ils organisent des réunions publiques pour discuter, dans une sorte de «café politique» itinérant, des grands problèmes de société. Cette démarche a même débouché sur une tentative tout à fait précoce de dialogue organisé avec le patronat. Ces réunions dont *Le Mirabeau* rend compte sous le titre «Réunions ouvrières » se sont tenues sans discontinuer chaque dimanche en fin de matinée d'octobre 1870 à fin avril 1871. A partir de la onzième séance des représentants patronaux, invités, ont participé aux Réunions ouvrières. Jusque-là, c'est entre eux que les ouvriers débattaient du suffrage universel, des armées permanentes, des moyens d'instruire la classe ouvrière, etc.

Mais l'heure ne fut plus à la discussion après que la Commune de Paris ait été écrasée dans le sang. Un courant radical l'emporta alors au sein du mouvement ouvrier verviétois, déjà fort enclin à se montrer particulièrement combatif et les Réunions Ouvrières prirent fin en décembre 1871 et avec elles une tentative originale (et manifestement à sens unique) de dialogue social avant la lettre.

C'est également après la Commune de Paris que l'Association Internationale des Travailleurs avait commencé à se diviser entre partisans de Marx d'un côté et de Bakounine de l'autre qui s'étaient lancés au début de 1872 dans une âpre bataille pour tenter d'obtenir les faveurs des diverses sections de l'Internationale. Verviers était particulièrement courtisée: la section verviétoise représentait une force non négligeable dans l'Internationale en Belgique puisqu'au printemps 1872, elle ne fournissait pas moins de 63 % du montant des cotisations perçues par la direction belge de l'A.I.T. !

Forts de leur journal *Le Mirabeau*, les Verviétois disposent également à partir de juin 1872 d'un local permanent, équipé d'une imprimerie et d'une vaste salle de réunions, au fond de la cour Sauvage entre la place du Martyr et le canal des usines au bout d'un étroit passage existant toujours actuellement et doté à son entrée, depuis 2005, d'une plaque commémorative scellée dans le sol à l'initiative des Métallos de la FGTB.

Aujourd'hui, l'ancien local des Internationalistes verviétois est intégré comme réserve à l'arrière du magasin Blokker pont St-Laurent. A côté de sa porte murée, cour Sauvage, l'inscription déjà bien effacée « Syndicat général des employés » rappelle encore (pour combien de temps ?) la vocation historique des lieux, qui abritèrent un des multiples syndicats autonomes verviétois dans les années '30. Les plans de sa dernière transformation par celui-ci nous permettent de savoir que le bâtiment de la cour Sauvage où allait battre le cœur de l'Internationale verviétoise durant les années 1870 comprenait sur deux niveaux une vaste salle de quinze mètres de long sur neuf de large et des locaux abritant notamment l'imprimerie du *Mirabeau*⁹¹.

Marxistes et anarchistes vont se départager au congrès annuel de l'A.I.T. en septembre 1872 à La Haye, auquel les Belges dont deux Verviétois votent systématiquement avec la minorité anarchiste du congrès en s'opposant par conséquent à l'expulsion de Bakounine de l'A.I.T. tout en faisant savoir qu'ils ne se soumettront plus désormais aux décisions de la direction de l'Internationale.

De retour à Verviers, les deux délégués avaient écrit dans *Le Mirabeau* : «ce que nous avions prévu est arrivé. Nous sommes allés au Congrès de La Haye, bien décidés à défendre les idées révolutionnaires et anarchiques pour le triomphe desquelles nous n'avons cessé de combattre depuis l'origine de notre vaste et puissante organisation... La lutte, en effet, a été d'une part entre les partisans de l'autorité, de la

⁹¹ Archives communales de Verviers, Service de l'Urbanisme, plans de transformation d'un bâtiment cour Sauvage, 2 février 1931. Voir photo page 67 ci-après.

centralisation, représentée surtout par le Conseil général, par les Allemands et par les Français, et les partisans de l'anarchie pure, d'autre part ... Que l'Internationale ait donc aussi ses anarchistes et ses autoritaires: la Révolution saura bien reconnaître les siens».

Tel était le contexte pour le moins agité dans lequel Marie Mineur et la Section des Femmes verviétoises entamaient leur action militante à l'été 1872. Le climat social restait toujours agité : d'avril à juin 1872, les cinq cent menuisiers des diverses usines de la place avaient soutenu une grève, au cours de laquelle certains d'entre-deux, s'organisant en une « Association de production des ouvriers menuisiers et charpentiers de Verviers et environ », avaient même expérimenté à partir du 1er mai, cour Sauvage, un atelier autogéré mais qui ne vécut sans doute que deux mois⁹².

A en croire *Le Mirabeau*, les tensions au sommet de l'Internationale n'eurent pas d'impact négatif sur le zèle militant des verviétois, et les Francs-Ouvriers décidèrent d'organiser durant l'hiver qui suivit une série de « soirées démocratique » mêlant récréation et propagande, le dimanche vers 19 heures, dans la foulée d'une des réunions mensuelles de la Section des Femmes, ouverte aux hommes. Les Francs-Ouvriers insistaient d'ailleurs pour que les compagnons amènent « autant que possible à ces soirées les dames, leurs femmes, leurs filles, leurs sœurs ». ⁹³ L'hebdomadaire ouvrier publia dans la foulée de la première de ces soirées, le récit de celle-ci et de la séance des Femmes qui l'avait précédée sous la plume (fictive ou réelle) d'un père, non affilié, expliquant pourquoi il y avait emmené sa fille. Ce qui nous vaut cette précieuse description d'une réunion des militantes verviétoises. ⁹⁴

⁹² *Le Mirabeau*, 5 mai et 30 juin 1872.

⁹³ *Idem*, 1^{er} décembre 1872.

⁹⁴ *Idem*, 15 décembre 1872, article « A la veillée » signé G.D. (peut-être Gaspard Damseaux, qui est alors le président à la fois des Ouvriers solidaires verviétois et du cercle d'instruction mutuelle « Quelques ouvriers »).

« Depuis quelques temps les femmes tentent à s'associer, pour se venir en aide mutuellement et pour s'instruire ; elles semblent avoir compris que si les hommes ont fait les lois à leur profit exclusif, leur émancipation ne se fera jamais par les hommes, il faut que ce soit elles-mêmes qui mettent la main à l'œuvre. Marie, qui travaille avec une de ces femmes associées, m'avait déjà parlé plusieurs fois de leurs réunions, je la voyais tentée d'y assister. Mais avant de le lui permettre, je voulais voir par moi-même ce que c'était. Hier, l'occasion se présenta ; je vis sur le *Mirabeau*, qu'une séance de femmes aurait lieu à 4 heures de l'après-midi, chez P. Schlebach⁹⁵, place des Récollets, et que les travailleurs y étaient également invités ; que cette séance serait suivie d'une soirée démocratique, mais que, comme vous venez de le dire, il fallait être muni d'une carte de l'Internationale ou de quelqu'autre société y affiliée. Bref, je dis à Marie : Nous prendrons le café à 3 heures, et comme c'est aujourd'hui la St-Nicolas, nous irons à la séance de femmes. Elle fut très contente de ma résolution, et je vous assure que le café ne se fit pas attendre. »

« Nous nous rendîmes donc chez Schlebach à 4 heures, déjà la grande salle emplissait, et je vous assure que tout dans ces femmes me surprit. Elles n'ont pas de Présidente permanente, elles en nomment une pour entrer en séance ; c'est beau de les voir, il y en a de tout âge, on y voit des mères avec leurs enfants au maillot. Si un de ces marmots veut crier, il est emporté par l'une, apaisé par l'autre. Faut les entendre exposer leurs griefs, enfin c'est surprenant surtout quand on songe que cette institution ne date que de quelques mois, et que l'éducation de la femme a tant été négligée. Marie peut dorénavant y assister seule, et j'engage tous les pères de famille à permettre à leurs filles d'y assister. J'engage les maris à y accompagner leur femme et pour ce faire, il faut que je n'y ai rien trouvé qui ne soit bon, convenable et profitable. »

⁹⁵ Pierre Schlebach, né à Stalberg près d'Aix-la-Chapelle en 1837 et mort à Liège en 1902, fut un des dirigeants de la section germanophone de l'Internationale verviétois. Installé plus tard à Liège, il y sera poursuivi dans les années 1890 pour ses activités anarchistes.

Suivait le témoignage de la fille sur la séance des Femmes : « D'abord pour commencer par le commencement, je vous dirai que ce qui m'a le plus impressionnée dans la séance des femmes, c'est un appel fait par l'une d'elles aux autres femmes. Nos appels antérieurs a-t-elle dit n'ont pas produit des résultats très satisfaisant, à qui la faute ? N'avons-nous pas été comprises ? Avons-nous parlé d'une manière trop peu intelligible ? S'il en est ainsi ce n'est pas de notre faute, nous avons fait ce que nous avons pu ; après tout, est-il nécessaire de faire un tableau bien frappant de la misère que souffrent les familles d'ouvriers, est-il nécessaire surtout de le faire aux femmes, et aux filles de ces ouvriers ? Non, elles souffrent de cette misère ; quelle serait donc la considération qui les rendrait sourdes à notre appel ? ».

« Toutes les mères aiment leurs enfants. Pour eux elles se sacrifient qu'un enfant soit atteint d'une maladie contagieuse, quelle sera la considération qui empêchera la mère de le soigner ? Aucune. Elle ne craindra ni de gagner la maladie ni de s'exténuer pour veiller à son chevet, aucun soin, quelque dégoûtant qu'il soit, ne la rebutera, et pourtant, leurs enfants souffrent d'un grand mal, du mal social, et cela ne les émeut pas ; si elles élèvent un fils, la conscription arrive, la caserne les leur démoralise, les guerres les leur tuent. Si elles élèvent une fille, c'est bien pire encore, car dans l'état actuel la vie de la femme est un long martyr. Qu'elles se joignent donc à nous celles qui aiment leurs enfants, qu'aucune considération ne les retienne. Que leur font les quolibets, les mauvais traitements, tels que gens de rien, pétroleuses, etc, etc. Tout cela sera largement compensé par leur conscience qui leur crierà : Vous remplissez un devoir. Cette courte harangue parut faire un bon effet sur les femmes présentes et je suis assurée qu'elles répèteront ces paroles à leurs connaissances. Propagande qui aura de bons résultats. »

Enfin vint la partie récréative, composée de chants mais aussi de déclamations : « Une jeune demoiselle déclama un poème ayant pour titre Les Prêtres, avec une telle facilité d'expression, fit preuve d'une telle mémoire, qu'elle reçut un véritable tonnerre d'applaudissements ; fallait

voir ces gens que l'on traite de tous les noms, à qui on donne toutes les épithètes, fallait les voir s'amuser, et se respecter, 500 personnes pourtant pour le moins étaient dans la salle, et il n'y avait pas l'ombre ni d'un agent de police, ni d'un gendarme, et on ne s'y battait pas ; je le répète, je souhaite que ces soirées se renouvellent fréquemment, et que mon père m'y conduise chaque fois. »

Au début de 1873, une autre militante, Marie Lebeau, cosigne avec Marie Mineur dans *Le Mirabeau* les appels aux femmes pour que celles-ci rejoignent leur Caisse de résistance : « Citoyennes, nous voulons lutter avec les hommes pour arriver à notre émancipation. Si l'homme se plaint, à plus forte raison la femme a-t-elle le droit de le faire ; elle doit abandonner ses jeunes enfants pour aller à l'atelier, et ne parvient pas encore avec son salaire à leur donner du pain. Les animaux sont certes moins à plaindre que nous, c'est pourquoi nous voulons nous émanciper, et nous comptons sur votre concours pour travailler à cette œuvre, pour que la femme ne soit plus contrainte à ces durs labeurs qui ne lui laissent pas le temps de s'instruire ni de penser à sa position précaire. Nous comptons sur le concours, non des femmes bourgeoises, mais des pauvres femmes comme nous, qui sentent tout l'odieux de leur position. Après il y aura soirée démocratique. Nous y invitons les hommes. »⁹⁶

Qu'on ne se méprenne pas : c'est la soirée de chant qui est ouverte aux hommes, mais habituellement pas la réunion de la Section des Femmes elle-même, comme le rappelle Marie Mineur, seule cette fois, au nom du Comité en mars⁹⁷. La cotisation pour les adhérentes – qui sont alors 150 – passe de 25 centimes par mois à 30 centimes en mars également⁹⁸. C'est aussi à cette période que *Le Mirabeau* commence à évoquer les interventions de Marie en tant qu'oratrice en diverses occasions. Le dimanche 16 mars à Nessonvaux, petite localité de la vallée de la Vesdre dotée d'une forte industrie armurière à mi-chemin entre Liège et

⁹⁶ *Le Mirabeau*, 12 janvier 1873.

⁹⁷ *Idem*, 9 mars 1873.

⁹⁸ *Idem*, 30 mars et 11 mai 1873.

Verviers, elle est la septième et dernière oratrice d'un meeting organisé par la section locale de l'Internationale, avec Pierre Fluche et Victor Dave entre autres⁹⁹.

Le mois suivant, elle prend la parole lors du meeting qui suit le congrès de la section belge organisé pour la première fois en dehors de la capitale. En grande partie sous la pression des Verviétois, la section belge de l'Internationale a voulu en effet aller presque jusqu'au bout de la logique des « antiautoritaires » dans les mois qui ont suivi le congrès de La Haye en démantelant ses propres organes de directions. Pour la première fois en avril 1873, le congrès belge de l'Internationale a abandonné Bruxelles pour se tenir à Verviers, dans le local de la cour Sauvage. Si ce ne fut pas un succès de participation de la part de non-Verviétois, très loin de là, l'événement a eu en tout cas suffisamment d'importance aux yeux des autorités pour que la gare soit occupée par la police, l'armée consignée à Liège, Namur, et Gand, et la garde civique prête à être rappelée !

Un indicateur de police rédige une description particulièrement vivante du meeting en question, qui rassemble en fin d'après-midi, lui, la grande foule au contraire du Congrès lui-même : « Bien longtemps avant l'heure, l'affluence des travailleurs aussi considérable que celle du matin se presse aux abords de la place des Récollets. La foule est recueillie : aucun bruit, aucun cri qui sont les accords habituels des réunions populaires ne s'élèvent de la masse des travailleurs. La population connaissait les précautions prises à son égard et ne voulait pas donner raison aux bruits calomnieux répandus depuis quelques jours dans le public. La vaste salle du meeting est littéralement comble. Les délégués qui se sont absentés pendant quelques temps, pendant l'intervalle entre la levée de la séance du Congrès et l'heure à laquelle doit commencer le meeting, ont grand peine à se frayer un passage à travers cet auditoire compact pour arriver à la tribune. Cependant on les reconnaît et on leur livre passage et pendant ce temps le peuple rassemblé au dehors, voyant

⁹⁹ *Le Mirabeau*, 23 mars 1873.

ses efforts pour entrer inutiles, se décide à se retirer à s'écouler paisiblement ».

Après avoir évoqué les discours, le mouchard de police poursuit en notant qu'il a remarqué dans l'assistance « quelques bourgeois verviétois sous le coup du désastre financier et industriel à l'état latent et qui éclatera vraisemblablement sous peu. Le meeting se termine vers dix heures du soir. Aucun désordre à signaler. La haute bourgeoisie qui avait jugé prudent de quitter la ville commence à y rentrer, les Internationalistes verviétois se réunissent avec les délégués étrangers dans une soirée intime où on chante quelques couplets révolutionnaires et démocratiques. Le tout avec une chope de bière du pays de la Vesdre »¹⁰⁰.

Pour les jeunes bourgeois de Verviers comme pour la presse catholique, Marie Mineur devient la « pétroleuse »¹⁰¹, par référence au mythe des Communardes prétendument coupables d'incendies volontaires à Paris durant la « Semaine sanglante ». En mai, c'est sans doute elle encore qui s'exprime à Liège à l'invitation de la Caisse de résistance des ouvriers mécaniciens, avec d'autres orateurs de Verviers et de Bruxelles¹⁰², et elle est à nouveau la seule oratrice aux côtés de six hommes, en juin, lors d'un autre meeting à Ensival.

Ses sujets de prédilection restent la lutte contre la religion et la nécessité de l'association, comme le résume *Le Mirabeau*¹⁰³ : « La citoyenne Mineur, de la Section des Femmes, fait connaître les bienfaits de l'Association envers les travailleurs des deux sexes. Avant l'Association, dit-elle, les bourgeois profitaient de la désunion des ouvriers pour les exploiter et les abrutir de plus en plus avec l'aide du clergé qui use de son influence principalement sur la femme. Mais maintenant, grâce à

¹⁰⁰ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folios 2068 à 2070 : rapport daté du 24 avril 1873.

¹⁰¹ *Le Mirabeau*, 27 avril et 11 mai 1873 (citant *La Gazette de Liège*).

¹⁰² *Idem*, 11 mai 1873.

¹⁰³ *Idem*, 29 juin 1873.

l'Association, les ouvriers comprennent que les religions n'ont été inventées que pour le retenir dans la misère et se soumettre à ceux qui les exploitent continuellement. C'est par l'union dit-elle que nous ferons disparaître les mauvaises institutions actuelles. »

Le 8 juin en soirée, Marie Mineur est une des femmes dont la présence est remarquée (avec celle des « femmes Cumont, Villard et Berette ») par l'indicateur de la police dans un meeting de la Section des Femmes (qui compterait alors 300 affiliées) qui rassemble une cinquantaine d'auditrices sous la présidence de Marie Sauvage, épouse Noblué¹⁰⁴.

Le 13 juillet 1873, c'est encore Marie Mineur qui prend la parole avec un autre militant verviétois, lors d'un meeting à Yvoz-Ramet dans la banlieue de Seraing, où elle parle du travail des femmes dans les usines¹⁰⁵. Le 15 septembre, elle parle à Dison dans un meeting organisé en soutien aux tisserands grévistes de la fabrique Lejeune. Elle s'affiche clairement révolutionnaire et non pas réformiste, et fait preuve de réels talents d'oratrice à en croire la catholique *Gazette de Liège* : « Une femme a succédé à l'orateur précédent. Celle-ci a la voix facile et le verbe haut. Elle parle abondamment et de façon à entraîner son auditoire. Elle fait l'historique de sa vie malheureuse avant son entrée dans l'Internationale, et de sa vie heureuse dont elle jouit depuis qu'elle a épousé les vues de cette association ; elle ne veut pas de grève partielle, mais une grève générale qui doit faire triompher ses principes »¹⁰⁶.

Cet après-midi là, Marie n'est pas la seule oratrice, comme l'expose à sa façon le journal catholique : « une fille Dubois, jalouse des lauriers conquis par l'autre femme qui l'a précédée à la tribune, vient vanter les bienfaits de l'Association qui doit tirer les classes ouvrières de la position malheureuse et dégradante où l'ont fait descendre les exploiteurs ». Cette

¹⁰⁴ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folios 2107 et 2114, deux rapports d'indicateurs de police, datés des 27 mai et 9 juin 1873.

¹⁰⁵ *L'Ami du Peuple*, Liège, numéro du 20 juillet 1873.

¹⁰⁶ Lettre d'un lecteur à la *Gazette de Liège*, reproduit dans *Le Nouvelliste* (de Verviers) le 16 septembre 1873 (auquel Marie Mineur répond dans *Le Mirabeau* du 28 septembre suivant).

Dubois avait également pris la parole au nom de la Section des Femmes, huit jours plus tôt à Wegnez, lors d'un enterrement civil¹⁰⁷.

A la Toussaint, ce sont les deux mêmes oratrices sans doute (« la compagnonne M » et « la citoyenne D ») qui viennent témoigner à Liège de l'engagement des femmes verviétoises dans un meeting de l'Internationale où parlent huit autres orateurs. Marie Mineur s'étonne de ne pas voir de femmes parmi les 200 auditeurs, et sa compagne fait la leçon à ces derniers : « Citoyens, vous applaudissez tous les orateurs parce que vous sentez qu'ils disent la vérité, mais cela ne suffit pas, ceux qui ne sont pas de l'Internationale devraient s'y faire inscrire et jurer de lutter avec nous, jusqu'à ce que justice soit rendue aux travailleurs. Citoyens, je ne suis qu'une faible femme, déjà vieille, mais je me sens encore assez de forces pour continuer la lutte à outrance contre les oppresseurs, et le jour de la révolution ne me trouvera pas la dernière. »¹⁰⁸

Décidément, les militants verviétois ont de l'énergie à revendre ! Aux côtés de cette dame Dubois et de Marie Mineur qui apparaît de plus en plus en public, Hubertine Ruwette continue à assurer le secrétariat de leur groupe, et Marie Lebeau à en présider occasionnellement les séances (puisque'il n'y a pas de présidence fixe) avant d'assumer à son tour le secrétariat de la section.¹⁰⁹ Leur vie n'est pas facile car ces pionnières sont largement incomprises. Si la Section des Femmes crée en son sein, en août, un magasin coopératif, c'est à la fois pour pouvoir se procurer des produits de base moins chers car vendus sans intermédiaire mais aussi pour ne plus s'exposer aux quolibets de certaines clientes des boutiques, comme Marie qui perdra son emploi

¹⁰⁷ *Le Mirabeau* du 7 septembre 1873.

¹⁰⁸ *Idem*, 23 novembre 1873. En décembre 1873, un meeting de femmes sera organisé dans le quartier St-Léonard à Liège afin d'y créer une section de Femmes sur le modèle de celle de Verviers (Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2251, rapport daté du 28 décembre 1873) mais le projet ne semble pas avoir abouti.

¹⁰⁹ *Idem*, 9 novembre 1873.

chez un négociant durant l'été 1873 en raison de son appartenance à l'Internationale¹¹⁰.

Au fait, qui sont-elles, ces militantes ?

¹¹⁰ *Le Mirabeau*, 17 août 1873.

2050
Bucelles le 27 Mai 1873.
2107
Cabinet du Préfet
1873
LENDREMI
Il y a en ce moment 300 femmes
de Verriers affiliées à l'Internationale.
Les membres de ce parti achètent
des armes en grande quantité. On fait
des recherches pour connaître, s'il
est possible, la source où ils se procurent
l'argent pour faire face aux dépenses
qui en résultent.
cat C.

Rapport d'un indicateur de police (anonyme) citant le nombre d'affiliées à la Section des Femmes de l'Internationale, document conservé aux Archives de la Préfecture de Police à Paris.

Autre rapport d'un indicateur de police signant « 1 », et citant « la femme Mineur » parmi les orateurs d'un meeting (document conservé aux Archives de la Préfecture de Police à Paris).

9746 Belgique le 8 Juin 1874.

200

9

Au meeting de Dimanche
J, tenu à la salle de l'Alhambra à Perriers
par l'Internationale, Ferry de Liège, Maindrey
d'Enghien, Flusche de Perriers, et la
femme Mineur de Perriers, ont pris succes-
sivement la parole pour prôner l'organisation
des chambres du travail et demander que les
Internationalistes s'abstiennent aux élections.
Ce meeting a offert peu
d'intérêt.

1



Cent vingt ouvrières de l'usine textile Iwan Simonis (section du tissage) en 1884. Dix ans plus tôt, certaines osèrent-t-elles assister discrètement à des réunions de la Section des Femmes de l'Internationale ? Celles-ci étaient étroitement surveillées par des indicateurs de la police, pour les autorités et patronat.

DES FEMMES SOUS SURVEILLANCE

« On est très surpris de constater avec quelle facilité la police réussit à connaître les moindres gestes des organisations ouvrières lorsqu'elle en ressent le besoin », écrit l'historien Claude Geslin au terme de son analyse du travail de renseignement des polices bretonnes avant 1914 : « grâce à des informateurs aussi nombreux que divers, celles-ci sont parfaitement informées de la situation des syndicats ouvriers et peuvent fournir aux autorités des renseignements de très grande valeur que ces dernières utiliseront essentiellement pour tenter de manipuler les organisations au profit du pouvoir ou d'orienter les grèves de la même façon »¹¹¹.

Que ce soit à Paris ou à Bruxelles, en Bretagne ou en Wallonie, l'activité policière est fortement aidée, souligne une autre historienne, Marie-Josèphe Dhavernas, par la facilité de pénétration dans les milieux militants, l'ouverture de leurs groupes, le brassage constant des individus, leur imprudence aussi, autant d'éléments favorisant la rapidité de propagation des informations tout comme des rumeurs. Les échanges entre la capitale et la province, entre Sûreté publique et polices

¹¹¹ Claude GESLIN, « L'administration et les syndicats ouvriers en Bretagne avant 1914 », in *Maintien de l'ordre et polices en France et en Europe au XIX^e siècle*, ss. la dir. de Philippe VIGIER, Paris, Créaphis, 1987, p. 361 à 382

locales, permettent au pouvoir d'être parfaitement renseigné sur les militants ouvriers : « leurs modes de vie, leurs faits et gestes quotidiens, les discours tenus font l'objet de rapports minutieux et détaillés, établis par les indicateurs ou les policiers infiltrés, qui parfois se côtoient sans manifestement se connaître »¹¹².

Les premiers démocrates verviétois lors de l'agitation de 1848 n'avaient pas échappé à cette surveillance policière : le ministre de la Guerre avait délégué un de ses informateurs, un certain Lebuëgue, pour épier le club républicain de Mottet et consorts¹¹³. Mais c'est à partir de la guerre franco-prussienne de 1870 et surtout après l'échec de la Commune de Paris en 1871 et l'arrivée massive de réfugiés politiques français que la Sûreté belge va intensifier ses opérations de surveillance tant en province que dans la capitale. Elle engage des mouchards professionnels dont certains s'infiltreront dans les milieux de gauche non seulement pour y glaner des informations mais aussi pour y jeter la démoralisation ou la confusion¹¹⁴. Les polices locales des grands centres urbains ne sont pas en reste : les agents spéciaux en civil assistent à tous les meetings, multiplient les filatures et les rapports confidentiels¹¹⁵. Le commissaire de police de Bruxelles, Leenaers, noue des contacts avec ses collègues de Verviers, Gand et Liège, qui ont eux aussi leurs informateurs rémunérés, ils échangent leurs informations, et le Bruxellois envoie ses agents instrumenter en province.¹¹⁶

Les informateurs étaient recrutés en grande partie parmi les militants eux-mêmes : la police avait un excellent moyen de pression sur eux puisqu'il lui suffisait de signaler l'ouvrier à son patron pour qu'il risque

¹¹² Marie-Josèphe DHAVERNAS, « La surveillance des anarchistes individualistes (1894-1914) » in *Maintien de l'ordre et polices (...), op. cit.*, p. 354.

¹¹³ Luc KEUNINGS, « Les grandes étapes de l'évolution de la police secrète en Belgique au XIX^e siècle », in *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, n° 169, 1989, p.14. Hector Mottet (1811 – 1890), petit patron teinturier, était le leader des républicains verviétois dans les années 1840.

¹¹⁴ Luc KEUNINGS, *Des polices si tranquilles*, Louvain, Presses Universitaires, 2009, p. 52.

¹¹⁵ *Idem*, p. 53.

¹¹⁶ Luc KEUNINGS, « Les grandes étapes (...) », *op.cit.*, p.19.

de perdre sa place. Peu nombreux (dix environ sont attachés à la police de Bruxelles dans les années 1870), ils occupaient souvent des postes clés dans les associations qu'ils devaient surveiller et étaient donc rarement suspects¹¹⁷. Certains travaillaient dans l'anonymat durant des années voire des décennies, et pouvaient parfaitement alimenter à la fois la police locale, la Sûreté belge, voire la Préfecture de Police de Paris qui s'intéressait de très près aux mouvements socialistes dans les pays frontaliers et en Belgique en particulier.

De qui pouvait-il bien s'agir à Verviers ? En 1889, un fonctionnaire de la Sûreté, Notelteirs, dans une note à son ministre de tutelle, signale, parmi dix-huit agents chargés du « service occulte » (*sic*) à la fin des années 1870, un certain Bernardin pour la zone de Verviers, aux appointements annuels de 2.400 francs (trois à quatre fois le salaire annuel d'un travailleur du textile)¹¹⁸. Le même Notelteirs souligne aussi qu'un de ces agents secrets « le n°1 Homère », appelé Horace lorsqu'il était plus jeune, a alors 35 ans de service – ce qui signifie qu'il avait commencé sa carrière de mouchard au début des années 1850 – et qu'il « était chargé de fournir spécialement les informations relatives au mouvement socialiste. Il était m'a-t-on dit en relation avec les principaux meneurs anarchistes du pays et de l'étranger. Il avait notamment connu tous les hommes de l'ancienne Internationale (...). En apparence rentier, homme du monde accompli, me dit-on, (...) et habile »¹¹⁹. On le voit, même au sein de l'appareil de l'Etat, les identités des indicateurs de police sont soigneusement occultées et il est extrêmement difficile sinon quasi impossible de percer celles-ci, *a fortiori* un siècle et demi plus tard¹²⁰.

¹¹⁷ Luc KEUNINGS, « Les grandes étapes (...) », *op. cit.*, p.20.

¹¹⁸ Aucune personne de ce nom ne semble figurer dans les registres de population de Verviers de cette époque.

¹¹⁹ Luc KEUNINGS, *Des polices si tranquilles*, *op.cit.*, p.152.

¹²⁰ Charles DIAZ, vice-président de la Société française d'histoire de la police, et lui-même policier, y est parvenu (dans un ouvrage à paraître) pour certains indicateurs français des années 1885 à 1914, mais sans rencontrer le « N°1 » qui informait la Préfecture de Police de Paris sur les socialistes verviétois durant les années 1870 (échange avec M.Diaz en avril 2012).

Même si les dossiers de la Préfecture de Police de Paris (qui fut incendiée durant la Commune) ne contiennent aucun rapport relatif à l'Internationale à Verviers avant 1873, son indicateur qui signait « N° 1 » espionna les agissements des Internationalistes verviétois dès le début de leurs activités et ne manqua pas, des années plus tard, de le souligner à ses supérieurs : « Depuis 1867, j'ai vu grandir cette formidable association. Je l'ai suivie pas à pas »¹²¹.

Les informations de « N° 1 » étaient puisées aux meilleures sources car cet informateur anonyme ou en tous cas ses propres indicateurs semblaient particulièrement proches des principaux dirigeants du mouvement. C'est ainsi en effet que le 28 mars 1874 il parvint à faire recopier intégralement le carnet d'adresses belges et internationales du nouveau secrétaire du Conseil fédéral de la section belge basé pour un an à Verviers, Jean Féron, et que le 31 mai 1876 il réussit à reproduire les propos échangés en privé entre les principaux leaders verviétois dans un café du quartier de Pré-Javais à l'issue de l'enterrement civil d'une affiliée ¹²² ! En 1872, Eugène Hins, qui vivait alors à Verviers, soupçonna un des chefs de la section allemande, Pierre Schleich, le tenancier de la salle de la cour Sauvage, d'être un des indicateurs de la Sûreté – et il est avéré que ce dernier (qui sera vingt ans plus tard poursuivi et condamné pour ses activités anarchistes à Liège), sans être un indicateur régulier, se prêtait « avec assez bonne volonté » à offrir son aide au commissaire de police de Verviers¹²³.

En 1878, un collaborateur de la Préfecture de Police de Paris annotera un des rapports de « N° 1 » en soulignant que « ce correspondant est, et depuis longtemps, très au courant des agissements de l'Internationale et des socialistes »¹²⁴. Celui-ci, qui résidait à Verviers, savait assurer une filature, puisqu'il se charge à l'occasion de surveiller lui-même certains

¹²¹ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2363, rapport du 3 juillet 1874.

¹²² Idem, folios 2337 et 2358.

¹²³ Marc MAYNE, *op. cit.*, p. 82.

¹²⁴ Archives de la Préfecture de Police à Paris, série Ba, carton 197, pièce n° 46.

militants de passage, mais il disposait également d'un réseau d'indicateurs exécutant à sa demande ce type de surveillance, recueillant des renseignements suivant ses instructions, et lui transmettant des rapports qu'il s'efforçait de recouper et dont il faisait encore contrôler certains données¹²⁵. Au total, maints détails laisseraient supposer qu'il s'agissait d'un gradé des forces de police verviétoises, autre que le commissaire en chef Maistriaux¹²⁶, mais par quelle indiscretion alors « N° 1 » était-il également informé de ce dont s'occupait de la Sûreté publique belge¹²⁷ ?

D'autres indices incitent à supposer que celui qui renseigna minutieusement la Préfecture de Police de Paris sur les activités des militants verviétois, y compris leurs réunions non publiques, et qui connaissait la teneur des courriers qu'ils échangeaient avec les proscrits de la Commune¹²⁸ était lui-même Français : il demande à la Préfecture les photographies de Communards qu'on lui dit être de passage à Verviers, il pense pouvoir en reconnaître d'autres, il sait identifier l'accent parisien¹²⁹. C'est avec respect qu'il évoque par écrit le président de la République, Mac Mahon¹³⁰, et c'est indiscutablement pour le compte de la France qu'il se livre aussi à la fin des années 1870 à des activités d'espionnage militaire, décrivant des modèles de fusils ainsi que les fortifications à l'étude ou en construction en Belgique comme en Prusse, et concevant même un itinéraire détaillé d'invasion de la Prusse par la France via les Ardennes belges¹³¹...

¹²⁵ Archives de la Préfecture de Police à Paris, série Ba,, carton 427, folio 184 (14 février 1874), carton 436, folios 2275 (21 février 1874), 2548 (20 décembre 1874), 2258 (31 mai 1876), 2612 (17 septembre 1876), 2706 (13 juillet 1877)

¹²⁶ Car il évoque celui-ci dans un de ses rapports le 20 janvier 1875 (Idem, carton 427, folio 301).

¹²⁷ Idem, carton 436 folio 2746 (rapport du 18 octobre 1877).

¹²⁸ Idem, carton 874, dossier Ferdinand Gambon, rapport du 31 juillet 1878 à propos d'une lettre de ce dernier à Pierre Fluche (« j'ai eu la lettre en mains »).

¹²⁹ Idem, carton 427, folios 258 (rapport du 25 février 1875) et 321 (20 mars 1876 : « on parlait de Cavalier dit Pipe-en-bois mais je ne l'ai pas reconnu »), et carton 436, folio 2639 (29 novembre 1876).

¹³⁰ Idem, carton 436, folio 2705 (16 juillet 1877).

¹³¹ Idem, carton 331, dossier Bruxelles, divers rapports.

S'il connaît personnellement des Internationalistes verviétois et si certains de ses indicateurs parviennent à infiltrer les réunions réservées aux présidents et secrétaires de sections jusqu'à pouvoir y espionner les conversations privées entre les chefs locaux¹³², « N° 1 », dont rien ne filtre quant à ses activités professionnelles, fréquente aussi les hommes de pouvoir ou les lieux où on les rencontre : « J'entendais hier un membre de la Chambre des Représentants qui disait *Nous n'en finirons avec ces gens-là qu'avec des coups de fusil*. C'est rude, mais je crois que cela est vrai »¹³³. Lui-même a en tous cas les moyens de voyager aisément : pour tenter de vérifier des informations, il se rend à Bruxelles (« où ses moyens d'investigation sont insuffisants », note-t-on à Paris¹³⁴) et, on l'a vu, il se déplace ailleurs en Belgique ainsi qu'à Cologne pour observer discrètement des travaux militaires.

Il est en tous cas toujours rapidement renseigné. Ainsi en septembre 1877, lors de ce qui sera le dernier congrès international de l'AIT, qui réunit à Verviers une dizaine de révolutionnaires étrangers et non des moindres. Le vendredi 7 septembre après-midi, écrira plus tard James Guillaume dans ses souvenirs, « le commissaire de police s'est rendu au local du Congrès et a fait prier les délégués de passer le lendemain matin à son bureau pour y faire constater leur identité. Cette cérémonie officielle s'accomplit le lendemain sans aucun incident digne de remarque et le commissaire, ayant obtenu sur le lieu de naissance des délégués, leur profession, leur âge et la couleur de leurs cheveux, tous les renseignements qui l'intéressaient, put télégraphier au Gouvernement belge que sa vigilance avait sauvé la patrie »¹³⁵. Sauf erreur de date chez Guillaume, le commissaire de police de Verviers disposerait donc des identités des militants étrangers le samedi 8 septembre. « N° 1 », lui, les a

¹³² Archives de la Préfecture de Police à Paris, carton 436, folio 2611 (13 septembre 1876 : « Je connais plusieurs internationalistes qui se sont présentés munis de leur carte et qui ont dû attendre la fin de la séance pour entrer ») et 2705 (14 juin 1877 : « D'après une conversation qui a eu lieu entre Maigray, Dehon, Bastin, Ruwette, Fluse et Picraux, qui semblaient ne parler que pour eux, comme on me le rapporte... »).

¹³³ Idem, carton 436, folio 2629, rapport du 10 octobre 1876.

¹³⁴ Idem, carton 197, document 46, rapport du 16 juin 1878.

¹³⁵ James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, tome IV, 1910, p. 258.

transmises pour l'essentiel à la Préfecture de police de Paris deux jours plus tôt déjà...¹³⁶

Quelle que soit la clé du mystère de l'identité de « N° 1 », l'historien du mouvement ouvrier lui saura gré d'avoir permis que soit conservée, aux Archives de la Préfecture de Police de Paris une extraordinaire mine de données personnelles et sociologiques sur les membres les plus actifs de la Première Internationale à Verviers : le premier juin 1873 en effet, « N° 1 » communiquait à la Préfecture un recensement détaillé des « principaux affiliés à l'Internationale dits les meneurs, à Verviers et communes voisines ». Les informateurs de « N° 1 » avaient ainsi identifié quelque 380 militants, rue par rue, en signalant pour chacun d'eux sa profession, son lieu de naissance, la date de celle-ci ou son âge, son état-civil (avec le nom de l'épouse éventuelle voire, pour les Disonais, le nombre d'enfants), son adresse et, le cas échéant, l'une ou l'autre observation – se résumant le plus souvent à la lettre « V » pour violent, ceci devant s'entendre comme extrémiste en paroles plutôt que violent physiquement¹³⁷.

Sur les quelque 380 meneurs, un quart environ (97 hommes exactement) sont encore célibataires ; les trois-quarts sont mariés (265 soit 70 %) ou, plus rarement, veufs (19 soit 5 %). Sur les 265 couples recensés, 38 % sont, aux yeux de la police, au moins soudés par les mêmes convictions : 100 épouses sont signalées comme elles aussi affiliées à l'Internationale. Sur base de l'échantillon des 55 ménages de militants disonais mariés (les seuls pour lesquels les agents ont également noté le nombre d'enfants du couple), on notera une proportion fort élevée de couples sans enfants (33%), une répartition équilibrée entre familles avec un enfant (13%), deux enfants (16%) et trois enfants (13%), mais aussi un nombre bien inhabituel aujourd'hui de familles très nombreuses : dix couples (près de 20 %) ont quatre, cinq, six et même, dans un cas, sept enfants.

¹³⁶ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2742, rapport du 6 septembre 1827.

¹³⁷ J'ai publié cette liste intégralement dans mon ouvrage sur *Pierre Fluche*, Bruxelles – Tubize, IEV – Gamma Press, 1997, aux pages 292 à 325.

Parmi ces 380 courageux à la pointe du combat à une époque où celui-ci n'amenait (peut-être) que la satisfaction morale du devoir accompli, et beaucoup plus sûrement de graves ennuis potentiels, on trouve fort peu de femmes explicitement mentionnées comme militantes et non simplement comme affiliées : quatre à peine. La plus âgée, Marie Elisabeth Guillaume, est une Disonaise de 51 ans, originaire d'Ensival et mère d'un enfant, ménagère. Vient ensuite, âgée de 48 ans et originaire de Châtelineau en Hainaut, une autre ménagère, Philomène Devivier, veuve Demoulin. Ses trois enfants, domiciliés avec elle place des Récollets (actuelle place du Martyr), sont tous trois repris eux aussi parmi les meneurs et l'aîné, Joseph Demoulin¹³⁸, fait partie du Conseil de la Fédération verviétoise de l'AIT. Deux mères de famille domiciliées avec leurs époux dans la même maison à Dison, Barbe Michel, 40 ans, et Marie Olivier, 29 ans, clôturent cette courte liste de « meneuses ».

Curieusement, on n'y retrouve ni Marie Mineur, ni Marie Lebeau, ni Hubertine Ruwette. Leur absence sur cette liste policière reste un mystère alors que les activités de leur section font l'objet elles aussi bien sûr des surveillances policières: « Marie Mineur, épouse Bastin » figure dans un rapport daté du 2 mars 1874 par le mouchard « N° 1 » au Préfet de Police à Paris ; il y qualifie Marie Mineur de « très énergique » et y relate un meeting public organisé le 1^{er} mars sous la présidence d'Hubertine Ruwette¹³⁹ par la section des femmes qui compte alors à Verviers plus de 400 membres¹⁴⁰ selon l'indicateur :

« Hier après midi, dans la salle cour Sauvage à Verviers, a eu lieu un meeting de femmes de l'Internationale. Un public nombreux, beaucoup de femmes assistaient à ce meeting. L'orateur principal a été la nommée Marie Mineur, épouse Bastin, née à Verviers en 1831, ouvrière de fabrique. Cette femme est très énergique, dans son discours elle a

¹³⁸ Joseph Demoulin (1850 – 1907) entrera au Conseil communal comme élu socialiste en 1904.

¹³⁹ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2281.

¹⁴⁰ Jacques FREYMOND, *La Première Internationale. Recueil de documents*, Genève, Droz, tome 3, 1971, p. 505, note 442.

préconisé les principes de l'Internationale et s'est surtout attachée à démontrer la nécessité de l'union chez les femmes comme chez les hommes pour arriver à la révolution sociale qui d'après elle doit amener le bien être du prolétariat. L'épouse Demoulin a succédé à la nommée Mineur, son discours n'a pas été moins violent contre les riches et les institutions actuelles. Est venue ensuite une femme Accray¹⁴¹ De Verviers qui a rappelé que dans toutes les révolutions la femme a joué un rôle actif et qu'elle doit, dans la révolution qui se prépare, se préparer à prendre une large part. Il est certain que si un mouvement éclatait les femmes qui assistaient à ce meeting ne seraient pas les moins dangereuses car elles mûrissent des dispositions qui sont loin d'être tendres ».

Si même la police de Napoléon III reste attentive aux faits et gestes des Internationalistes verviétois en cette année 1874, c'est qu'à la fin de l'année précédente, alors que l'A.I.T. reflue partout, la section belge a décidé de transférer son siège et par conséquent sa direction à Verviers et aux mains des Verviétois. La cité lainière et ses militants abritent donc pour un an la direction du mouvement ouvrier en Belgique, ce qui donne des appréhensions à de nombreux militants bruxellois, tels Désiré Brismée qui écrit à l'époque : « A Verviers se trouve le vrai courage, mais il y a là à craindre le caractère bouillant des individus que nous avons eu beaucoup de peine à empêcher, il y a quelque temps, de se lancer dans un mouvement révolutionnaire. »

Le confident du Préfet de Police parisien est formel et presque admiratif : « Je puis vous assurer que la classe ouvrière du bassin de la Vesdre est organisée complètement, prête, non seulement, à une révolution violente, mais encore à même de réorganiser le travail, le crédit, l'échange et l'administration au lendemain de cette révolution. En un

¹⁴¹ La liste des meneurs de l'Internationale ne cite pas de Accray en 1873 mais bien un Joseph Haccray, tisserand domicilié rue des Raines.

mot, si toutes les fédérations belges étaient aussi bien organisées, la Révolution sociale se ferait demain en Belgique »¹⁴².

¹⁴² Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folios 2200 à 2202, rapport daté du 21 novembre 1873.

MARIE MINEUR DE VERVIERS EN HAINAUT

Marie Mineur se qualifie elle-même de « socialiste révolutionnaire » dans une de ses correspondances au *Mirabeau* où elle plaide, encore et toujours, pour l’instruction des femmes afin que celles-ci s’engagent elles aussi dans la lutte sociale : « Un savant écrivain a dit : *il faut par tous les moyens possibles, vaincre le préjugé qui éloigne la femme des études sociales, et l’empêche de s’intéresser à la vie politique. Il faut que le mot citoyen soit celui que la mère grave au front de son fils, en lui donnant le premier baiser.* Après ces mots, que puis-je encore dire, citoyens, sinon : Que l’avenir est dans les mains de la femme, qu’une fois instruite, nous serons à jamais soustraites à l’influence de ces grands criminels qui portent le nom de représentants du Christ qui oppriment les consciences et étouffent la vérité. Prenons donc courage, instruisons-nous, afin que nous puissions coopérer au terrassement du colosse qui nous étreint et aider nos frères à parvenir au but tant désiré : la Révolution sociale. »¹⁴³

¹⁴³ *Le Mirabeau* du 21 décembre 1873.

Le Mirabeau ne néglige d'ailleurs pas la question féminine et ne se limite pas à annoncer les réunions mensuelles de la section des femmes (qui compterait encore 185 affiliées au printemps¹⁴⁴) ou à rendre compte de ses activités. Rien qu'en 1874, il publie en juin (en première page de surcroît) un long article en deux parties sur le travail féminin, puis un autre dans la foulée sur « l'instruction et l'émancipation de la femme », un troisième en octobre, à nouveau en première page, sur « l'avenir de la femme », ou encore début mai une chanson dédiée aux femmes¹⁴⁵. Tous ces écrits appellent celles-ci à se détacher de la religion pour militer aux côtés de leurs compagnons.

A l'été 1874, ces appels du *Mirabeau* (qui est devenu alors l'unique organe des sections belges de l'A.I.T., depuis la cessation de *L'Internationale* que Désiré Brismée¹⁴⁶ publiait à Bruxelles) sont entendus dans le Centre. Le 28 juin en effet a lieu la première réunion de la Section des Femmes du Centre, qui désigne un comité de onze membres et organise sa première séance publique le 12 juillet suivant chez Nicolas Allard à la Hestre (aujourd'hui commune de Manage)¹⁴⁷. Un mois plus tard, les militantes du Centre accueillent deux oratrices de la Section des Femmes de Verviers, qui prennent la parole le 15 août à Gouy (aujourd'hui commune de Courcelles) et le 16 à Famillieureux (aujourd'hui commune de Seneffe). Dans les deux cas, le meeting est ouvert par le secrétaire de la Fédération du Centre, Chapeau, qui cède la parole à Marie Mineur, relayée ensuite par une jeune mère de famille, F. Gerombou, dont c'est le baptême du feu¹⁴⁸. Celle-ci, née Maria Delgoffe le 1^{er} novembre 1851 à Lambermont, est une ouvrière noueuse, déjà mère de deux enfants, un de quatre ans et l'autre décédé à trois mois en

¹⁴⁴ Selon l'indicateur de la Préfecture de Police de Paris dans un rapport du 16 mars 1874 (Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2322).

¹⁴⁵ *Le Mirabeau*, 3 mai, 14, 21, 28 juin et 25 octobre 1874.

¹⁴⁶ Désiré Brismée, né en 1822 et décédé en 1888, fut à la pointe du combat démocratique dès le milieu du siècle. Ses deux filles, mortes jeunes mariées respectivement en 1869 et en 1871, avaient épousé deux leaders de la section belge de l'Internationale, César de Paepe et Eugène Hins.

¹⁴⁷ *Le Mirabeau*, 12 juillet 1874.

¹⁴⁸ *Idem*, 30 août 1874

février 1874. Elle est depuis 1869 l'épouse de Gérard Gérombou, tisserand de 28 ans originaire d'Ensival et installé à Hodimont comme cabaretier¹⁴⁹ en octobre 1873, un des militants qui tiennent alors le haut du pavé à Verviers, avec Emile Piette¹⁵⁰, Pierre Bastin¹⁵¹ et Olivier Ruwette¹⁵² ; tous sont de tendance révolutionnaire, et ils ont évincé provisoirement les chefs « historiques » du mouvement, au premier rang desquels Pierre Fluche.

C'est un correspondant liégeois anonyme qui relate les deux meetings de Marie Mineur et de F. Gerombou dans le Centre, dans le numéro du *Mirabeau* du 30 août, en insistant sur les discours de la seconde surtout : « la citoyenne Marie Mineur établit à son tour la situation faite à la femme, non pas à la femme de la bourgeoisie, mais à celle prise au milieu de la plèbe, en un mot, à celle de l'ouvrier. Elle fit un appel chaleureux à toutes les épouses et mères, à seule fin d'entrer avec elles en lutte pour revendiquer leurs droits si longtemps méconnus. Plusieurs fois elle reprit la parole et les applaudissements du nombreux auditoire lui témoignèrent sa sympathie pour la part qu'elle, simple femme du peuple, prenait à la lutte entre le travail et le capital. »

« La parole fut ensuite donnée à la citoyenne Gerombou, de Verviers. Cette jeune citoyenne, mère de famille, aussi courageuse que dévouée, venait de 25 lieues de son pays, au milieu des ouvriers et ouvrières qu'elle n'avait jamais vu, et elle venait affronter la tribune en réclamant l'indulgence du public. Elle prit pour point de départ de la situation actuelle, l'enfant au berceau ; elle le montra n'ayant encore ni l'intelligence, ni même la parole, et souffrant déjà de l'exploitation du capital, par suite du manque d'ouvrage ou de salaire que gagnaient ses

¹⁴⁹ La précision « cabaretier » est donnée dans un rapport d'un indicateur du Préfet de Police de Paris du 18 février 1874 (Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 436, folio 2273). De nombreux militants ouvriers étaient victimes de représailles patronales et, privés de travail, ils s'improvisaient tenanciers de café.

¹⁵⁰ Né en 1847 et décédé en 1894, Emile Piette sera le principal animateur de la mouvance anarchiste verviétoise.

¹⁵¹ Pierre Bastin était né en 1847 à La Reid.

¹⁵² Olivier Ruwette était né en 1845 à Hodimont.

parents, insuffisants aux besoins de la famille. Elle démontra surtout en montrant l'enfant malade, agonisant et mourant enfin au milieu de la famille éplorée, et cela, dit-elle, parce que celui qui exploitait son père lui donnait si peu pour vivre, que souvent le pain manquait sur la table à l'heure du repas, et par ce fait, n'ayant pas les quelques francs que réclamaient le médecin ainsi que le pharmacien, l'enfant devait mourir. »

« Elle montra le père et la mère maudissant la société qui permettait à un homme de laisser mourir leurs enfants en qui ils avaient mis leur amour et leur bonheur, et cela parce que ce maître, cet exploiteur inflexible, ne leur donne que tout juste pour se nourrir de pain, et par cela, ils n'avaient pu économiser pour payer le médecin, qui naturellement lui aurait sauvé la vie. Elle aborda alors la situation faite à la jeune fille alors que pour aider sa famille elle est obligée d'aller humblement se présenter à un patron quelconque en lui demandant de l'ouvrage pour gagner sa vie ; elle est jeune et belle, dit-elle, le patron la considère non pas au point de vue du travail qu'elle peut exécuter, mais des plaisirs qu'elle peut lui procurer, et j'en ai vu ajoute-t-elle, parmi mes compagnes, entrer dans la fabrique innocentes et pures, et en sortir après avoir été déshonorées, et être contraintes pour vivre de se livrer à la débauche, tellement elles se voyaient courbées sous le mépris de leurs compagnes. »

« Et puis, ajoute-t-elle, le patron prend-il souci de notre honneur, ignorants et ignorantes, les uns et les autres, ne nous jette-ils pas tous ensemble soit dans les fabriques, soit dans les mines, sans réfléchir aux conséquences de ce groupement à l'instar du bétail ; or, dit-elle, l'exploiteur ne voit qu'une chose et ne se sert que d'un principe, il prend la parole du nazaréen pour point de départ : croissez et multipliez, plus vous serez nombreux, plus l'exploitation sera générale ; quand à s'occuper de ce que sera la famille ou les enfants qui naissent dans ces conditions, là n'est pas la question, n'a-t-il pas là à sa disposition le prêtre qui vous commande le respect, qui vous dit de souffrir en vous promettant un avenir meilleur par le métier qu'elles ressentaient. Elle finit aux applaudissements de l'Assemblée. »

« Le lendemain 16, nous nous rendîmes au Meeting qui avait lieu à Famillieux- lez-Besonrieux. A notre arrivée une foule compacte avait déjà envahi la salle, une bonne partie ne trouvant pas de place était grimpée aux fenêtres et interceptait l'air, c'était une vraie fournaise sociale. Le Meeting fut ouvert par le compagnon Chapeau, ensuite Marie Mineur et moi. La citoyenne Gerombou ayant mis de côté cette quasi-timidité qui s'était emparée d'elle le jour avant et comme je l'ai dit plus haut, c'était la première fois qu'elle parlait en public, attaqua bravement la situation des femmes d'ouvriers, obligée elle-même d'abandonner ses enfants et le soin que réclamait son ménage, pour se rendre journallement à la fabrique pour pouvoir joindre son salaire à celui de son mari pour subvenir aux dures nécessités du ménage. »

« Elle ne peut mieux faire qu'en établissant sa situation sociale et qui est la même pour toutes les femmes. Dans l'état actuel de la société, elle démontra les souffrances et les misères assises journallement au foyer du travailleur. Elle prit l'enfant au berceau et lui fit parcourir la vie en la montrant femme usée et brisée par le travail ne pouvant plus gagner son pain ; allant s'asseoir sur le seuil d'un hospice quelconque où tendant la main à ceux qui s'étaient enrichi d'un produit de son travail ; elle le lâchait enfin dans un dépôt de mendicité où ne pouvant plus gagner sa vie elle venait au nom de la loi d'être conduite comme vagabonde. Les applaudissements des femmes qui en grand nombre assistaient au Meeting lui dirent assez que là était la vraie situation de la femme. »

Ces deux réunions furent suivies, le 25 octobre, par l'organisation d'un meeting spécifiquement féminin par la section de Gouy-lez-Piéton¹⁵³, mais c'est à Besonrieux (aujourd'hui commune de La Louvière) qu'une quatrième section de femmes vit le jour en Wallonie (après celles de Montigny-sur-Sambre, de Verviers et de La Hestre) à la même époque. De décembre 1874 à l'été 1875, alors qu'il ne mentionne plus la section des femmes de La Hestre après octobre 1874, *Le Mirabeau* annoncera

¹⁵³ *Le Mirabeau*, 18 octobre 1874.

régulièrement les réunions mensuelles des militantes de Besonrieux (tous les troisièmes dimanches du mois à 17h chez Léopold Mercier). Ensuite, c'est le silence. Sans doute les sections féminines de l'A.I.T. ont-elles disparu en même temps que bien d'autres créations ouvrières à ce moment dans la région du Centre.

C'est ainsi qu'à la fin de mars 1875, « La Solidarité » de Fayt avait dû liquider son magasin coopératif créé en 1870 : l'expérience en cours depuis cinq ans s'achevait sur un échec provisoire. En mai suivant au congrès national de l'A.I.T., le délégué du Centre ne put accepter le transfert du Conseil de la section belge dans sa région tant la situation de la Fédération était fâcheuse. Neuf mois plus tard, devant un autre congrès belge, il devait souligner que l'Internationale ne pouvait plus compter « que sur un nombre très restreint d'ouvriers du Centre, ceux-ci étant très peureux pour le moment...les ouvriers, loin d'entreprendre quoi que ce soit, sont dans une panique et doivent être traités avec douceur... » A ce moment, l'échec d'une grève générale des mineurs du Centre durant l'hiver 1875-76 y avait achevé l'Internationale en tant qu'organisation de masse. Comme en bien d'autres endroits du pays, les militants les plus acharnés se réfugièrent dans l'action anticléricale, au sein de cercles rationalistes.

A Verviers, Marie Mineur, Hubertine Ruwette et F. Gerombou sont toujours les militantes les plus en vue. C'est chez la troisième, au café de son époux à Hodimont (rue des Foxhalles, 13 puis rue de la Grappe, 11), qu'ont lieu les réunions mensuelles de la Section de décembre 1874 à juin 1875 (le local de la cour Sauvage serait-il devenu trop vaste ?) et que la correspondance doit être adressée alors¹⁵⁴. Marie Mineur est encore oratrice dans un meeting à l'Alhambra, le 7 juin 1874, où elle partage la tribune avec Pierre Fluche et l'Ensivalois Joseph Maigray¹⁵⁵. Hubertine Ruwette et elle sont les déléguées de la Section des Femmes

¹⁵⁴ *Le Mirabeau*, 15 novembre et 6 décembre 1874, 9 mai 1875.

¹⁵⁵ Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba, carton 427, folio 200, rapport du 8 juin 1874. Né en 1848, Maigray sera élu conseiller communal socialiste à Ensival en 1887, sept ans avant les premières élections au suffrage universel (plural et masculin).

au congrès belge de l'A.I.T. qui se tient à Verviers¹⁵⁶ les 25 et 26 décembre 1874. Et c'est sans doute Marie qui signe « une femme du peuple » une réponse au pasteur progressiste Théophile Bost dans une brochure publiée peu auparavant par les Ouvriers solidaires verviétois, elle qui avait six mois plus tôt interpellé publiquement celui-ci, sous les insultes du public, à l'issue d'une conférence qu'il donnait à l'Emulation¹⁵⁷.

Les réunions de la Section des Femmes verviétoises reprennent le chemin de la cour Sauvage à l'été 1875, mais elles semblent toutefois s'espacer pour n'être plus que bimestrielle, et c'est un homme, Gérard Gérombou – et non son épouse par exemple – qu'elles choisissent comme orateur le 20 février 1876 pour une conférence publique sur la situation de la femme, que *Le Mirabeau* publie ensuite intégralement¹⁵⁸, une conférence qui insiste à nouveau sur l'impérieux devoir des femmes de s'associer au sein de l'A.I.T. La section bat-elle de l'aile ? Toujours est-il qu'en août 1876, c'est un appel pressant aux affiliées que lance leur Comité en appelant à discuter de leur situation à la séance du 20 août : « Vu l'importance du 2^e point de l'ordre du jour les membres sont priées de ne pas manquer d'assister à cette séance, car il est de notre dignité à nous toutes d'examiner sérieusement notre situation qui devient tous les jours de plus en plus menaçante et de chercher les moyens d'y remédier. Citoyennes dépêchons nous car le temps presse. »¹⁵⁹

Après cela, la Section ne se réunit plus avant fin novembre, durant trois mois donc, et entretemps Marie Mineur aura perdu sa mère : le 24 septembre 1876, les Ouvriers Solidaires verviétois procèdent à l'enterrement civil de Marie-Joseph Rogister (qu'ils appellent curieusement Catherine), veuve Mineur puis veuve Vérionet. Sa fille prononce un discours émouvant, elle est suivie par Florent Debatisse

¹⁵⁶ *Le Mirabeau*, 5 janvier 1875

¹⁵⁷ *Idem*, 19 juillet et 6 décembre 1874.

¹⁵⁸ *Idem*, 9 et 16 avril 1876.

¹⁵⁹ *Idem*, 20 août 1876.

pour les Ouvriers Solidaires puis par Pierre Bastin, un des leaders de la tendance anarchiste, pour les Rationalistes de Dison¹⁶⁰.

Au moment où une page se tourne pour Marie Mineur, le recul de l'influence des chefs révolutionnaires verviétois se fait également sentir à Verviers et l'année 1876 marque le retour à la tête du mouvement ouvrier verviétois de Pierre Fluche, un moment mis sur la touche. Toutefois, la cité lainière restera encore longtemps l'endroit du pays où s'exprimera avec le plus de force l'opposition aux tendances plus pragmatiques qui sont en train de l'emporter à Bruxelles et en Flandre. C'est d'ailleurs pour ce motif que Louis Bertrand¹⁶¹ et Edouard Anseele¹⁶² seront envoyés à la fin de 1876 en mission à Verviers, pour tenter de convaincre du bien-fondé de l'action politique les militants ouvriers verviétois.

Une rupture se produit parmi ces derniers en novembre 1876 lorsqu'Emile Piette, Pierre Bastin, les frères Ruwette et Gérard Gérombou quittent l'Internationale pour fonder en dehors d'elle un cercle anarchiste dénommé l'Etincelle. Leur retrait ne signifie pas pour autant que l'Internationale à Verviers soit désormais aux mains d'adversaires déterminés des thèses anarchistes. Longtemps imprégné par celles-ci, Fluche, qui revient à l'avant-plan, semble plutôt chercher pendant plusieurs années une voie médiane et conciliatrice entre socialisme et anarchisme.

¹⁶⁰ *Le Mirabeau*, 1^{er} octobre 1876.

¹⁶¹ Né en 1856 et décédé en 1943, il fut un des principaux dirigeants du Parti Ouvrier Belge et l'auteur en 1906 d'une précieuse *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*.

¹⁶² Né en 1856 et décédé en 1938, il fut la principale figure du socialisme à Gand et un farouche partisan des coopératives.

DE LA SECTION DES FEMMES A L'ACTION POUR LA LAÏCITE

Devant le cercueil de sa mère, Marie Mineur avait terminé ses adieux en déclarant, avec beaucoup d'emphasis : « je voudrais t'accompagner, mais ma tâche n'est pas encore accomplie ». De fait, elle poursuit activement son travail militant. Le 29 octobre 1876, elle parle (avec un autre Verviétois, Louis Meunier) dans deux meetings successifs dans la banlieue liégeoise, devant 7 à 800 auditeurs à Seraing puis 400 personnes à Ougrée¹⁶³.

Ces prises de parole lui vaudront des poursuites judiciaires. Alors que les autorités réagissaient rarement contre les propos de tribune, elles prennent la mouche cette fois, au grand étonnement du mouchard N°1 : « Voici que tout à coup le gouvernement vient d'ordonner au parquet de Liège de poursuivre deux orateurs de second ordre pour délit contre la royauté commis dans leurs discours tenus au meeting qui ont eu lieu le 29 octobre dernier à Seraing et à Ougrée-lez-Liège. Ces deux orateurs sont les nommés Meunier Louis, tisserand, célibataire, né à Verviers en 1834, y demeurant rue du Collège, 14 et Marie Mineur, épouse Bastin Jean Joseph, ouvrière de fabrique, demeurant Crapaurue à Verviers. Je

¹⁶³ *Le Mirabeau*, 12 novembre 1876.

suis d'avis que ces poursuites sont une faute. L'avenir nous dira si j'ai raison »¹⁶⁴. En fait, cette initiative n'alla pas bien loin puisqu'elle ne déboucha pas sur un procès.

En avril 1877, Marie accompagne Pierre Fluche et Joseph Maigray au congrès socialiste de Gand, qui constitue la première tentative de rapprochement entre sociaux-démocrates bruxellois et flamands d'une part et partisans de l'abstentionnisme en politique d'autre part. On ne parvient pas à y adopter un programme commun en raison des réticences verviétoises sur l'action politique : Flamands et Bruxellois la veulent obligatoire, les Vervétois plaident pour qu'elle soit facultative – ce qui est déjà de leur part un pas en avant par rapport à l'époque où ils rejetaient purement et simplement toute action politique de la part du mouvement ouvrier. Marie, pour sa part, donne en exemple la Section des Femmes verviétoises aux militants gantois pour inciter ceux-ci à faire venir leurs épouses aux meetings et aux réunions.¹⁶⁵

En septembre, la Section des femmes est à nouveau représentée à un autre congrès socialiste à Gand mais international celui-là : les représentants de toutes les tendances du mouvement ouvrier se retrouvent pour un congrès universel représentatif de la diversité et de la richesse des socialismes européens à l'époque. Très vite, la recherche d'une entente entre sociaux-démocrates, très largement majoritaires à Gand, et anarchistes, apparaît impossible et les vote favorables sur l'organisation du prolétariat en parti politique distinct marquent de manière irrémédiable la division du mouvement ouvrier européen entre socialistes et anarchistes.

Ce congrès gantois se déroule dans la foulée de ce qui aura été, à Verviers, le dernier acte de la Première Internationale en Europe : dix ans après la fondation des Francs-Ouvriers et du *Mirabeau*, les militants verviétois organisent pour la première fois, du 6 au 8 septembre 1877, le

¹⁶⁴ Archives de la Préfecture de Police, série Ba, carton 436, folio 2630.

¹⁶⁵ *Le Mirabeau*, 15 avril 1877.

congrès international de l'A.I.T. Ils en ignorent un des aspects historiques : ce neuvième congrès général de la Première Internationale sera aussi le dernier. On est loin des grands congrès des premières années de l'A.I.T. : les étrangers sont à peine dix...mais c'est toute la fine fleur anarchiste européenne de l'époque qui est présente avec le Suisse James Guillaume, futur mémorialiste de la Première Internationale¹⁶⁶, disciple et ami de Bakounine (décédé en 1876), le Français Paul Brousse¹⁶⁷, l'Italien Andréa Costa¹⁶⁸, l'Espagnol Tomas Gonzales Morago¹⁶⁹, présent sous le pseudonyme de Mendoza, ou encore, sous le faux nom de Levachov, le prince russe Pierre Kropotkine¹⁷⁰ qui assiste pour la première fois à un congrès de l'Internationale.

Kropotkine avait déjà visité les ouvriers verviétois en mars 1872 au moment où ceux-ci étaient au sommet de leurs actions revendicatrices. Leur exemple avait renforcé les convictions du prince russe : « Ces tisserands étaient l'une des populations les plus sympathiques que j'aie jamais rencontrées dans l'ouest de l'Europe ». écrira-t-il plus tard. Kropotkine est accompagné d'une jeune militante Russe originaire de Crimée, exilée en Suisse et âgée de vingt ans, qui prétend s'appeler Anne Ivanov et se fait passer pour son épouse. Elle conservera d'ailleurs à vie ce pseudonyme de Koulichov partagé par Kropotkine durant leur séjour verviétois. En fait, son vrai nom est Anna Rozenstejn et elle est alors la compagne d'Andréa Costa, qu'elle quittera cinq ans plus tard avant de partager durant quarante ans la vie et les combats du leader socialiste

¹⁶⁶ James Guillaume (1844 – 1916), animateur de la Fédération du Jura, publie entre 1905 et 1910 *L'Internationale. Documents et souvenirs*, en quatre volumes.

¹⁶⁷ Paul Brousse (1844 – 1912) sera plus tard un des principaux leaders des socialistes réformistes français.

¹⁶⁸ Andréa Costa (1851 – 1910) sera à l'origine en 1881 du futur Parti Socialiste italien.

¹⁶⁹ Né à une date inconnue, il mourra en prison en 1885, après avoir été un des principaux artisans de la propagation des idées de Bakounine en Espagne.

¹⁷⁰ Pierre Kropotkine (1842 – 1921), qui publiera ses mémoires en 1898 sous le titre *Autour d'une vie*, deviendra un des principaux penseurs anarchistes à la fin du XIX^e siècle.

italien Filippo Turati¹⁷¹, et de s'affirmer comme une grande figure du féminisme en Italie¹⁷².

Le mercredi 5 septembre, devant une foule de militants, la soirée d'accueil au local de la cour Sauvage prend la forme d'un concert par la chorale « Les Socialistes réunis de Verviers », prolongé par des chansons révolutionnaires des divers pays représentés, le tout entrecoupé de discours. « Cette soirée restera comme un excellent souvenir dans tous les cœurs, surtout ceux des ouvriers de la vallée de la Vesdre, qui n'avaient jamais assisté à pareille fête », écrira trente ans plus tard James Guillaume. Les choses sérieuses commencent le lendemain. Outre neuf étrangers dûment mandatés (Kropotkine, qui voyage clandestinement, n'a pas de voix délibérative), la liste des délégués comprend en tout et pour tout treize Belges, dont...onze Verviétois, une Verviétoise et un délégué de Liège ! Il est clair que l'Internationale révolutionnaire ne fait plus recette en Belgique en dehors de la cité lainière !

Au cours de trois longues journées de discussions, les 6, 7 et 8 septembre, tous les délégués présents au Congrès s'accordent pour s'opposer aux autres tendances du mouvement ouvrier qui prônent l'action politique et la constitution en partis (« Tous les partis forment une masse réactionnaire, il s'agit de les combattre tous ») ou l'action syndicale réformiste (« le corps de métier, s'il n'a d'autre but que l'amélioration de la situation des heures de travail, soit par la diminution des heures de travail, soit par l'augmentation du taux du salaire, n'amènera jamais l'émancipation du prolétariat ; le corps de métier doit se proposer, comme but principal, l'abolition du salariat, c'est-à-dire l'abolition du patronat, et la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs »).

Le dimanche 9 septembre, les délégués étrangers et Gérard Gérombou de Verviers partirent à Gand pour prendre part au Congrès socialiste

¹⁷¹ Né à Canzo en 1857 et mort en exil à Paris en 1932.

¹⁷² Née à Maskaja en Crinée le 9 janvier 1857, elle mourut le 23 décembre 1925 à Milan et ses funérailles furent une des dernières manifestations socialistes avant la dictature fasciste.

universel où ils furent mis en minorité par les trente cinq délégués marxistes, avec lesquels toute entente était évidemment devenue impossible. L'année suivante, ce qui restait de la Fédération jurassienne de l'Internationale, mandatée à Verviers pour organiser le dixième Congrès annuel de celle-ci, estima inutile de tenter de l'organiser. La Première Internationale ouvrière, déjà scindée depuis 1872, était cette fois bel et bien morte.

Hubertine Ruwette avait été la déléguée et la rapportrice de la Section des Femmes au congrès de Verviers, mais durant toute cette année 1877 c'est Marie Mineur qui signa au nom de leur Comité les annonces de réunions comme les appels aux militants et c'est elle qui fut la principale oratrice du meeting organisé par la Section le 1^{er} novembre, devant un public peu nombreux¹⁷³. Les deux femmes cosignent, en janvier 78, un appel pressant à renforcer leur organisation¹⁷⁴, dont les séances deviennent moins fréquentes : encore mensuelles en 1877, on n'en compte que cinq l'année suivante (toutes convoquées cette fois par Hubertine Ruwette) puis *Le Mirabeau* n'en n'annonce aucune après celle du 15 décembre 1878 et jusqu'à sa propre disparition en mai 1880.

Pourtant, à en croire le bourgmestre Ortmans-Hauzeur, la Section des Femmes existait toujours à la fin de l'année 1879 et comptait encore à ce moment 200 affiliées, sur un total de 5.425 ouvriers de l'agglomération demeurant inscrits, selon ses indicateurs, à l'A.I.T. : « aujourd'hui l'Internationale est entrée dans les mœurs des ouvriers, écrivait le Bourgmestre, et il sera bien difficile si pas impossible de faire disparaître cette société de notre district manufacturiers »¹⁷⁵. En fait, Ortmans-Hauzeur se trompait. En mai précédent, les Internationalistes verviétois avaient dû renoncer à leur vaste local de la cour Sauvage pour se replier rue Neuve (aujourd'hui rue Jules Cerexhe) à Hodimont et quelques mois

¹⁷³ *Le Mirabeau* 18 novembre 1877.

¹⁷⁴ *Idem*, 6 janvier 1878.

¹⁷⁵ Lettre du Bourgmestre Ortmans-Hauzeur au Gouverneur de la Province de Liège, 15 novembre 1879 (Archives de l'Etat à Liège, Sûreté publique, 3^{ème} partie, carton X). Industriel, député libéral, Jean-François Ortmans – Hauzeur (1806 – 1885) fut bourgmestre de Verviers de 1854 à sa mort.

plus tard le recul du mouvement ouvrier verviétois se traduisait par la disparition du *Mirabeau* en mai 1880 : au terme de douze années et cinq mois de parution ininterrompue, longévité tout à fait exceptionnelle pour un journal socialiste dans le contexte de l'époque, l'hebdomadaire ouvrier avait été réduit au silence par deux amendes judiciaires précipitant un lent déclin amorcé en 1874.

Durant cette phase de régression, certains militants ouvriers s'engagèrent davantage, à Verviers comme ailleurs dans le pays, dans l'action pour la laïcité, et ce fut très nettement le cas pour Marie Mineur. L'agglomération verviétoise comptait déjà cinq sociétés ouvrières de libre-pensée en 1874 : les Cercles rationalistes de Dison et d'Ensival, les Affranchis à Cornesse, les Solidaires fraternels à Wegnez et les Ouvriers Solidaires verviétois¹⁷⁶. En 1877, Marie Mineur fut sans doute parmi les fondateurs d'un nouvel organisme à Verviers, le cercle L'Athlisme¹⁷⁷. Elle militait déjà à ce moment au sein des Ouvriers Solidaires verviétois, et en 1880 elle était la seule femme parmi les six membres du comité de cette association¹⁷⁸.

A l'exemple des autres sociétés rationalistes du pays, les Solidaires verviétois avaient surtout été actifs, durant les années '70, dans l'organisation de funérailles civiles, et les militantes de la Section des Femmes s'efforçaient alors d'assister aux enterrements lorsqu'il s'agissait d'une défunte. C'est le 23 juin 1871 qu'avait eu lieu la première cérémonie de ce type pour une libre-penseuse dans la région verviétoise (Constantine Poussart épouse Kettens, membre de la Section des Femmes, morte à 36 ans) : des femmes portaient le cercueil et l'une d'elles fit un discours avant ceux des Ouvriers solidaires et des Francs-Ouvriers¹⁷⁹. D'autres libres-penseuses suivront, mais elles étaient rares et toujours signalées dans *Le Mirabeau*¹⁸⁰ : une à Wegnez en septembre

¹⁷⁶ *L'Ami du Peuple*, numéro du 23 août 1874.

¹⁷⁷ *Le Parti Ouvrier*, numéro du 17 avril 1897.

¹⁷⁸ *Le Mirabeau*, numéro du 17 janvier 1880.

¹⁷⁹ *Idem*, 2 juillet 1871.

¹⁸⁰ *Idem*, 7 septembre 1873, 15 mars et 26 juillet 1874, 24 janvier et 4 avril 1875, 7 mai et 1^{er} octobre 1876.

1873 (où c'est « la citoyenne Dubois » qui parle pour la Section des Femmes), une Ensivaloise de 22 ans en mars 1874, une Stembertoise en juillet, une autre Ensivaloise, de 17 ans, en janvier 1875, une Lambermontoise de 81 ans en avril 1875, une Hodimontoise de 29 ans en avril 1876, et enfin en septembre suivant la mère de Marie Mineur à 80 ans.

En août 1878, les Ouvriers Solidaires verviétois saluent le travail de Marie Mineur dans leurs rangs en soulignant que c'est sur son insistance opiniâtre qu'ils ont décidé de tenter d'organiser deux fois par mois désormais des cours d'instruction laïque : « si nous sommes arrivés à implanter cette nouvelle institution, nous le devons à notre co-associée Marie Mineur, qui depuis longtemps avait réclamé ceci à diverses reprises (et mis) cette question sur le tapis, elle a su résister jusqu'à ce qu'elle fût admise et mise à exécution »¹⁸¹. Marie Mineur prend d'ailleurs la parole lors d'une des premières séances de ce genre, en appelant tous les libres-penseurs à concourir à l'éducation laïque des enfants du peuple, sans attendre que se concrétisent les promesses scolaires des libéraux qui viennent de revenir au pouvoir.¹⁸²

Il faut pourtant signaler à cet égard, même si c'est dans le registre de la bienfaisance, une initiative de libéraux progressistes verviétois en cette année 1878 : le publiciste libéral, laïc et féministe Ernest Gilon¹⁸³ crée alors avec quelques institutrices, en tant que président de la Jeune Garde de l'Instruction publique de Verviers, la société de Bien et Mieux pour promouvoir l'éducation des filles. Gilon écrit alors, rejoignant en quelque sorte Marie Mineur avec une plume mieux maîtrisée :

« L'éducation des filles a été jusqu'à maintenant la plus négligée ; il y a donc justice à ce qu'on s'en occupe d'une manière toute spéciale. En éclairant la femme, on détruit l'élément qui entretient et perpétue les préjugés et les superstitions ; on forme des mères raisonnables qui, plus

¹⁸¹ *Le Mirabeau*, 25 août 1878.

¹⁸² *Idem*, 29 septembre 1878.

¹⁸³ Né en 1846 et décédé en 1902, il deviendra sénateur provincial en 1894.

tard, sauront veiller elles-mêmes à ce que leurs enfants reçoivent aussi une instruction sérieuse. Si toutes les femmes étaient instruites, en moins d'une génération, il n'y aurait plus un seul ignorant. L'éducation de la femme est plus qu'une question ordinaire : c'est une question de mœurs et de morale. » Les responsables réunissaient dans une école de ville les dimanches après-midi les jeunes ouvrières des usines textiles et leur proposaient des séances de chants, de gymnastique, « des leçons d'ouvrages manuels, des causeries sur la morale, l'hygiène ou l'économie domestique. » Pour participer à ces réunions dominicales, il fallait posséder un minimum d'instruction ou avoir tout au moins la volonté d'en acquérir.¹⁸⁴

On retrouve encore Marie Mineur à la fin de cette année 1878 aux côtés de Pierre Fluche, comme organisatrice et oratrice d'une « fête des enfants » mise sur pied dans le local de la cour Sauvage le dimanche 22 décembre par les Ouvriers Solidaires, afin d'offrir quelques instants de récréation aux enfants des parents qui assistent à toutes les soirées qu'organisent les sociétés de libre-pensée ou l'Internationale¹⁸⁵. Outre les deux discours, les enfants avaient heureusement eu droit aussi à des chansons et à une tombola de jouets.

Décidemment inlassable, Marie met à l'ordre du jour d'un congrès trimestriel des sociétés rationalistes de l'agglomération, le 13 avril 1879 à Pepinster, la proposition « que les sociétés rationalistes établissent dans leur locaux des écoles où les enfants des membres qui sont mis à garder par des étrangers, reçoivent les soins des personnes rationalistes, pour leur enseigner nos principes, bien entendu avec rémunération »¹⁸⁶. En l'absence de la principale intéressée, les délégués invitent celle-ci à venir exposer son projet devant chaque groupe, avant qu'il ne soit rediscuté le trimestre suivant. Le 20 juillet 1879 à Dison, le congrès entame donc ses travaux par le projet d'organisation des écoles rationalistes. « Sur ce sujet

¹⁸⁴ Je reproduis ici textuellement la notice « Société de Bien et Mieux » du *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*.

¹⁸⁵ *Le Mirabeau*, 5 janvier 1879.

¹⁸⁶ *Idem*, 27 avril 1879.

la citoyenne Marie Mineur prend la parole et elle donne des détails attestant que ce moyen de propagande est un des plus avantageux que l'on saurait employer pour faire une propagande active, anti-religieuse. Sur cette question différents citoyens prennent la parole et il est décidé de chercher les moyens pour fonder une caisse fédérale et d'établir le denier des écoles rationalistes ». ¹⁸⁷

En mars suivant, c'est à Bruxelles au congrès annuel belge des sociétés rationalistes que Marie revient sur la proposition : « la citoyenne Marie Mineur, déléguée des Solidaires verviétois, revient sur son rapport fait à Verviers au VIIe congrès tenu le 1^{er} juin 1879 et dans lequel elle aurait établi qu'il ne suffit pas de critiquer les prêtres et leurs doctrines, mais qu'il est nécessaire aussi de donner à l'enfance une éducation morale, basée sur la saine raison et le progrès. Se livrant à la critique de l'éducation actuelle, spécialement en ce qui regarde les jeunes filles, elle termine en proposant de fonder des salles, où l'on recevrait les enfants en bas âge des rationalistes, dont les occupations ne permettent pas d'inculquer aux leurs les principes du rationalisme, devoirs qui incomberaient alors à quelques cœurs généreux. Cette proposition n'a soulevé aucune divergence d'opinion parmi les délégués et la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité : en attendant que le prêtre soit mis hors du budget, le congrès proteste contre la loi de juillet 1879, révisant celle de 1842, et qui autorise encore toujours le prêtre à aller dans les écoles pour y continuer à atrophier les jeunes intelligences » ¹⁸⁸.

Pour les militants présents (dont les anciens leaders bruxellois de l'Internationale, Désiré Brismée, César de Paepe ¹⁸⁹ ou encore Eugène Steens ¹⁹⁰), Marie Mineur n'est pas une inconnue. Lorsqu'en janvier 1880, un cercle de Châtelineau en Hainaut s'adresse aux rationalistes de la

¹⁸⁷ *Le Mirabeau*, 28 août 1879.

¹⁸⁸ Rapport cité dans Hubert WOUTERS, *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I' Internationale*, Louvain-Paris, 1971, p. 1497-1498.

¹⁸⁹ Né en 1841 et décédé en 1890, ce médecin, beau-fils de Brismée, fut la principale figure de la section belge de l'Internationale avant de figurer parmi les fondateurs du Parti Ouvrier.

¹⁹⁰ D'origine gantoise, né en 1825 et décédé en 1898, il fut parmi les deriniers militants bruxellois de l'Internationale.

capitale pour leur demander deux orateurs dont une femme, seuls deux noms sont évoqués, celui d'une demoiselle Dumont, sympathisante de la Ligue anarchiste bruxelloise, et « la citoyenne Mineur de Verviers ».¹⁹¹

Parallèlement à cet engagement pour la laïcité, Marie Mineur n'oublie pas pour autant son premier combat, celui de l'émancipation de la femme, et la dernière lettre qu'elle fera publier dans *Le Mirabeau*, en juin 1879, est encore pour obtenir du journal qu'il se consacre de temps en temps à cette question. Marie ne manque pas de souligner qu'hommes et femmes sont égaux en capacités, au moyen de quelques exemples de son temps : « est-ce que les facultés intellectuelles manquent à la femme ? Evidemment non, en littérature combien d'hommes ne s'estimeraient ils pas heureux s'ils pouvaient égaler Georges Sand¹⁹², Mme de Girardin¹⁹³, Emilie Carlen¹⁹⁴, dans les arts n'avons-nous pas Mlle Rosa Bonheur¹⁹⁵ et beaucoup d'autres dont je ne citerai pas le nom. Est-ce la fermeté, le courage qui lui manquent ? Véra Sassoulitch¹⁹⁶ a-t-elle manqué de courage, Mme Roland¹⁹⁷ a-t-elle tremblé devant l'échafaud ? »

Trois romancières (deux françaises et une suédoise), une artiste peintre reconnue, ouvertement homosexuelle au mépris des conventions de l'époque, l'étudiante nihiliste ayant tenté en 1878 d'assassiner le chef de la police russe, une révolutionnaire guillotinée en 1793, telles sont les belles figures féminines (et déjà féministes pour Georges Sand et Rosa Bonheur) qui se côtoient dans ces lignes de Marie Mineur, les dernières que nous ayons pu retrouver. Ensuite, la disparition du *Mirabeau* et le

¹⁹¹ H. WOUTERS, *op. cit.*, p. 1455 et 1459.

¹⁹² George Sand (1804 – 1876), pseudonyme d'Amandine Dupin, romancière française.

¹⁹³ Delphine de Girardin (1804 – 1855), femme de lettres et journaliste française.

¹⁹⁴ Emilie Carlen (1807 – 1892), romancière suédoise.

¹⁹⁵ Rosa Bonheur (1822 – 1899), peintre et sculptrice française à succès, fut aussi une figure des débuts du féminisme.

¹⁹⁶ Véra Zasulich (1849 – 1919), tenta d'assassiner en 1878 le chef de la police tsariste Féodor Trepov, marquant le début de la « propagande par le fait » des anarchistes russes. Elle milita longtemps en Suisse ensuite avant de regagner la Russie en 1905.

¹⁹⁷ Manon Roland (1754 – 1793) joua un rôle politique important dans la Révolution française avant d'être guillotinée.

caractère éphémère de tous les journaux socialistes verviétois qui lui succéderont changent hélas considérablement la donne.

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

LE MIRABEAU

10 CENTIMES
LE NUMÉRO.

ORGANE DES SECTIONS WALLONNES

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES

S'adresser pour tout ce qui concerne les réclamations et la rédaction au bureau, place du Martyr, cour Sauvage, 25, à Verviers.

ABONNEMENT, payable ANTICIPATIVEMENT
pour toute la Belgique, un an fr. 4-00
Idem, six mois fr. 2-00
Pour l'étranger, le port en sus.

On s'abonne et on peut se procurer des JOURNAUX à Verviers : chez Vve BRAGARD, rue de Dison, 136. LÉDENT, rue de la Halle, 8. DELCOUR, r. des Vieillards, 27. CONDE, rue St-Antoine, GRIGNARD, place du Marché, 3. R. PICTET, rue de Dison, 54. P. BRAGARD, rue St-Antoine; SAUVAGE, place du Martyr, 32 : au local de l'Internationale, place du Martyr, 24.

NOUS VOULONS EXERCER NOS DROITS.

En province : chez Laurent VERRUYEN, boulevard de la Porte de Hal, 34, Bruxelles; Paris, librairie, Grand-Place, Bruxelles; Charles PARVOOT, menuisier, Haine-St-Pierre, Jules GILLAS, débitant à La Bresse, Petit-Binche; J.-B. BULLAUX, débitant à Jolimont, Haine-St-Paul; H. PICARD, quai Nicolai 9, Papinster; Adrien MANCIEUX, à Bessonoireux, Manège; THYS, rue Haut-Vindré, 4, Dison; Section d'Enival; Gérard Lieutenant, rue de Rechain, 39, Dison; H. Vanderhulst, rue St-Sauveur, 38, Gand; Meuter, Thédula, rue de la Loi, place de la Fontaine, à la Louvière; Pain-Davoine, Victorien, à Godardville.

ON DEMANDE

de bons vendeurs pour le journal *le Mirabeau*. — S'adresser le mardi et vendredi au local, cour Sauvage, 23, place du Martyr, à 8 heures et demie du soir. — La remise est de 3 centimes par numéro.

AVIS.

Congrès extraordinaire, dimanche 10 septembre 1876, à 10 heures du matin, au local, cour Sauvage, N° 23, (place du Martyr.)

L'ordre du jour sera envoyé par écrit aux sections et corporations.

Fait en séance administrative du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre, du 22 août 1876.

Les sections et corporations sont priées d'envoyer des délégués pour le dit Congrès.

Pour le Conseil :
Le Secrétaire correspondant,
Louis GILBERT.

Le Congrès de la Fédération jurassienne.

Aux Fédérations régionales de l'Association internationale des Travailleurs.

Chers compagnons.

Les Fédérations espagnole, hollandaise, italienne et jurassienne se sont définitivement prononcées pour la tenue du Congrès général de 1876.

Le Congrès général précédent avait désigné la Suisse, comme pays où se pourrait ce Congrès, et ensuite d'une proposition formulée par la Fédération espagnole, l'ouverture du Congrès a été fixée au premier lundi d'octobre prochain.

Nous croyons devoir, chers compagnons, comme Fédération chargée d'organiser le Congrès, venir adresser un pressant appel à vous y faire représenter par une délégation aussi nombreuse que possible.

Le mouvement de réorganisation des forces ouvrières, la tendance à une union plus complète de toutes ces forces, s'accroît partout d'une manière remarquable, et donne au Congrès général de l'Association internationale des Travailleurs une importance nouvelle.

A vous, chers compagnons, de prendre des mesures immédiates pour assurer la bonne réussite de ce Congrès. Si nous y apportons tous notre concours actif et sérieux, ce sera une manifestation éclatante de la puissance du parti socialiste-révolutionnaire.

Répondez à notre appel, et venez en nombre affirmer la vitalité de l'Internationale. Vos délégués seront les bien-venus au sein de la Fédération jurassienne.

La ville où se tiendra le Congrès sera désignée ultérieurement.

Salut et solidarité.
Voté par le Congrès jurassien de la Chaux-de-Fond, dans sa séance du 7 août 1876.

Pour le Comité fédéral jurassien :

A. LETHIF, JAMES GUILLAUME.

S. A. MANIER.

Neuchâtel (Suisse), 15 août 1876.

Entre Socialistes.

5^{me} DIALOGUE.

La Propriété.

Nous avons flétri les religions déterminées, nous avons moralisé la famille, nous allons bien pour le moins détruire la propriété.

Al. Mais non, mon cher, nous allons simplement l'ANÉANTIR et la socialiser.

P. La propriété individuelle actuelle ne me paraît pas susceptible de l'universalisation encore moins de socialisation.

Al. As-tu déjà oublié ce que nous avons dit à propos de la famille. Que dans toute assemblée sociale, il y a un principe de constante nécessité et de constante justice et une foule de formes variables, souvent même contraires au principe. Quand donc je dis PROPRIÉTÉ sans adjectif, je parle du PRINCIPLE et non de la forme actuelle.

P. Quel est ce principe et quelles sont ces différentes formes.

Al. « La PROPRIÉTÉ est le droit et le pouvoir pour tout être humain de disposer librement (les charges sociales étant remplies) de la plus value donnée par son travail personnel au capital social. »

Les formes sont très-nombreuses, en voici quelques-unes :

1^{re} La PROPRIÉTÉ COMMUNAUTAIRE PRIMITIVE.

De documents respectables, et de sérieuses inductions historiques, il résulte que, dans les premiers temps des sociétés, la terre n'était pas appropriée, chacun en jouissait de droit, celui-ci pour la cueillette, celui-là pour la chasse, cet autre pour le pâturage et cet autre encore pour la culture de certains espaces, dans le but de les faire servir à la production des plantes les plus utiles à l'homme.

Mais avec la multiplication de l'espèce, il y eut bientôt des conflits; les forts tuèrent ou asservirent les faibles; les partisans de la cueillette durent être les premiers vaincus. Puis, selon toute apparence, les plus mauvais, les chasseurs, durent asservir les pasteurs et les agriculteurs. De ce nouvel état de choses vint :

2^{de} La PROPRIÉTÉ PATRIARCALE.

Un maître absolu des personnes, des bêtes et des choses tel était le patriarche. C'est probablement lui qui introduisit la polygamie dans le monde. Ce régime était un régime d'esclavage, probablement tempéré néanmoins par une certaine familiarité.

Cependant l'espèce humaine croissant toujours et n'étant guère sortie des plaines de l'Asie, il en résulta que les patriarchats se trouvèrent bientôt à l'étroit et se heurtèrent. Des conflits s'ensuivirent et les plus nombreux asservissant toujours les plus faibles, des contrées entières se trouvèrent appartenir à un seul patriarche vainqueur de ses rivaux; ce patriarche devenait alors un monarque et la contrée s'appelait l'Assyrie, l'Egypte, l'Arménie, l'Iran, le Touran, ou la Babylonie.

Nous voici dans la période de ce qu'on pourrait appeler :

3^{de} La PROPRIÉTÉ MONARCHIQUE.

Tout appartient au souverain, gens bêtes et terre, comme autrefois au « patriarche », avec cette aggravation : qu'entre le souverain et les sujets il n'y a aucune relation personnelle, celui-ci commande, exploite, torture selon son bon plaisir par l'intermédiaire des plus mauvais et des plus vils de ses sujets, qui pour plaire au maître et en recevoir des faveurs se font les bourreaux de leurs compagnons de servitude. La situation des masses est encore aggravée par ce fait, que sous le « patriarcat, on pouvait facilement se donner à un patriarche plus doux, tandis que sous la « monarchie » une telle tentative ne peut que conduire aux tortures.

C'est probablement la plus triste époque de l'histoire.

C'est d'ailleurs de cette époque que datent les premières révoltes d'opprimés.

P. Révoltes toujours noyées dans le sang évidemment ?

Al. Pas toujours paraît-il.

Mais contemporanément à ce fait historique il s'en place un autre, qui eut lieu surtout sur les plateaux de la haute Asie et en Egypte. Ici le monarque est tenu en laisse par les « prêtres » et les « militaires » et ce sont ceux-là, les premiers surtout, qui sont les propriétaires universels et c'est pour eux que s'étendent et souffrent les peuples, qu'ils ont fanatisés ou terrorisés. C'est ce qu'on pourrait appeler :

4^{de} La PROPRIÉTÉ THÉOCRATIQUE.

Régime de l'esclavage le plus absolu : l'âme et le corps tout est pris par le prêtre.

Bientôt, en Europe surtout, les « militaires » jaloux de leur liberté morale confisquée par le « prêtre » et de leur liberté d'action limitée par le « monarque », se révoltent, et, facilement victorieux, renversent les rois et subordonnent les prêtres. C'est alors le tour de :

5^{de} La « propriété oligarchique. »

La masse est toujours esclave, mais au-dessous des « militaires » ou « patriciens » se forment la classe plébéienne.

La propriété n'est plus aussi immobile; elle peut quelque fois changer de main, elle devient plus individuelle en un mot : Progrès.

Mais en même temps les dernières traces du « patriarcat ou « familialisme » oriental s'effacent. L'esclave n'est qu'une « chose » qu'on jette quand elle ne peut plus servir et le plébéien peut mourir de faim sans que le gouvernement patricien s'occupe de lui, autrement que pour en faire un instrument de guerre ou lui extorquer quelque chose sous forme d'impôt. L'« Etat romain » et surtout Sparte sont l'idéal du régime oligarchique.

CALENDRIER VERVIÉTOIS pour 1880

JANVIER	FEBVIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
1	1	1	1	1	1
2	2	2	2	2	2
3	3	3	3	3	3
4	4	4	4	4	4
5	5	5	5	5	5
6	6	6	6	6	6
7	7	7	7	7	7
8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9
10	10	10	10	10	10
11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19
20	20	20	20	20	20
21	21	21	21	21	21
22	22	22	22	22	22
23	23	23	23	23	23
24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25	25
26	26	26	26	26	26
27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28	28
29	29	29	29	29	29
30	30	30	30	30	30
31	31	31	31	31	31

CALENDRIER RÉPUBLICAIN

Le 1^{er} janvier 1880 correspond au 1^{er} jour de l'année républicaine.
Le 31 décembre 1880 correspond au 31^{er} jour de l'année républicaine.

MOIS RÉPUBLICAINS

Printemps : Germin, Floréal, Prairial. **Été :** Messidor, Thermidor, Fructidor.
Automne : Vendémiaire, Brumaire, Fumiv. **Hiver :** Nivôse, Pluviose, Frimaire.

Propriété des auteurs : G. Lefebvre

JULIET	AOUT	SEPTEMB	OCTOBE	NOVEMB	DECEMB
1	1	1	1	1	1
2	2	2	2	2	2
3	3	3	3	3	3
4	4	4	4	4	4
5	5	5	5	5	5
6	6	6	6	6	6
7	7	7	7	7	7
8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9
10	10	10	10	10	10
11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19
20	20	20	20	20	20
21	21	21	21	21	21
22	22	22	22	22	22
23	23	23	23	23	23
24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25	25
26	26	26	26	26	26
27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28	28
29	29	29	29	29	29
30	30	30	30	30	30
31	31	31	31	31	31

Un Prédicateur attristé par son sujet.

— Ah! mes amis... mes frères, ne jugez pas sur les apparences souvent trompeuses.
— He! Pierre, tu veux-tu ne pas faire croire que j'ai jeûné et absténence.

Un Prédicateur trop plein de son sujet.

HONNÊTE SOIT QUI MAL Y PENSE

— Heureusement qu'il n'y a plus de Francs-Ouvriers; ils sont si mauvaises langues; ils disent que j'ai trop bu!

Un Prédicateur trop exalté par son sujet.

UN SERMON A L'ETUDE

Sujet: Nécessité de la sobriété... quand vous n'avez plus rien à boire.

Le « calendrier républicain » diffusé en 1880 par des militants laïcs verviétois membres du Groupement révolutionnaire dénonçait ouvertement l'alcoolisme du curé de Saint-Antoine (collection de la Fondation Hardy à Dison).

AU SEIN DU PARTI OUVRIER

Les 5 et 6 avril 1885, au Cygne, à Bruxelles, lors du congrès qui donne naissance au Partir Ouvrier Belge, les cent douze délégués et les cinquante-neuf groupes rassemblés sont en écrasante majorité bruxellois et flamands. Seuls dix groupes proviennent de Wallonie et, parmi ceux-ci, quatre viennent de Verviers : un cercle politique, un syndicat de tisserands, un autre de métallurgistes et une boulangerie coopérative. C'est à la fois peu et beaucoup, car la présence verviétoise à ce Congrès devenu historique est relativement forte compte tenu du nombre total de Wallons présents à cette réunion.

Si des Verviétois sont parmi ceux qui jettent les bases d'un Parti Ouvrier qui s'étendra à l'ensemble du pays (au contraire d'un éphémère Parti Socialiste Belge fondé en 1879 par les seuls militants flamands et bruxellois qui en avaient assez d'attendre le ralliement des Wallons à l'action politique), on le doit au travail accompli depuis le début de la décennie par quelques anciens de l'Internationale au premier rang desquels Pierre Fluche et Joseph Maigray épaulés par de nouvelles figures.

Le P.O.B. lutte pour la première fois aux élections communales d'octobre 1887 dans plusieurs communes industrielles. A Dison, les trois candidats socialistes obtiennent 46 % des votes au premier tour

(alors que l'on est encore loin du suffrage universel) et, s'ils sont battus au second, c'est à cause des voix catholiques venues en appoint aux libéraux. A Ensival par contre, les socialistes ont fait des listes communes avec ces derniers et ils parviennent à faire élire deux des leurs au Conseil : Joseph Maigray et Jean Malempré¹⁹⁸ qui deviendra député en 1894. Ces deux tisserands sont d'anciens militants de l'Internationale dans laquelle les frères aînés du second, Hubert et Toussaint Malempré, ont joué un rôle de premier plan avant de rester fidèles, eux, aux idées et au groupuscule anarchiste verviétois.

Marie Mineur semble elle aussi avoir rejoint les rangs du POB, mais c'est sous le nom de son second époux qu'elle sera désormais signalée dans les rapports de police. Son premier mari, Jean-Joseph Bastin, était mort à l'âge de 57 ans le 6 avril 1882, à son domicile rue Xhavée. Les époux y avaient repris la vie en commun depuis deux ans.¹⁹⁹ Marie ne demeura pas veuve longtemps : le dix février 1883, celle qui est devenue blanchisseuse se remariait à l'âge de 51 ans avec un tisserand de neuf ans son cadet, le Lambermontois Jean-François dit François Maréchal, né à Wegnez le 26 octobre 1840. Un F. Maréchal avait été, de 1877 à 1878, l'expéditeur du *Mirabeau* : c'est le seul lien, tout à fait hypothétique et fort ténu, que nous pouvons lui supposer avec le milieu de l'Internationale. Le marié était lui-même veuf, depuis novembre 1879, et père d'un petit François né en octobre 1871. Ce dernier avait onze ans au moment où son père se remaria avec Marie Mineur²⁰⁰, qui dut donc endosser à un âge déjà avancé le rôle, toujours délicat, de mère de substitution.

¹⁹⁸ Des trois frères Hubert (1840 - ?), Toussaint (1848 - ?) et Jean (1859 - 1909) Malempré, le cadet mourra le premier. Il fut élu conseiller communal socialiste à Ensival avec Joseph Maigray dès octobre 1887 et devint député en 1894.

¹⁹⁹ D'après l'acte de décès de Jean-Joseph Bastin (du 6 avril 1882) et le registre de population de 1880 (volume 35, folios 120 et 235) aux Archives communales de Verviers.

²⁰⁰ D'après l'acte de mariage du 10 février 1883 aux Archives communales de Verviers et les registres de population (volume 19, folio 5649) et de décès (1925, acte n° 45) de la commune de Dison.

C'est donc, d'après les mouchards de la Sûreté publique²⁰¹, « Madame Maréchal » qui est le 18 novembre 1888 la troisième et dernière oratrice d'un meeting organisé par la coopérative La Ruche ouvrière. Celui-ci rassemble cinq à six cents personnes dans le local de La Ruche, qui occupe alors le café des Mille Colonnes rue du Collège, face à la rue Masson. En premier lieu, le socialiste hutois Michel Thonar²⁰² y prône l'adhésion aux coopératives et la propagande pour le suffrage universel. Marie Mineur, elle, invite les femmes présentes « d'œuvrer à préparer leurs maris » au soulèvement général qu'un autre orateur, l'ouvrier bijoutier Henri Wismans de Bruxelles, militant anarchiste en vue, a prédit pour l'an prochain. La tendance anarchiste a donc encore le loisir de s'exprimer, à l'époque, dans les meetings du POB verviétois (même si cela ne durera plus longtemps) et Marie reste toujours prompte à s'enflammer dans un discours révolutionnaire.

Quatre mois plus tard, le 18 mars 1889, c'est à la fois le centenaire de la Révolution et l'anniversaire de la Commune qui sont commémorés lors d'un autre meeting de La Ruche ouvrière, où parlent cinq orateurs dont trois militants du POB, Marie Mineur à nouveau et l'anarchiste Guillaume Davister⁹⁹. Ce dernier avait repris au milieu des années '80 le rôle militant et la librairie d'Emile Piette, qui s'était alors expatrié à Buenos Aires avec Gérard Gérombou où les deux hommes et leurs compagnes, dont la militante de la Section des Femmes de l'A.I.T. en 1874 F. Gérombou, avaient recréé un groupe anarchiste sur le modèle de l'Étincelle qu'ils animaient à Verviers.

Les deux frères d'Hubertine Ruwette, tout comme celle-ci, étaient eux aussi restés fidèles aux idées anarchistes. De 1878 à 1881, Olivier avait participé aux côtés de Piette et de Gérombou à la rédaction de leurs éphémères journaux révolutionnaires *Le Cri du Peuple* et *La Persévérance* et il assurait encore le secrétariat du cercle L'Étincelle en septembre 1881. Son frère Toussaint avait participé en décembre 1880 au congrès

²⁰¹ Archives de l'Etat à Liège : archives de la Sûreté publique, Première partie, carton XVI, dossier A, pièce 40.

²⁰² Né en 1843 et décédé en 1912, fut une des figures de proue du socialisme hutois.

révolutionnaire qui avait tenté, à Verviers, de reconstituer l'A.I.T. et on le retrouvait encore douze ans plus tard cités parmi les principaux militants anarchistes verviétois. Quant à Hubertine, elle fit de la propagande anarchiste à Bruxelles en mai '81 en compagnie de l'épouse de Gérombou. A en croire les archives de la police bruxelloise à l'époque, elle était alors depuis des années la maîtresse du militant blanquiste français Jean-Antoine Didier, mais des divergences de vues politiques entre les amants, ou la sincérité de leur convictions communes, les empêchaient de se marier.²⁰³ Didier, tisserand né à Lyon en 1855, avait vécu à Andrimont à partir de mai 1877 puis l'année suivante à Verviers et fréquenté l'Etincelle. En 1879, il gagnait Bruxelles où il milita dans les Cercles réunis organisés par son compatriote en exil Emmanuel Chauvière.²⁰⁴

Revenons à Marie, après avoir évoqué l'évolution de deux de ses compagnes des premiers combats. Toujours en 1889, le 26 novembre, c'est à La Populaire à Liège qu'elle apporte le soutien « du parti ouvrier et notamment des femmes de Verviers », devant sept à huit cents auditeurs, aux ouvrières de l'usine textile La Linière qui se sont mises en grève pour protester contre leurs conditions de travail particulièrement dégradantes. Comme tous les autres orateurs excepté Célestin Demblon²⁰⁵ pour le POB liégeois, elle exhorte les travailleuses à poursuivre leur mouvement mais c'est le discours d'une autre Verviétoise, « la femme Monseur », qui marque particulièrement la police.²⁰⁶

²⁰³ Archives de la police de Bruxelles aux Archives de l'Etat, carton 178 bis, 25 mai et 9 juin 1881 et 178 ter, 7 juin 1881 ainsi que Archives générales du Royaume, dossier 320 361 sur Zanardelli (lettre de H. Ruwette), cités dans la notice consacrée à Hubertine Ruwette sur le site web *Anarchisme in België*, rubrique *Geschiedenis van het Anarchisme in België*, partie *Biografieën*.

²⁰⁴ H. WOUTERS, *op. cit.*, p. 1743.

²⁰⁵ Né en 1859 et décédé en 1924, il fut un des premiers députés socialistes liégeois en 1894 et se rapprocha des communistes peu avant sa mort.

²⁰⁶ Archives de l'Etat à Liège: archives de la Sûreté publique, 1^{re} partie, carton XVII, dossier A, pièce 96, rapport du Commissaire de police au Gouverneur (27 novembre 1889).

Parallèlement à cette activité aux confins de l'action politique et syndicale, Marie Mineur poursuit son engagement dans le combat rationaliste. Les militantes du Cercle verviétois de la libre-pensée sont alors dix-huit, et elles constituent, avec quatre autres femmes, la quasi-totalité du modeste contingent féminin présent dans le cortège organisé à Liège le 10 novembre 1889 pour le centenaire de la Révolution, qui rassemble 1.212 manifestants dont vingt-deux femmes seulement !²⁰⁷

Marie Mineur et les militants rationalistes verviétois sont aussi à l'origine d'une des premières « fêtes de la Jeunesse » organisées en Wallonie : c'est en 1888 que la première édition de celle-ci a eu lieu à Verviers dans le local de La Ruche, et Marie a été la cheville ouvrière de l'organisation.²⁰⁸ L'année suivante, le correspondant du *Peuple* en relate la deuxième édition²⁰⁹ : « A 9/2 heures du matin, il y avait foule dans les salons de la *Ruche*, garnis de fleurs et de bouquets de genévrier. Et partout des draperies d'un rouge éclatant, qui variaient quelque peu la monotonie habituelle de la salle. »

« Une collation, consistant en gâteaux, œufs, vins, bonbons etc... fut servie aux enfants, et nous devons dire qu'elle fait honneur aux goûts culinaires des organisateurs ; cela vaut mieux aussi que le pain à cacheter qu'on délivre aux enfants dans les églises. Immédiatement après, un concert fut organisé, auquel tous les enfants prirent une part active. L'on y récita divers monologues, tels que *Les Commandements rationalistes*, *le Foin et le Blé*, *l'Enfant du Faubourg*, *le Sous des Ecoles* et *la Fête de la Jeunesse*. Ensuite, quelques chansons d'actualités auxquelles l'assemblée applaudit chaleureusement. »

²⁰⁷ Cfr. note 206, pièce 91, rapport du commissaire de police au Gouverneur (10 novembre 1889).

²⁰⁸ *Le Devoir*, numéro du 25 mai 1897. Le *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique* écrit : « il semble que les premières fêtes de la jeunesse se déroulèrent à Liège où la libre pensée était clairement une émanation de la franc maçonnerie ». Il faudrait donc ajouter Verviers, à cette même date, et noter que dans la cité lainière ces premières fêtes laïques naquirent en milieu ouvrier et non maçonnique.

²⁰⁹ *Le Peuple*, 2 juin 1889 (communiqué par Arlette Musick).

« Michel Thonar monta ensuite à la tribune, et, dans un langage énergique, fit le procès des gouvernements réactionnaires et engagea le peuple à s'affranchir des préjugés que les religions ont pour but de répandre. En terminant, notre ami fit appel aux ouvriers, afin qu'ils travaillent à leur émancipation par l'adhésion en masse à nos idées. De vigoureux bravos saluèrent la péroraison de l'orateur hutois. Au moment où il voulut descendre de la tribune, notre Harmonie joua la *Marseillaise* et en même temps il lui fut remis un superbe bouquet de la part des citoyennes de Verviers. »

« Une couronne fut donnée à Marie Mineur (Mme Maréchal) de la part de la *Ruche ouvrière*. Il n'était que juste de remercier publiquement, au nom des socialistes de Verviers, la dévouée citoyenne qui, depuis plus de 30 ans, travaille pour le triomphe des idées d'émancipation. Les citoyennes Monseur, Wasson et Gérard reçurent chacune un superbe bouquet, comme témoignage de reconnaissance pour l'œuvre qu'elles ont accomplie. »

« Plus de 30 ans »... Quand on aime on ne compte pas, ou pas bien, mais c'est dire que Marie Mineur semble en quelque sorte déjà devenue à ce moment, et à 59 ans, une figure quasi légendaire chez les militants socialistes verviétois. A la fin du siècle, c'est toujours elle qui reste l'organisatrice principale de la fête de la Jeunesse qui se tient désormais dans la vaste Maison du Peuple de la rue du Gymnase, le premier bâtiment édifié spécifiquement en tant que tel, en 1894, avant les constructions fameuses de Bruxelles en 1899 et de Gand en 1900. Un éphémère journal socialiste local relate l'édition de 1897 de la manifestation²¹⁰, en rendant à nouveau hommage à Marie Mineur : « La fête annuelle organisée par le Club Rationaliste de Verviers à la Maison du Peuple a très bien réussi. Un grand nombre de femmes et d'enfants y assistaient en grande toilette, ce qui constituait un auditoire du plus bel aspect ».

²¹⁰ *Le Devoir*, numéro du 29 mai 1897.

« Vingt enfants des deux sexes participaient à la Pâque Socialiste. Une collation leur a été offerte sur la scène, et ces jeunes figures reflétaient le plus grand plaisir. Le comité avait bien fait les choses et le service était assuré par plusieurs compagnes rationalistes que tous nous connaissons et estimons. Pendant le repas, notre dévoué camarade Hamel, le pianiste bien connu, nous a joué d'allègres morceaux, récréants petits et grands. »

« Des chansons, des récits débités par les enfants, des chœurs enlevés haut la main, alternaient avec des discours et déclamations infantiles. A certain moment, un gamin haut comme une botte a rempli de ses exercices sur la caisse roulante la salle des fêtes cependant si vaste. »

« Puis notre camarade Angenot²¹¹, remplaçant au dernier moment Thonnar indisposé, a été présenté par la citoyenne Maréchal à l'assemblée. Cette dévouée compagne que nous trouvons toujours sur la brèche, partout où il faut de l'activité et du bon sens, a fait un appel vibrant aux femmes, leur demandant d'entrer dans les rangs rationalistes. »

« Angenot, après un préambule sur le progrès des idées rationalistes, a procédé à la distribution des diplômes, lisant à chaque diplômé un article du petit code de morale laïque qui est inscrit, et le commentant aux applaudissements de l'auditoire. Il a fini en souhaitant que l'année prochaine la salle des fêtes soit trop petite pour contenir la masse des partisans du rationalisme. L'Harmonie des Travailleurs, dont l'éloge n'est plus à faire, a clos cette belle fête en exécutant quelques-uns de ses plus jolis morceaux. »

Un mois plus tôt, le journal avait encore souligné la présence de « la dévouée citoyenne Marie Maréchal et d'une dizaine de femmes rationalistes » parmi les cent vingt participants au banquet organisé, toujours à la Maison du Peuple, pour le vingtième anniversaire du cercle

²¹¹ Henri Angenot (1861 – 1943) fut conseiller communal socialiste de 1895 à 1904, date de sa désignation comme bibliothécaire communal.

« l'Athéisme » dont tous les membres étaient alors affiliés au POB.²¹² Ce ne fut plus le cas après la Grande Guerre, puisqu'un des premiers congrès du POB au lendemain de 14 – 18 devait décider que les groupes purement philosophiques ne pourraient plus désormais être affiliés en tant que tels au Parti Ouvrier.

Jusqu'en 1899, la fête de la jeunesse fut organisée par le cercle « L'Athéisme » ou le Club rationaliste selon un rituel immuable occupant une large partie du dimanche de Pentecôte dès 9 heures du matin : accueil et collation pour les enfants, récitals de chants, petites pièces de théâtre, conférence par un orateur local ou extérieur, remise des diplômes aux enfants, concert encore puis fête enfantine²¹³.

La fête de la Jeunesse continua à être organisée par le Club rationaliste de Verviers ou la Fédération des libre-penseurs de la Vallée de la Vesdre au début du XX^e siècle dans les locaux de la Maison du Peuple²¹⁴, mais ni le quotidien neutre *Le Jour* (paraissant à partir de 1894) ni son concurrent syndicaliste *Le Travail* (quotidien à partir de 1906 et veillant à observer une certaine neutralité philosophique) n'évoquèrent encore le déroulement de celle-ci, pas plus d'ailleurs qu'un éphémère mensuel socialiste, *Le Réveil*, entre 1909 et 1911²¹⁵.

La manifestation fut déplacée dans l'après-midi à partir de 1903, en continuant à alterner chansons, conférence et récréation, mais les organisateurs commencèrent à éprouver quelques difficultés à la mettre en place, puisqu'il leur fallut faire une mise au point en mai 1906 dans leur appel aux libres-penseurs : « notez qu'il ne s'agit aucunement ici de plagiat des religions. Toujours les humains ont entouré de soins affectueux ceux qui vont faire leur entrée dans la vie réelle. A cet âge où l'enfant devient homme, les principes qu'il reçoit doivent être ceux de la

²¹² *Le Devoir*, numéro du 17 avril 1897.

²¹³ Archives de la Fédération socialiste verviétoise conservées à l'Institut Liégeois d'Histoire Sociale, pièces 429, 430, 843 et 1142.

²¹⁴ Idem, pièces 1608, 1703, 1819, 2035 et 2158.

²¹⁵ Sondages dans les mois de mai du *Jour* (1895 à 1897, 1901, 1905, 1912 et 1914) et du *Travail* (1906 à 1908).

Vérité et de la Justice que les Rationalistes peuvent seuls lui faire connaître. Nous espérons donc que l'époque de dénigrement de notre Fête est passée et que tous nous travaillerons à sa réussite : c'est une fête humaine et non une fête religieuse »²¹⁶. En fait, les associations de libres penseurs, que le Parti Ouvrier soutient désormais avec réticence déjà par électoralisme, sont alors en perte de vitesse partout dans le pays et l'engagement actif du vieux Eugène Hins à leur tête n'y changera rien²¹⁷.

Une autre manifestation laïque initiée bien longtemps auparavant par Marie Mineur avait également été ranimée à la fin du siècle : à l'instar de la fête qu'elle avait organisée en décembre 1878 pour les enfants des militants ouvriers, le cercle « Les Amis réunis » mit sur pied un *Noël rouge* pour les enfants du Parti Ouvrier le 25 décembre 1893, qui connut au moins cinq éditions mais peut-être pas davantage²¹⁸.

Tout comme les cercles rationalistes, les organisations féminines semblent décliner voir disparaître au sein des structures du Parti Ouvrier verviétois au début du XX^e siècle. Ainsi, à l'instar des photos des manifestations des 1^{er} mai 1892 à Verviers et 1907 à Dison qui ne montraient déjà aucune femme, le compte rendu du cortège du 1^{er} Mai 1910 dans *Le Réveil* permet de constater qu'il n'existait plus de groupe de femmes socialistes à ce moment puisqu'on annonçait sa prochaine reconstitution²¹⁹, ni de « Mutualité des femmes » ou de « section des femmes » de la coopérative, deux structures que l'on retrouvait encore à la Ruche ouvrière quinze ans plus tôt.²²⁰

En 1910, Marie Mineur approchait de son quatre-vingtième anniversaire : militait-elle encore à son âge ? En tout cas, elle avait pu vivre, au début du siècle, l'abandon par le POB, en 1901, de sa revendication de l'égalité politique pure et simple entre hommes et

²¹⁶ Archives de la Fédération verviétoise du POB à l'ILHS à Liège, pièce 2035.

²¹⁷ Mar MAYNE, *op. cit.*, p. 235.

²¹⁸ Archives de la Fédération verviétoise du POB à l'ILHS à Liège, pièce 994, décembre 1898.

²¹⁹ *Le Réveil*, n° spécial du 1^{er} mai 1910 et n° du 2 janvier 1910.

²²⁰ Archives de la Fédération verviétoise du POB à l'ILHS à Liège, pièces 264 et 296.

femmes. Comme l'a bien exposé Marcel Liebman²²¹, « ce lâchage fut le produit d'un concours de facteurs où l'opportunisme tient une place importante et, une fois encore, le désir d'obtenir des résultats immédiats même s'il faut sacrifier des principes et la perspective de conquêtes à long terme. » En l'occurrence, ce sont les libéraux progressistes qui avaient exigé et obtenu du POB, en violation pure et simple d'un point important du programme socialiste, l'abandon par celui-ci de sa revendication en faveur du droit des femmes au suffrage universel. Le vote féminin n'est plus réclamé, désormais, que pour les élections communales et provinciales !

Mais le malaise était plus profond. « Dans les souvenirs qu'elle a confiés à la fin de sa vie, rappelait Marcel Liebman, Isabelle Blume évoque les réflexes sexistes de ces hommes que le socialisme – en principe – doit conduire au féminisme mais dont les épouses témoignent de la distance qui, en cette matière comme en tant d'autres, sépare l'idée proclamée du vécu plus ou moins conscient. Il y a la place des femmes socialistes au sein du Parti et celle des épouses de militants dans le foyer. L'une et l'autre sont une longue série de frustrations »²²². Cela fut-il aussi le cas pour Marie ?

A quoi songeait-elle peut-être, cette militante laïque si énergique, quand elle recevait son bouquet annuel lors de la fête de la Jeunesse mais qu'elle ne voyait se succéder que des hommes à la tête du cercle rationaliste, de Florent Debatisse en 1876 à Gaspard Drèze en 1896 en passant par Jean Hensenne en 1880 ? Qu'avait-elle pu penser, elle qui avait fondé et maintenu à flots durant toutes les années 1870 une section de militantes de l'Internationale, devant ce conseil fédéral verviétois de l'A.I.T. exclusivement masculin, puis face aux instances dirigeantes du POB verviétois puis de la Fédération syndicale elles aussi fermées aux femmes ?

²²¹ Marcel LIEBMAN, *Les socialistes belges, 1885 – 1914*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1979, p. 229.

²²² Marcel LIEBMAN, *op. cit.*, p. 230.

Eprouva-t-elle de l'amertume en lisant dans *Le Réveil*, sous la plume anonyme d'un militant socialiste, un article intitulé *Emancipons nos femmes* invitant – quarante ans après ses propres appels en ce sens – à arracher ces dernières « des griffes du prêtre » après avoir constaté « dans le domaine de la science et du libre examen, l'état d'infériorité de la femme : l'homme est instruit, la femme est ignorante ; l'homme est libre-penseur, la femme est dévote ». Et ainsi de suite, deux longues colonnes niant implicitement la capacité des femmes à s'émanciper elles-mêmes et, même, les infantilisant. Qu'on en juge :

« Emancipons nos femmes, compagnons. Comment ? Par le journal socialiste. Elles ne le liront qu'imparfaitement ? Possible ; en ce cas, lisons-le nous-mêmes à haute voix. Ah ! Sans doute, ce n'est pas à une œuvre d'une heure, d'un jour, d'une semaine que je vous convie de vous dévouer ; c'est peut-être à une œuvre de toute une vie. Mais qu'importe ! Attachons-nous y résolument, patiemment. Emancipons nos femmes en les faisant participer à toutes nos joies, à nos discussions, à nos luttes. Et par la douceur, la persuasion, le raisonnement, le bon exemple de nos actes toujours réfléchis, démontrons-leur la supériorité de nos doctrines qu'inspirent la bonté, la justice et la vraie morale. »²²³

Qui sait si, en lisant peut-être ces lignes généreusement maladroites et involontairement blessantes dans le journal de la Fédération socialiste verviétoise, la vieille féministe n'a pas pleuré de rage ou de dépit en songeant à ses quatre décennies de combats et au rocher de Sisyphe ?

²²³ *Le Réveil*, 5 décembre 1909, p.1.



SOUVENIR
de la FÊTE de la JEUNESSE
de
Lambertine GÉRARD
A LA MAISON DU PEUPLE
Verviers le 14 Mai 1896.

Fédération des Libres-Penseurs

DE LA Vallée DE LA VESDRE

F V I P O B

FÊTE RATIONALISTE

offerte aux Enfants

le **DIMANCHE 7 JUIN 1903**, à 3 heures de l'après-midi

au local, MAISON DU PEUPLE, Rue du Gymnase, Verviers

agrémentée d'une Tombola gratuite

Carte d'Entrée : 20 Centimes. = N° **998**

VERVIERS. — IMP. COOP. LA PRESSE OUVRIÈRE, RUE DE LA MONTAGNE, 24.

LES DERNIERES ANNEES ET L'OUBLI

Au début du XX^e siècle, François Maréchal et son épouse avaient vécu, en dehors des vieilles artères des quartiers ouvriers du bord de Vesdre, sur les hauteurs entre Verviers et Heusy, au n° 4 de la rue de la Paix (aujourd'hui rue Jules Spinhayer). En mai 1907, à 67 et 76 ans respectivement, ils étaient revenus dans le centre ancien populaire, au n° 79 de la rue Neuve, aujourd'hui rue Jules Cerexhe. D'après le registre de population, ils bénéficiaient alors l'un et l'autre d'une pension de vieillesse, mais il faut rappeler ici avec Florence et Michel Loriaux²²⁴ qu'au début du XX^e siècle, « seule existait la pension volontaire et à la veille de la première guerre mondiale, à peine 80.000 Belges s'étaient assurés en vue de la vieillesse, souvent pour des montants assez dérisoires très en dessous de leurs besoins réels de subsistance », les trois quart pour moins de 12 francs...par an !

²²⁴ Florence et Michel LORIAUX, « Le financement des pensions ; leçon de l'histoire et réflexions pour l'avenir » (www.carhop.be).

Marie Mineur et son époux allaient demeurer durant quinze ans rue Neuve jusqu'à ce qu'ils quittent Verviers en juin 1922 pour un minuscule hameau de Thimister juste au nord de Dison, Houlteau²²⁵, où ils rejoignirent au n° 460 (devenu le n° 29 de la route de Mont²²⁶) le fils de Jean-François, François Pierre Maréchal, et son épouse. Ce dernier, alors âgé de 51 ans, était fileur et s'était marié en 1912 à Tourcoing (en France) avec une Flamande originaire de Becelaere. Le couple avait quitté Herstal dans la banlieue liégeoise en 1921 pour se réinstaller en région verviétoise, à Dison d'abord (dans le village de Mont) puis à Houlteau en janvier 1922. C'est là qu'ils accueillent le père, alors âgé de 82 ans, et son épouse²²⁷.

Marie Mineur avait donc presque atteint l'âge vénérable de 91 ans quand elle s'installa ainsi à la campagne, mais ce ne fut que pour deux ans. Elle mourut le vendredi 18 mai 1923 à dix heures, trois mois après Eugène Hins à Bruxelles et cinq mois avant Frédéric-Joseph Thiry, le fondateur de l'A.I.T. à Verviers. Mais contrairement au premier et comme le second, Marie était alors totalement tombée dans l'oubli : le quotidien syndical et socialiste régional *Le Travail* ne consacra pas une ligne à sa disparition, ses funérailles civiles le dimanche 20 mai se déroulèrent dans une totale discrétion, et personne ne songea à rendre hommage à sa mémoire lors de la réunion des coopératrices socialistes de l'arrondissement qui avait lieu à la Maison du Peuple le même jour. Le 11 juin suivant, Berthe Labille²²⁸ faisait le point dans *Le Travail* sur la création de sections mutuellistes féminines et de Guildes de

²²⁵ Archives communales de Verviers, Registre de la population. Renseignement communiqué par Jean-François Potelle, Archiviste communal.

²²⁶ Renseignements et actes de domicile et de décès communiqués par M. Schoonbroodt, et identification du lieu communiqué par Mme Christine Schmitz, tous deux de l'Administration communale de Thimister.

²²⁷ Renseignement communiqué par M. Pierre Meunier, en charge des archives de Dison, d'après les registres de population (1921/1930, volume 19, folio 5649) et de décès (1925).

²²⁸ Berthe Labille (Verviers 1905 – Grâce-Hollogne 2001), épouse de Hector Masson, militante socialiste dès le début des années '20, coauteur en 1932 d'une brochure féministe (*Le catéchisme des femmes*), proche de Isabelle Blume. Notice dans le *Dictionnaire des femmes belges du XIX^e et XX^e siècle* (sous la direction d'Eliaene Gubin).

coopératrices dans la région sans avoir entendu parler du décès (et peut-être même de l'existence) de Marie Mineur, dont elle ne disait mot²²⁹. La revue rationaliste fondée par Eugène Hins en 1905, *La Pensée*, n'évoquera pas davantage la mort de celle qui avait été une pionnière de la libre-pensée en milieu ouvrier à Verviers²³⁰.

Lorsqu'en 1960, à l'occasion du 75^e anniversaire du POB, la Fédération socialiste verviétoise publie une brochure historique, Fernande Heymann-Coulon²³¹ y évoque Verviers en tant que berceau des Guildes de Coopératrices en Belgique au lendemain du premier conflit mondial (avec la création d'une première Guilde en février 1923), mais ne dit rien du combat des premières militantes avant 1914, pas plus que la députée Germaine Copée-Gerbinet²³² dans sa contribution sur l'action des Femmes prévoyantes socialistes²³³. La première rappelle seulement le nom de Marguerite Steenhuse, auquel il faut accoler celui de Marie Lieutenant : respectivement noueuse et retordeuse dans des usines textiles de la place et militantes syndicale dès avant 1914, elles créèrent la Ligue des femmes socialistes de Verviers à l'armistice et furent les premières élues au Conseil communal, Marguerite en 1921 et Marie cinq ans plus tard²³⁴. Aucun autre texte de la brochure anniversaire éditée par

²²⁹ *Le Travail*, 19 et 24 mai, 13 juin 1923. L'époux de Marie Mineur, François Maréchal, retourna vivre à Mont-Dison avec son fils et sa belle-fille en 1924, et y mourut en mars 1925.

²³⁰ Renseignement communiqué par Mme Anne Cugnon, chargée de missions au Centre d'action laïque, après un dépouillement de la collection (incomplète) de *La Pensée* pour les années 1919 à 1933.

²³¹ Fernande Coulon (1901 – 1981), originaire de Fayt-lez-Manage, milita dans le mouvement coopératif de la région du Centre jusqu'à son mariage avec Jules-Emile Heymann et son installation à Verviers, où elle poursuivit ses activités. Notice dans le *Dictionnaire des femmes belges du XIX^e et XX^e siècle* (sous la direction d'Éliane Gubin).

²³² Germaine Copée-Gerbinet (Flémalle 1909 – Verviers 1983), Ensivaloise, militante socialiste, fut la première élue de l'arrondissement de Verviers à la Chambre en 1950 et resta en tête de la liste socialiste durant quinze ans. En 1971, elle fut la première femme à accéder au poste de vice-présidente de la Chambre, où elle siégea jusqu'en 1974.

²³³ *Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers (Esquisse d'une histoire)*, Verviers, Le Travail, 1960, p. 61 et 77.

²³⁴ Portraits dans HELLE (pseudo de Emile LAURENT), *Silhouettes et profils verviétois*, Verviers, Le Travail, ca. 1935, p. 205. Marguerite Steenhuse (1887 – 1959) siégea au conseil communal de Verviers jusqu'à sa mort.

le PSB, même celui qui retrace en une vingtaine de pages l'évolution du mouvement ouvrier verviétois avant 1914, ne cite Marie Mineur ou la Section des Femmes de l'Internationale.

Ce n'est qu'en 1968 que l'une et l'autre réapparaissent, sous la plume de l'historien gantois Jan Dhondt dans sa contribution (*Les femmes et la Ire Internationale*) aux mélanges offerts au professeur Guillaume Jacquemyns de l'ULB. Ayant repéré la présence de Marie et d'Hubertine Ruwette au congrès de la section belge de l'A.I.T. à Verviers en avril 1873 et la prise de parole de Léonie Andrès, de Montignies-sur-Sambre, à celui de juin 1870 à Bruxelles, il écrit : « Marie Mineur, Albertine (sic) Ruwette, Léonie Andrès, minuscule avant-garde, qu'êtes-vous devenues ? » Un appel évidemment confidentiel qui restera sans écho, une ligne dans un austère volume universitaire de près de 700 pages²³⁵, jusqu'à ce que trois ans plus tard, alors qu'un historien suisse vient d'évoquer à son tour Marie Mineur dans un recueil de documents²³⁶, le nom de celle-ci rebondisse en Hainaut.

Jeanne Vercheval-Vervoort a 31 ans lorsqu'elle crée en 1970 à La Louvière un groupe féministe qui se choisit pour nom, à l'instar des Dolle Mina en Hollande et en Flandre (surnom de Wilhemina Drucker, 1847 – 1925), celui d'une militante ouvrière. Elle raconte²³⁷ : « Chantal (De Smet), invitée par Jacqueline Saroléa, qui dans le cadre du magazine F (une émission de la RTBF Liège) envisage un débat sur les perspectives du nouveau mouvement féministe, me dit avoir insisté pour que je sois présente. Ce ne doit pas être difficile, pense-t-elle, de créer un groupe à La Louvière... ! Une Dolle Mina, qui prépare un mémoire sur le sujet, a découvert l'existence de *Marie Mineur, une ouvrière wallonne du 19^{ème} qui faisait partie de la Première Internationale et s'investissait dans la lutte*

²³⁵ Jan DHONDT, *op.cit.*, p. 243.

²³⁶ Jacques FREYMOND, *op. cit.*, 1971, p. 505.

²³⁷ Jeanne VERCHEVAL-VERVOORT, *Actions féministes en milieu ouvrier. Des Dolle Mina aux Marie Mineur, 1970 – 1977*, texte rédigé dans le cadre de la rencontre organisée par l'Université des Femmes autour de la diversité des féminismes, aimablement transmis par Mme Vercheval en mars 2009.

contre le travail des enfants dans les mines. On retrouve sa trace dans tout le bassin minier. Marie, un nom qui personnifie la Femme, et Mineur un adjectif qui symbolise l'état de dépendance des femmes et fait référencée au métier de mineur qui était le sien ! Bien plus tard, nous apprendrons que Marie Mineur ne travaillait pas dans la mine, mais bien dans le textile, à Verviers ».

Peu importe alors ce détail biographique. Lorsque les Marie Mineur écrivent que cette dernière « fut une des grandes figures féminines du mouvement ouvrier du XIX^e siècle »²³⁸, elles ne se trompent pas ! Et, surtout, la vraie Marie Mineur se serait largement retrouvée dans les diverses actions de celles qui arboraient son nom entre 1970 et 1977 en Hainaut principalement. D'autres, journalistes, militantes ou historiennes, de Marie Denis en 1992 à Claudine Marissal et Eliane Gubin vingt ans plus tard²³⁹, ont déjà retracé l'histoire du groupe féministe et de sa fondatrice qui popularisèrent le nom de Marie Mineur près d'un demi-siècle après le décès de celle-ci.

« De tous les groupes néoféministes des années 1970, les Marie Mineur se distinguent par l'origine sociale de leurs militantes et par leur implantation en milieu ouvrier », soulignaient voici peu Claudine Marissal et Eliane Gubin, qui analysent ainsi l'action du groupe louviérois²⁴⁰ : « les Marie Mineur développent une dynamique propre, distincte des actions des autres groupes féministes, qui risqueraient de rester largement incomprises dans des milieux populaires. Elles s'implantent d'autant plus facilement dans leur région qu'elles sont en phase avec leur terrain de militance. Partisanes de conditions de travail strictement identiques pour les deux sexes, les Marie Mineur mettent en

²³⁸ « Marie Mineur ». *Mouvement de libération de la femme*, publication ronéotypée, 1971, p. 1, document également transmis par Mme Vercheval.

²³⁹ Marie DENIS et Suzanne VAN ROKEGHEM, *Le féminisme est dans la rue (Belgique, 1970 – 1975)*, Bruxelles, collection Pol-His, 1992 ; Suzanne VAN ROKEGHEM, Jeanne VERCHEVAL - VERVOORT et Jacqueline AUBENAS, *Des femmes dans l'Histoire en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Luc Pire, 2006 ; Claudine MARISSAL et Eliane GUBIN, *Jeanne Vercheval : un engagement social et féministe*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, 2011.

²⁴⁰ Claude MARISSAL et Eliane GUBIN, *op. cit.*, extraits des pages 141 à 161.

exergue les discriminations spécifiques qui frappent les femmes. Dépassant le cadre professionnel, elles profitent aussi des contestations ouvrières pour remettre en cause les inégalités sexuées dans l'ensemble de la vie sociale. Au cours des années 1970, les Marie Mineur jouent un rôle d'aiguillon pour inciter les syndicats à prendre en compte les combats des travailleuses car dans des conflits sociaux, les travailleuses sont souvent confrontées à des délégués syndicaux dédaigneux, voire hostiles, peu intéressés à soutenir leurs revendications. Inlassablement, les Marie Mineur interpellent le monde syndical. Elles dénoncent la faible représentation féminine dans les structures syndicales, l'absence de femmes dans les négociations sociales, même dans les secteurs où les travailleuses sont majoritaires ». Les auteures concluent que « Jeanne Vercheval et ses amies apparaissent comme de véritables passeuses d'idées dans différents milieux sociaux, jouant aussi un rôle de médiatrices féministes entre les ouvrières et les intellectuelles ».

Durant une dizaine d'années, le nom de Marie Mineur est ainsi popularisé à l'occasion de tous les combats féministes en Wallonie. Les initiales de la militante verviétoise, qui signait de celles-ci certaines de ses contributions au *Mirabeau* dans les années 1870, réapparaissent à un siècle de distance sur les murs d'usines en Hainaut sous le slogan « A travail égal, salaire égal » - et son portrait hypothétique, jeune et poing levé, illustre l'affiche rouge de ce mouvement de libération des femmes particulièrement dynamique et frondeur²⁴¹.

La seconde vie de Marie Mineur rejoignit donc à bien des égards celle de la militante verviétoise de l'Internationale, en distillant les revendications féministes en milieu ouvrier. Si les Marie Mineur du XX^e siècle ont eu leurs historiennes, j'espère que les éléments biographiques que j'ai pu réunir et ordonnancer permettront demain d'ajouter une notice sur la Marie Mineur du XIX^e dans une nouvelle édition du *Dictionnaire des femmes belges* aux côtés des socialistes verviétoises Germaine Copée et Berthe Labille ; de même pourrait-elle prendre place dans une nouvelle

²⁴¹ C. MARISSAL et E. GUBIN, *op.cit.*, illustrations 13 et 15 pages 48 et 53.

mouture du *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique* à l'instar de la Verviétoise Octavie Masson²⁴², de Karl Grün²⁴³ et de Paul Heusy²⁴⁴ ; et bien sûr Marie Mineur et Hubertine Ruwette pourront accompagner dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique* une autre grande figure verviétoise du combat syndical et féministe décédée en 2008 à Pepinster: Charlotte Hauglustaine, la présidente du comité de grève des « femmes-machines » de la FN de Herstal en 1966, digne héritière des premières à un siècle de distance, avait fait ses premières armes, comme ses parents, dans les syndicats des usines textiles verviétoises.

²⁴² Née en 1820 et décédée en 1875, elle réorganisa les écoles gardiennes communales de Verviers et fut l'initiatrice de la méthode d'enseignement Froebel en Belgique.

²⁴³ Fils d'un penseur socialiste allemand homonyme, Grün (1843 – 1890), libéral progressiste, fut un promoteur des sociétés d'éducation populaires libérales à Verviers.

²⁴⁴ De son vrai nom Alfred Guinotte, Paul Heusy (1834 – 1910), romancier verviétois installé à Paris dès 1876, fut un collaborateur du *Radical*, émanation du Grand Orient de France.



Affiche des « Marie Mineur » dans les années 1970
(collection Jeanne Vercheval)

Postface

Le 29 novembre 2012, un an après l'achèvement de ce travail alors encore inédit, celui-ci s'est vu distinguer par l'octroi du premier « Prix Prince Alexandre de Belgique », institué par la princesse Léa en souvenir de son époux, le demi-frère du roi Albert II, grand amateur de littérature décédé trois ans plus tôt. Le prix devait être remis tous les deux ans et couronner un ouvrage en français et un en néerlandais correspondant pour chaque édition à un thème choisi en fonction des goûts littéraires mais aussi scientifiques du prince défunt.

« Quand un prix princier honore une pionnière wallonne du féminisme », commenta Christian Laporte dans *La Libre Belgique* en saluant le choix « original et décoiffant » du jury présidé par le professeur Christian de Duve. Un choix qui fut prolongé par celui de l'éditeur Hervé Gérard, alors président de la Foire du Livre et directeur des éditions « Avant-Propos » à Waterloo, qui décida de publier l'ouvrage, ce qui lui valut une deuxième fois les honneurs de la presse lors de sa sortie fin 2013.

LITTERATURE

«Marie Mineur, Marie rebelle»

Freddy Joris, historien de formation né à Verviers en 1955, et aujourd'hui à la tête de l'Institut du Patrimoine wallon, est auteur ou coauteur d'une dizaine d'ouvrages consacrés à l'histoire politique, sociale et architecturale verviétoise, dont plusieurs relatifs au mouvement ouvrier du XIX^e siècle. En septembre 2012, il a été élevé au rang d'Officier du Mérite wallon pour «son action historique et patrimoniale». Son nouveau livre, qui vient de paraître aux éditions «Avant-Propos» à Bruxelles, est la biographie d'une ouvrière verviétoise qui fut une

pionnière du féminisme belge. Le manuscrit de l'ouvrage avait obtenu le premier «Prix littéraire Prince Alexandre de Belgique» l'an dernier.

Née à Verviers en 1831 deux mois après l'avènement de Léopold I^{er}, Marie Mineur, ouvrière textile, est parmi les fondatrices et animatrices d'une des rares sections de femmes de la Première Internationale ouvrière, en 1872. A ce titre, elle prend la parole à de nombreuses reprises non seulement dans l'agglomération verviétoise mais aussi dans la région de Liège et en Hainaut en faveur de l'émancipation féminine. De la fin des années 1870 à la fin du siècle, elle milite ensuite dans les cercles de libre pensée et elle organise, notamment, les premières fêtes laïques de la jeunesse en Wallonie.

Marie Mineur meurt dans l'oubli à l'âge de 92 ans, en 1923, mais des féministes de La Louvière se réapproprièrent son nom un demi-siècle plus tard, sans connaître les détails de sa vie militante. Les voici pour la première fois, dans un récit qui fait revivre la période la plus héroïque du mouvement ouvrier belge en

évoquant, parmi d'autres, les belles figures du Bruxellois Eugène Hins et de la Communarde Mina Puccinelli ou encore le mystérieux indicateur de la police parisienne qui signait «N° 1» et surveillait attentivement les faits et gestes des militants ouvriers verviétois.

VES2/13/EG



Articles de presse parus en décembre 2013 (parmi d'autres) respectivement dans les journaux du groupe Sudpresse et dans *Paris Match Belgique*.

20 Quinzaine - 26/12/2013



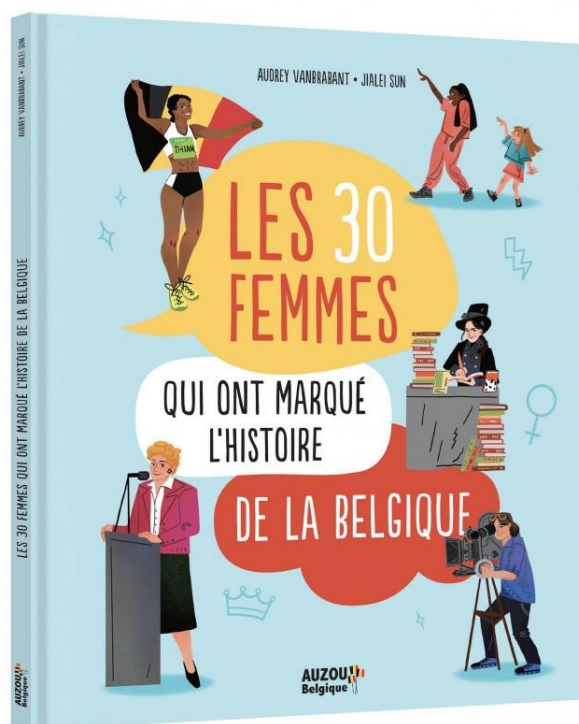
Suite à la conjonction inattendue fin 2012 entre deux « devoirs de mémoire », celui de la princesse Léa pour son défunt mari, et celui d'un historien wallon pour une figure oubliée du mouvement ouvrier, laïc et féministe, voilà qu'il était possible de redécouvrir l'histoire de Marie Mineur bien au-delà de son giron verviétois grâce à l'initiative de Hervé Gérard.

Depuis sa création, le prix « Prince Alexandre » continue à être décerné tous les deux ans à Bruxelles. La dernière fois eut lieu fin 2022 et le prochain prix devrait être dévoilé en novembre ou décembre 2024, pour sa septième édition. Durant toutes ces années, c'est aussi l'image de Marie Mineur qui a pris de plus en plus de consistance grâce à ma biographie, bien au-delà de ce que j'espérais en conclusion de mon volume en 2013.

Marie Mineur fit son entrée dans la *Nouvelle Biographie nationale* dès 2016, à la demande de sa Commission, en disposant d'une notice dans le tome XIII de cette collection de l'Académie royale de Belgique. Une autre notice fut intégrée, à Paris, dans le *Dictionnaire du mouvement ouvrier français et international* dit le Maitron (du nom de son fondateur) dès 2016 également, dans la version numérique où 200.000 notices sont disponibles en ligne (dont quelque 200 Verviétois).

Deux autres notices en ligne ont suivi, une sur Wikipedia, anonyme, une autre due à Paul Delforge sur le site web « Connaître la Wallonie » dans la rubrique « Wallons marquants ». Marie Mineur fut aussi une des 200 personnalités verviétoises à figurer en 2020 dans le premier volume de la *Nouvelle Biographie verviétoise* dirigée par Louis-Bernard Koch et moi.

Enfin, Marie Mineur figura en octobre 2021 parmi les *30 femmes qui ont marqué la Belgique*, titre d'un ouvrage paru à l'attention des enfants de huit ans et plus. Son autrice, Audrey Vanbrabant, l'avait sélectionnée comme symbole du mouvement ouvrier féminin.



En radio, Marie Mineur eut notamment les honneurs de la RTBF qui lui consacra en octobre 2017 une séquence sur « La Première » dans l'émission *Un jour dans l'histoire*. Elle figura aussi, en 2003, dans un podcast pour la série *Nos femmes wallonnes*.

Depuis mars 2018, la Ville de Verviers décerne chaque année, lors de la Journée des droits de la Femme, un « Prix Marie Mineur » attribué à une femme exemplaire. A l'initiative de la première femme élue bourgmestre de Verviers, Muriel Targnion, ce prix a succédé au « Prix Olympe de Gouges » attribué de 2002 à 2017 par la section verviétoise du Conseil des Femmes francophones de Belgique.



Remise du premier « Prix Marie Mineur » le 8 mars 2018 à l'hôtel de ville de Verviers par la bourgmestre et son échevine Sophie Lambert : les lauréates (le comité de la section verviétoise du CFFB).

L'année suivante, en novembre 2019, le nom de Marie Mineur était donné par la Ville à une nouvelle rue sur les hauteurs de Verviers. Le privé n'était pas en reste : un mois plus tôt, le portrait symbolique de Marie Mineur avait été retenu avec une vingtaine d'autres pour symboliser l'histoire verviétoise sur les murs d'une des salles d'exposition et de concert de l'« Espace 58 », une ancienne usine textile réaffectée par le promoteur Jean-Pol Bolette, passionné de patrimoine.

En juin 2022, ce portrait resurgit rue de Heusy sur une fresque murale dédiée aux combats des femmes et à leur place dans la société. L'année suivante, le 17 mai, le centenaire du décès de la militante (datant du 18 mai 1923) fut l'occasion d'un « femmage » au parc Fabiola organisé par des militants du CEPAG, le Centre d'Education populaire André Genot proche de la FGTB

Mars 2024 vit un nouvel hommage verviétois à Marie Mineur, dont un buste sculpté par Denise Chanteux fut inauguré place de la Victoire, dans le square situé derrière le monument aux morts. C'était la première représentation 3 D de la féministe du XIXE siècle, s'éloignant avec justesse des traits juvéniles de la gravure symbolique de Félicien Rops.



Affiche éditée en 2023 pour le centenaire de la mort de Marie Mineur, et buste réalisé en 2024 par Denise Chanteux

Le 10 avril 2024 enfin, une des six nouvelles salles de Commission du Parlement wallon à Namur était dénommée « Salle Marie Mineur », lors d'une manifestation organisée par le président du Parlement, le Theutois et député socialiste de Verviers André Frédéric.

Les descendants des six personnalités ainsi honorées (trois hommes et trois femmes) avaient été invités à la cérémonie. Marie Mineur n'ayant eu aucune descendance, son biographe représentait les « héritiers moraux » de son action. Je n'avais pas imaginé pareille reconnaissance pour l'ouvrière verviétoise rebelle du XIXe siècle lorsque je retraçais sa vie treize ans plus tôt.

Pour moi mais aussi beaucoup d'autres fidèles à ces combats toujours d'actualité, ce fut un réel bonheur que cette réhabilitation au Parlement wallon d'une pionnière des courants socialiste, féministe et laïc en milieu ouvrier tombée jusqu'il y a peu dans l'oubli comme tant d'autres femmes d'action.





ANNEXES

Annexe 1

Ecrits de Marie Mineur

Depuis la rédaction de ce volume en 2011, j'ai retrouvé dans le tome III de l'*Essai de bibliographie verviétoise* d'Armand Weber la trace d'un écrit de Marie Mineur qui m'avait échappé il y treize ans. Il s'intitulait *A propos de « Sans Dieu pas de morale », petite réponse aux pasteurs Bost et Durand*. Ce texte de Marie Mineur fut publié dans une petite brochure de 60 pages par Counard (alors l'imprimeur du *Mirabeau*), brochure qui contenait probablement aussi les interventions des deux pasteurs lors de la conférence qu'ils donnèrent le 30 octobre 1874 dans la salle de l'Emulation place du Martyr, ainsi que la réponse de Marie Mineur. Malheureusement, il semble que cette brochure ait été définitivement perdue. Mes recherches dans la presse de l'époque n'ont pas permis de retrouver un témoignage relatif à cette conférence.



Marie Mineur, dessinée d'après la gravure de Félicien Rops, figure sur la fresque « Acrobates » réalisée en juin 2021 sur un mur de la rue de Heusy à Verviers – au milieu d'autres femmes symbolisant le combat des femmes et leur place dans la société.

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 11 août 1872

Compagnons Rédacteurs du Mirabeau.

Je réclame une petite place dans votre estimable journal pour faire un appel aux compagnes qui sont toujours endormies dans le sein du Seigneur. Moi aussi je l'ai été pendant 37 années, quand tout à coup le vent se fit entendre et m'éveilla. C'est le vent de l'Internationale. Oh ! doux vent qui me fait revivre et juger ! En secouant le joug du crétinisme, je n'ai pu attribuer mon long engourdissement qu'à la faute de mes parents, en me rappelant que ma mère, quand j'étais petite et que je ne lui obéissais pas, me disait : « louqui ô pô lu mamé bon Diu quif louque ; allez l'bauhi et d'hé qu vos nel' fré pu. » Et d'autres mères disaient : « Monsieur l'curé vu pél'rèt les dins et saint Nicolèt ni v'zappoitrèt rin, et les efants qui n'houtèt nin, i les sal'duin onn'tenne. » Eh bien, tous vos lecteurs du Mirabeau ne trouveront-ils pas comme moi que ces trois personnifications suffisent pour ôter toute franchise à l'enfant et lui inspirer toute crainte, car il n'y a pas encore longtemps que quand je passais rue Spintay et que je regardais saint Nicolas avec les trois enfants dans sa tinne, je tremblais encore ; mais aujourd'hui, saint Nicolas, vous pouvez figurer pour enseigne tant que vous voulez, vous n'effraierez pas mon enfant, car j'ai eu soin de lui dire que c'était un mensonge, que vous ne m'aviez jamais rien donné que la fièvre de la peur, que vous n'êtes pas meilleur que vos confrères et votre clique de saints.

Et dire qu'il y a encore tant de pères et de mères qui disent qu'ils élèvent leurs enfants comme ils ont été élevés ! Eh bien, moi je dis non, car je ne veux pas mentir à mon enfant ; je veux l'élever dans la justice et dans la vérité. Si ma mère a si bien su me mentir pour me faire peur, à plus

forte raison les ministres de Dieu, qui ont tout intérêt à nous conserver ignorants, se servent-ils pour cela du mensonge.

Une femme qui est éveillée.

A bientôt d'autres réflexions.

2

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 25 août 1872

Compagnons Rédacteurs du Mirabeau,

Veillez me faire encore une petite place dans les colonnes de votre journal parce que j'aime à vous dire encore quelques mots comme suite de mon engourdissement ; je ne parlerai pas de l'instruction que j'ai reçue chez les sœurs, car cela pourrait ennuyer vos lecteurs, mais lors de ma première communion, on m'apprit qu'il y avait un diable et un Dieu et que j'avais une âme à sauver, qu'elle avait été vendue pour une pomme, que le bon Dieu l'avait rachetée, et que chaque fois que je commettais une faute grave ou un pêché mortel, comme par exemple, manquer la messe le dimanche, elle était encore vendue ; mais que pour la sauver, il fallait souffrir tout ce que le bon Dieu m'envoyait, même les injustices, et que si on me jetait une pierre je devais jeter un pain ; aussi j'acceptai tout, et je pensais que l'âme était bien chère.

A propos de l'âme, cela m'a fait réfléchir sur un sermon du Dimanche 21 juillet. Le prédicateur me sembla être un vicaire, car ordinairement les curés sont plus gras ; il a commencé par des paroles en latin, qui voulaient dire ignorance en matière religieuse. Il y a à peu près un an, dit-il, dans le cercle libéral, un homme très instruit a osé demander si c'était vrai que la femme n'avait pas d'âme ; est-il permis, mes frères !

Dernièrement un Monsieur en causant avec un pasteur de l'église, lui a dit qu'il ne pouvait croire à l'immaculée conception, ni à l'infailibilité du pape. Mais, Monsieur, est-ce logique, est-ce que l'église n'est pas infailible ? Je crois que l'Eglise l'est, mais pas le pape. Puisque l'église l'est, le pape doit aussi l'être. Il ne l'est pas dans ses actions, car s'il faisait une addition, il pourrait se tromper comme vous et moi. En matières religieuses il ne peut pas se tromper : et la Vierge est immaculée parce que le bon Dieu lui a donné toutes ses grâces. Mais, s'est-il écrié : tous ces hommes qui se groupent en sociétés et qui cherchent à s'emparer de la jeunesse, ils ignorent qu'il n'y a rien de bon ni de solide dans la religion ; car si on les laisse faire nous serons continuellement sur un volcan : ce ne sont que des bandits, des incendiaires, et des pétroleurs. On ne doit écouter que les hommes qui ont étudié et qui pratiquent la religion. Là-dessus, je fis des réflexions, et il me fut impossible de plus prier, j'ai trouvé qu'ils avaient tout intérêt à l'âme de la femme, jusqu'à nous soutirer de l'argent pour son salut ; car après le sermon il fit le tour de l'église avec une assiette en l'honneur de la sainte Vierge ; mais je me suis dit : puisque le bon Dieu lui a donné tant de grâces, il peut bien lui donner de l'argent. Je préfère en donner aux pauvres que de leur en mettre en mains.

Vos lecteurs apprécieront le sermon.

Une femme qui est éveillée.

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 25 octobre 1872

Compagnons Rédacteurs du Mirabeau,

Veillez m'accorder une place dans les colonnes de votre journal pour faire part à vos lecteurs des persécutions que nous avons à subir de la part de nos exploiters. Je trouve qu'il serait plus urgent d'apprendre à ses enfants à connaître le travail ainsi que ses droits, que de lui apprendre à prier et chanter des cantiques, faire des révérences et se soumettre aux hommes habillés de noir ; car de cette manière, ils grandissent dans les craintes, sans comprendre le fruit du travail, car s'ils comprenaient, ils ne voudraient plus travailler 12 à 14 heures par jour, mangeant un morceau de pain sec ; pour ma part, j'ai toujours travaillé et je suis toujours dans la misère. Il y a d'ici dix ans, ma mère perdit son gagne pain, moi j'étais servante, elle vint me trouver, et la patronne l'ayant aperçue, me demanda le sujet de sa visite ; la lui ayant expliquée, elle me dit de la placer à l'hospice des vieillards et moi garder l'argent que je gagnais ; sur quoi je lui répondis : ma mère a travaillé toute sa vie et m'a tant porté dans ses jupons à 4 heures du matin chez une autre pauvre vieille femme, que je ne puis accepter votre proposition.

Après cela, j'ai dû quitter mon service et aller travailler à la journée chez des millionnaires, pour gagner 1 franc par jour, eux qui en gaspillent par milliers. Donc, j'ai dû aller réfugier ma mère dans une mansarde au quatrième étage, à l'âge de 71 ans.

Voilà donc, compagnons, la seule consolation que j'aie pu lui donner dans ses vieux jours. C'est pourquoi je crie vive l'Internationale !

Une femme qui est éveillée.

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 27 avril 1873

Compagnons Rédacteurs.

Veillez m'accorder une petite place dans les colonnes de votre journal pour communiquer ce qui suit :

De jeunes gandins s'entretenaient de la manifestation qui eu lieu lors du Congrès Belge à Verviers. Ils s'étonnaient de la tranquillité qui avait présidé durant le trajet, mais ce qui les effrayait terriblement, c'était le discours prononcé par une citoyenne au meeting du soir. Aussi, en faisaient-ils de gorges chaudes ; cette femme était l'objet de leurs risées. Elle avait pleuré disait l'un deux ; elle avait été entendue au café des Neuf Provinces. Des vieillards qui ont assisté au Meeting, ont été vivement émus. Si ces gandins eussent été là, ils auraient certainement rougis de honte. Cette femme veut revendiquer ses droits, comme elle le disait très bien. Ces petits crevés se croyaient autorisés à lui appliquer l'épithète de pétroleuse. C'est là leur courage ! Calomniez chers petits, on s'en souviendra et on cherchera à mériter l'épithète dont vous nous gratifiez si gracieusement.

Une femme qui est de l'Internationale.

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 17 août 1873

Citoyens rédacteurs du journal le Mirabeau.

Afin d'instruire vos lectrices du sujet qui nous a donné l'idée de former une société de consommation dans notre section, je vous adresse la présente vous priant de la reproduire.

Le premier motif c'est la suppression des intermédiaires, c'est-à-dire, c'est afin de bénéficier du profit que se font les boutiquiers.

Le second motif, c'est que les bégueules sont mal à leur aise, quand elles coudoient une internationale, cela les bouleverse, comme nous voulons tenter tous les moyens de les convertir, nous devons ne pas les irriter. C'est à ne pas y croire, l'effroi saisit surtout les plus saintes. C'est pour le plus sûr leur bon ange qui les prévient du danger qu'elles courent quand elles se trouvent avec nous, je vais vous conter ce qui m'est arrivé, et qui prouvera que j'ai raison.

Un négociant de cette ville m'employait presque toute la semaine, quand je fus renvoyée sans en connaître le motif.

Un jour la servante le découvrit, elle entendit le Monsieur dire à sa femme : « Voyez que j'ai bien fait de renvoyer Marie, voilà encore une dame qui sort, qui me dit qu'elle ne venait plus s'approvisionner chez nous à cause d'elle, mais que puisqu'elle était renvoyée, elle reviendrait. »

La servante se dit : « c'est pour le plus sûr une sainte femme, cette Dame qui sort, voyons-là. »

Elle vit que c'était la femme d'un Libéral, et elle la savait très-dévôte et en très-bons rapports avec M. le Curé, c'est pourquoi elle se dit : « Patience, Madame, vous vous faites un plaisir de prendre le travail, et du même coup le pain à l'ouvrier ; c'est de ces faits qu'est sortie l'Internationale qui vous effraie tant. »

Patience, Madame, engraissez le ventre de Monsieur le Curé, faites-lui tous ses goûts, continuez à lui donner à souper en l'absence de votre mari ; qu'il ne se gêne pas plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici, qu'il reste avec vous jusqu'à 3 heures du matin, mais ayez soin qu'il n'y oublie plus sa capotte, car malgré l'amour Divin dont vous êtes tous les deux enflammés, il pourrait s'enrhumer le saint homme, ou faire du scandale, et cela pourrait éveiller les soupçons de votre mari.

Que c'est heureux, pour un mari libéral, d'avoir pour femme une bonne catholique !!

P.S. – Si le curé en question voulait savoir où il a laissé sa capotte, il pourrait s'adresser à la section des femmes, cour Sauvage, 23, place des Récollets.

M.M.

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 28 septembre 1873

Un mot de réponse au Nouvelliste (Mardi 16 septembre).

La femme à la voix facile et au verbe haut qui parle abondamment et de façon à entraîner son auditoire, a puisé son instruction dans une fabrique à l'âge de huit ans.

Dirait-on ô grand saint journal que cela est possible ? C'est pourtant ainsi.

Ignoreriez-vous que les souffrances, et les privations puissent délier la langue et hausser le verbe ? C'est pourtant ce qui arrive.

Il n'est pas nécessaire qu'un Meneur vienne dire à ces pauvres victimes : « vous souffrez. » Elle est partisane de la grève générale parce qu'elle sait son utilité, et qu'elle voudrait voir la mine que feraient Messieurs les patrons quand on ne leur produirait plus rien.

Elle a épousé dites vous les vues de l'Internationale, et depuis lors, elle se trouve plus heureuse qu'avant. Ce sont ses paroles dites-vous. C'est la vérité, elle l'a dit, et elle le répète, car au lieu d'habiter une mansarde et de recevoir du secours du bureau de bienfaisance, elle connaît aujourd'hui sa dignité, elle repousse l'aumône, elle vit de son travail, et habite un logement plus sain et plus commode, du reste ce que s'efforcent de faire ceux que vous calomniez, plus ils sont imbus des principes de l'association, plus ils ont conscience de leur dignité.

Vous avez oublié une chose que j'ai dite, honnête journal.

J'ai dit que l'on soumettait les bêtes féroces par la faim, et que c'était ainsi que l'on agissait envers les travailleurs, vous avez omis cela, serait-

ce parce que ce serait trop vrai, trop évident ? Ou cette omission viendrait-elle de votre rapporteur ?

M.M.

7

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 19 octobre 1873

Découverte par une femme Internationaliste.

Le jeudi 2 octobre, j'étais occupée dans une maison au commencement des Gérard-Champs. J'étais occupée tranquillement à faire ma besogne, lorsque tout à coup un lion, sans doute excité par la faim, entra, et voulait dévorer les femmes professant les idées de l'Internationale.

Je savais bien qu'il y avait dans les Prés-Javais un lion qui avalait un homme pour souper, mais j'ignorais que Gérard-Champs était assez heureux d'en posséder un, qui préférait les femmes aux hommes.

Quand le lion me vit, il se mit à hurler contre l'Internationale, il hurla parce que à la tribune, je défendais l'ouvrier que l'on conspuait, et je prêchais la solidarité entre les travailleurs, quel dommage que ce lion soit si tendre, et que ceci le fasse souffrir ! Il hurla encore parce que je portais des rubans rouges.

Ce lion serait-il si humble que de se considérer comme un dindon, et dans ce cas, craindrait-il d'être effarouché ? Ou le rouge lui fait-il mal aux yeux. Mais le Lion-Dindon ne s'attendait pas que la femme lui tiendrait tête, et qu'elle lui dirait : Lion, si vous avez encore à hurler, faites-le, tant que je suis devant vous, ne le faites pas quand j'aurai le dos tourné.

Le Lion piqué au vif, changea ses hurlements en injures contre la femme ce qui prouve que cet animal (le lion) est aussi dépourvu de morale que féroce, la mémoire commencerait-elle aussi à lui manquer, et aurait-il oublié que bien souvent il s'est trainé comme le serpent aux pieds des femmes pour obtenir une caresse, et c'est sans doute en récompense de leurs services qu'il les respecte si bien. Mais, j'oublie en écrivant ces lignes, que le Lion est le roi des animaux.

Je conseille aux femmes de ne pas aller s'approvisionner à sa cage, car je ne sais si c'est le salaire ou la sueur des ouvriers qui lui sont entrés dans le corps, mais il est bien gonflé, et sa peau pourrait bien crever, si une femme venait à lui faire éprouver quelque émotion.

En attendant sa rencontre, j'apprêterai à ce Lion dompté par une femme, le morceau qui lui servira de déjeuner.

M.M.

8

Intervention de Marie Mineur dans un meeting de l'Internationale à Liège le 1^{er} novembre 1873 (*Le Mirabeau*, 23 novembre 1873)

Citoyens, je pensais qu'à Liège il y aurait des femmes au Meeting, comme à Verviers ; comme il n'en est pas ainsi, je suppose qu'elles ont une situation meilleure. Mais, quoi qu'il en soit, je suis convaincue que la plupart tiennent le coin de leur feu, n'ayant pas des loques assez propres pour sortir un jour de fête comme la Toussaint.

Citoyens, c'est la religion qui les a fanatisées et elles ne se doutent pas que l'Internationale est leur religion. Aujourd'hui, dans les églises, l'on

exploite non seulement les vivants, l'on y trafique encore sur les morts ; tous leurs offices se vendent à prix d'or.

Citoyens, dans ce jour de deuil, n'oublions pas nos martyrs du travail, qui ont succombé dans les houillères, les chemins de fer, les fabriques, les ateliers en travaillant au profit des exploiters. On nous a dit qu'il existait des démons, cela est vrai, ils font souvent sentir la pointe de leurs cornes aux travailleurs ; c'est à eux à s'associer pour chasser ce diable exploiteur qui dévore le produit de nos travaux.

9

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 21 décembre 1873

Verviers, le 14 décembre 1873.

Citoyens Rédacteurs du *Mirabeau*.

Veillez m'accorder une place dans les colonnes de votre journal, pour vous exprimer combien je suis heureux d'avoir compris les idées de rénovation et de justice proclamées et propagées par les courageux membres de l'Internationale, et je vais nous narrer par la présente un fait qui n'a servi qu'à affirmer de plus en plus mes sentiments à cet égard.

J'ai été obligée de quitter le travail pour cause de maladie, depuis six semaines environ. Une des mes anciennes amies est venue me rendre visite pendant le cours de ma maladie ; et après quelques paroles échangées sur les causes de mon dérangement et sur ma convalescence qui ne manque que de fortifiants pour s'accélérer, mon amie me dit : Ah ma chère amie ! C'est le Bon Dieu qui est venu vous visiter, et vous faire

sentir combien vous avez eu tort de l'oublier. Je lui répondis : qu'elle se trompait, que Dieu étant partout (comme l'Eglise le prétend) il n'avait pas eu besoin de se déranger pour me visiter, et de plus, en me faisant sentir mon oubli, en me forçant par la maladie à abandonner le travail qui me procure de quoi ne pas mourir de faim, il commettait un acte contradictoire avec sa prétendue infinie bonté ; qu'il ferait beaucoup mieux de rendre visite à ces bons Propriétaires qui sont si durs envers les locataires, qui malgré leur bon-vouloir, ne peuvent parvenir à payer leurs termes par suite de maladies ou de manque d'ouvrage.

Serait-ce par hasard les internationalistes seuls qui souffrent de la faim ? Est-ce que les trois quarts et demi des fervents catholiques ne se trouvent pas dans le même cas ? N'ont-ils pas comme nous constamment devant les yeux le spectre de la Faim ? Mais pour eux, c'est Dieu qui le veut. Quand à nous, nous comprenons que ce n'est pas là l'œuvre d'un Bon Dieu, qui du reste n'existe pas, mais bien le fait de notre ignorance des questions sociales, ignorance qui est cause que nous végétons dans notre triste sort, et nous empêche d'arriver à notre émancipation.

Songez à l'avenir ô femmes fanatisées, qui aimez mieux vivre de l'aumône que du fruit de votre travail et préférez aller sonner à la porte des bourgeois et laisser croupir vos enfants dans la crasse sans bas ni souliers - j'en ai même vu sans chemise – et en agissant ainsi les laisser estropier. Allez ensuite les porter à St-Hadelin et donner votre obole au prêtre qui s'en engraissera, et vous pourrez constater si le pauvre enfant rendu malheureux par votre négligence, s'en portera mieux.

Mais pourquoi maudire ces malheureuses égarées par la superstition, plaignons-les plutôt, leur fanatisme les empêche de comprendre le but vers lequel nous marchons !

Pour que nous arrivions à faire du rêve émancipateur une réalité, il faut que tous les internationalistes soient bien convaincus que leurs femmes,

leurs filles, leurs sœurs doivent abandonner complètement leurs préjugés religieux.

Aidez-nous, compagnons, à relever la femme que les despotes civils et religieux ont de tout temps ravalée à la brute.

Que nous élargissions le cercle de nos attributions, que nous puissions participer dans la mesure de nos moyens et nos facultés à la lutte acharnée qui se fait entre le vieux monde qui croule et le nouveau qui cherche la liberté et le bien être pour tous.

Un savant écrivain a dit : « Il faut par tous les moyens possibles vaincre le préjugé qui éloigne la femme des études sociales, et l'empêche de s'intéresser à la vie politique. Il faut que le mot citoyen soit celui que la mère grave au front de son fils, en lui donnant le premier baiser. »

Après ces mots, que puis-je encore dire, citoyens, sinon : que l'avenir est dans les mains de la femme, qu'une fois instruite, nous serons à jamais soustraites à l'influence de ces grands criminels qui portent le nom de représentants du Christ qui oppriment les consciences et étouffent la vérité.

Prenons donc courage, instruisons-nous, afin que nous puissions coopérer au terrassement du colosse qui nous étreint et aider nos frères à parvenir au but tant désiré : la Révolution sociale.

Une femme socialiste révolutionnaire.

M.M.

**Discours de Marie Mineur aux funérailles de sa mère
le 24 septembre 1876 (*Le Mirabeau*, 1^{er} octobre 1876)**

Bonne mère chérie !

C'est ta fille qui remplit un devoir bien dur en t'accompagnant à ta dernière demeure.

Oui, bonne mère, j'ai eu le bonheur de pouvoir te soigner de mes propres mains, lorsque tant d'autres sont obligées de laisser gémir et mourir leurs parents dans les hôpitaux, leurs salaires étant insuffisants pour les soigner chez eux.

C'est ainsi que les exploiters aidés de la prêtraille nous ont conduits jusqu'à ce jour.

Oui bonne mère, tu les connus tous ces maux que la misère produit, toi qui dans ton veuvage allait verser des torrents de larmes et ne rentrait que quand nous étions endormis, en pleurant et demandant du pain que tu ne pouvais nous donner.

Après 50 ans de pénible labeur, tu as dû te réfugier dans une mansarde au quatrième étage, et accepter les secours du Bureau de bienfaisance, que l'homme noir ne rougissait pas de te donner.

Tu l'as reçu jusqu'au jour où ta fille a respiré l'ère nouvelle, l'ère de la justice et de la vérité ; c'est alors que ta fille a su te faire comprendre que ce n'était pas en priant que le pain vient sur la table, mais que c'était en priant qu'on nous tenait dans l'obscurité, que c'est en s'associant que l'on peut s'aider et se soulager.

Adieu ! bonne mère, que ceux qui me calomnient en ce moment en fassent autant pour leurs parents que j'en ai fait pour toi.

Adieu bonne mère, je voudrais t'accompagner, mais ma tâche n'est pas encore accomplie.

Adieu bonne mère, adieu.

11

Appel publié dans *Le Mirabeau* du 18 mars 1877 pour une réunion sur le droit de la femme

Si la femme a des devoirs, elle a aussi des droits. Les hommes font les lois, mais ce sont les femmes qui font les mœurs. L'éducation des femmes est donc une chose de la plus haute importance puisqu'elle exerce une si grande influence sur la moralité des peuples. Les hommes ont eu une si mauvaise opinion de l'esprit des femmes qu'ils font pour elles des livres à part, des méthodes particulières, comme on en fait pour les enfants, des catéchismes à leur portée.

L'éducation religieuse, actuellement donnée aux femmes, est une cause fréquente de discordes intestines au sein du ménage ; il est bien difficile, en effet, que des personnes ayant des croyances diamétralement opposées, des aspirations toutes différentes puissent s'entendre longtemps sur leur conduite mutuelle.

Citoyennes, nous espérons que vous ne manquerez pas d'assister à cette séance.

Pour le Comité : M.M.

**Avis publié dans *Le Mirabeau* du 15 avril 1877,
après le Congrès socialiste de Gand du 1^{er} avril 1877**

A nos frères de Gand.

Je viens, au nom de la Section des Femmes de Verviers, vous remercier de la sympathie que vous nous avez témoignée à notre arrivée.

J'espère que vous instruirez nos sœurs de Gand comme l'ont fait nos frères de Verviers. La bourgeoisie, s'appuyant sur l'importance du rôle de la femme dans notre milieu, a tout intérêt à perpétuer l'état de chose actuel ; elle ne veut pas qu'on instruisse ces dociles instruments de sa passion, de ses volontés, parce que plus éclairée serait la femme, plus elle se trouverait à même d'échapper à ses tyrans.

C'est ce que les femmes de Verviers ont compris et je voudrais que toutes les femmes le comprissent comme nous. Elles forceraient les hommes de leur entourage à respecter leurs droits. On verrait bientôt la fin de l'exploitation, l'avenir n'aura vaincu le passé que le jour où il aura mis la femme de son côté.

Un moyen d'abord, c'est de conduire vos femmes aux séances, aux meetings ; par là, vous en ferez des soldats pour notre cause.

Pour le Comité : M.M.

**Intervention de Marie Mineur au meeting organisé
par la Section des Femmes le 1^{er} novembre 1877
(*Le Mirabeau*, 18 novembre 1877)**

Pour que l'homme soit libre il faut qu'il puisse développer non seulement ses facultés physiques, mais encore ses facultés morales intellectuelles.

Chacun sait la peine que l'on a à se débarrasser des préjugés religieux, des impressions que l'on a reçues pendant l'enfance.

Or, si l'on veut que l'enfant devienne un homme, que son libre développement ne soit pas entravé, c'est à la mère que l'on doit s'adresser, car l'avenir de la société est dans l'éducation de l'enfance.

Et quelle éducation, quels soins peut donner à son enfant une mère qui, n'ayant elle-même reçu qu'une éducation très imparfaite, doit aller travailler à la fabrique ou est sans cesse tracassée par la misère.

Que la femme y pense bien, son devoir, dans l'intérêt de ses enfants, son devoir est de montrer à l'homme la route qu'il doit suivre, de l'engager à l'associer à ceux qui cherchent à conquérir leurs droits, de l'encourager, de le soutenir dans les défaillances qu'il pourrait avoir ; son devoir est aussi de s'associer afin de tâcher de conquérir les droits qu'on lui a déniés à elle, car la femme n'a véritablement, de par tous les Codes et de par toutes les religions, qu'une place très infime dans la société.

Cette association de femmes serait en même temps une véritable école dans laquelle bien des points, qui ne semblent pas au premier abord avoir une importance réelle et qui en ont une grande au fond, seraient discutés.

De plus, en s'associant, elles apprendraient à connaître leurs devoirs d'épouse et de mère, elles pourraient s'entraider dans les moments difficiles, acquérir des connaissances utiles pour la gouverne de leur intérieur et apprendraient ainsi à s'occuper de choses plus sérieuses que les futilités et les cancans qui sont, aujourd'hui encore, l'apanage de trop de femmes.

Rendre son intérieur agréable au mari, élever ses enfants dans de bons principes, tâcher d'en faire des hommes, voilà le devoir de la femme. Pour qu'elle puisse le faire il faut qu'elle s'associe, qu'elle développe ses facultés morales et intellectuelles et alors elle arrivera à la place qu'elle doit occuper.

14

**Appel publié dans *Le Mirabeau* du 6 janvier 1878
en vue de la séance de la Section des Femmes du 18 janvier**

Citoyennes et citoyens,

En présence de la situation de plus en plus pénible qui est faite à la classe ouvrière, quelle est l'attitude que nous devons prendre ?

La femme, dont la tâche devrait se borner exclusivement aux soins du ménage, peut-elle nourrir et élever convenablement ses enfants, lorsqu'elle doit fournir un travail quotidien pour subvenir aux besoins journaliers pour lesquels le salaire du mari est généralement insuffisant ? Nous ne le pensons pas.

Les enfants eux-mêmes doivent aller à l'atelier dès l'âge de 8 ou 10 ans pour aider à élever les plus jeunes de leurs frères au lieu de fréquenter l'école, tandis que nos hideuses institutions gouvernementales détiennent quarante mille jeunes gens de 20 à 25 ans et des plus valides dans une complète oisiveté, qui sont désignés pour nous massacrer chaque fois que nous oserons élever une protestation contre notre asservissement.

Les femmes non mariées peuvent-elles vivre honnêtement par le salaire dérisoire qu'elles reçoivent ? De plus ne sont-elles pas bien souvent l'objet de tentatives déshonorantes de la part des immondes industriels qui les occupent ? Bien peu ont pu résister à ces tentatives, et que de fois n'ont-elles pas dû quitter la fabrique, celles qui ont eu assez de force morale pour repousser une action honteuse !

L'éducation de la femme est aussi mauvaise que celle de l'homme, sinon davantage ; comme lui, elle est astreinte, dès son jeune âge, au travail assidu des fabriques, livrées à tous les dangers d'une société corrompue : son ignorance engendre sa faiblesse.

Pères et mères de famille ! N'est-il pas grand temps de mettre fin à toutes les iniquités commises contre nous, qui produisons avec tant d'ardeur et par tant d'efforts ce que nos exploiters gaspillent avec autant de prodigalité ? Nous, qui ne recevons pas le quart de ce que nous produisons et qui contribuons aussi bénévolement à entretenir la corruption d'une classe de gens que la situation économique actuelle a érigée en pouvoir féodal ?

N'est-il pas grand temps de sortir de notre torpeur et de ne plus nous imaginer que ce sont les bourgeois qui nous font vivre, mais bien que ce n'est que par nous, pauvres moutons de Panurge, que leur existence est possible ?

N'est-il pas de notre devoir d'assurer à nos enfants une existence meilleure que la nôtre ne l'a été jusqu'à ce jour ?

Aussi, nous vous engageons de toutes nos forces à vous associer à nous dans la lutte pour notre émancipation.

15

**Discours de Marie Mineur en tant
que membre des Ouvriers solidaires verviétois,
publié dans *Le Mirabeau* du 29 septembre 1878**

Citoyennes, citoyens,

Depuis longtemps déjà, j'ai travaillé à provoquer des séances bimensuelles afin d'exposer publiquement nos idées et de travailler, par la libre discussion, à l'instruction du peuple, instruction sans laquelle on ne peut arriver à l'émancipation du prolétariat.

En conséquence, je viens faire appel à tous les libres penseurs, afin qu'ils joignent leurs efforts aux nôtres dans cette œuvre de régénération.

C'est à vous, libres penseurs, qui avez abandonné la religion catholique parce que vous l'avez trouvée mauvaise, basée sur le mensonge et la crédulité, c'est à vous qui cherchez la justice et la vérité, que je m'adresse particulièrement.

Or, ces vérités comment les trouver si ce n'est en apportant chacun la quote-part de vos connaissances, le fruit de vos recherches et d'en faire part à tous (de la discussion jaillit la lumière) et ce n'est qu'en s'instruisant mutuellement que l'on parviendra à dissiper les ténèbres.

Nous ne devons rien attendre que de nous-mêmes ; nous avons bien des fois entendu dire : voilà les libéraux au pouvoir, ils sépareront l'Eglise de l'Etat et nous aurons des écoles laïques dans lesquelles on ne donnera

pas l'enseignement religieux. Rien ne prouve que ces espérances seront réalisées.

C'est pourquoi je prends la parole, et je dis que tant que les hommes continueront à croire avec autant de bonne foi, bien que le sang n'ait déjà que trop coulé, il coulera encore. Je ne doute pas de la sincérité des libéraux mais nous sommes du peuple et je ne crois pas que la bourgeoisie soi-disant libérale abandonnera le chemin de la tyrannie pour celui de la vérité. Les libéraux abandonneront-ils jamais l'idée de l'exploitation de l'homme ? feront-ils jamais cesser le travail des femmes qui, dans les fabriques, fait concurrence à l'homme ; cesseront-ils d'arracher par la misère les enfants à leur mère, de faire de la femme une machine, de la rendre incapable d'élever ses enfants, et d'abrutir l'homme. Quand rendront-ils la satisfaction et la paix à l'honnête travailleur en ne permettant plus que sa compagne puisse aller se corrompre ou s'abrutir au contact de la grande industrie.

S'il y a un remède à nos maux, nous devons l'appliquer nous-mêmes et ne rien attendre de tous les charlatans politiques ; faisons donc nous-mêmes nos écoles, élevons nous-mêmes les enfants du peuple dans les vrais principes de la justice et de la fraternité, inculquons-leur ces maximes : de chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins. Tous pour chacun, chacun pour tous ; afin qu'un jour ils ne servent plus de marchepied aux tyrans, aux ambitieux, aux dévorants.

Arrachons nos enfants à l'influence pernicieuse de la prêtraille, de cette façon nos enfants à nous, libres penseurs, respecteront nos dernières volontés et nous serons enterrés civilement ; faisons nous-mêmes ce qu'il y a à faire car les libéraux n'ont rien fait du tout et ils ne feront rien.

Il faut que le libre-penseur, guidé par la raison, appuyé par la science, inspiré par la justice, prépare à la génération qui lui succédera un avenir meilleur que le présent. N'est-il pas juste que nous fassions à notre tour pour nos enfants les mêmes sacrifices qu'ont faits pour nous ceux de

nos ancêtres qui malgré les bûchers de l’Inquisition, les tortures et les persécutions des tyrans, n’ont cessé de combattre pour la vérité.

Unissons nos efforts, écrasons la tyrannie, éteignons les discordes et ne formons plus qu’une seule famille, soumise à une même loi, ne suivant qu’un même code, celui de l’égalité dans les droits et dans les devoirs.

Et honte à celui qui méconnaîtrait le devoir que notre siècle lui impose, devoir qui est de travailler à l’émancipation du prolétariat, de préparer le règne de la raison.

Et qu’il n’y ait plus qu’un trône, celui de la justice, qu’un autel celui de l’humanité.

M.M.

16

Discours de Marie Mineur lors de la Fête des enfants organisée par les Ouvriers solidaires verviétois le 22 décembre 1878 (*Le Mirabeau*, 5 janvier 1879)

Citoyennes, Citoyens,

Je suis heureuse de pouvoir vous dire combien il m’est doux de pouvoir vous communiquer le fruit de mes réflexions ; je ne suis pas bien savante mais j’obéis à un devoir en vous disant combien il est triste d’entretenir nos enfants dans la superstition. Pourquoi doit-on effrayer l’enfance avec Saint-Nicolas et ôter ainsi l’amour des parents en faisant venir les cadeaux qu’on lui fait de ce Monsieur, qui s’appelle vulgairement Monsieur Grand-Saint. Ne serait-il pas plus logique de dire : mes enfants, soyez bien sages, et si pour telle date vous avez été

bien obéissant votre père saura, par son travail, vous offrir beaucoup de joujoux, car votre père vous aime et c'est une preuve de son amour que cette privation qu'il s'impose pour vous procurer une jouissance. N'est-ce pas là, citoyen, l'amour de la famille ? C'est ainsi qu'on le pratique chez les membres de l'Internationale et c'est ceux-là qu'on accuse de vouloir détruire la famille.

Je vous ai parlé de joujoux ? Ne serait-il pas mieux, citoyens, au lieu de donner à nos enfants des soldats de plomb ou de bois, des tambours et même les habiller en garde civique, que ce serait beaucoup mieux de les amuser avec des jouets scientifiques que de leur inculquer l'amour de la guerre. N'est-il pas plus logique de faire des citoyens que d'apprendre à les détruire.

Ce n'est pas à l'Internationale qu'on vous apprendra jamais à faire le mal car nous ne voulons que la justice.

Nous demandons l'instruction pour tous, le pain de la science, et le droit de vivre honorablement de notre travail. C'est à l'Internationale, citoyennes, citoyens, que j'ai appris mes droits et mes devoirs. C'est là que j'ai reçu l'éducation qui fait espérer la rédemption par le travail de l'humanité.

17

Lettre publiée dans *Le Mirabeau* du 1^{er} juin 1879

Citoyens rédacteurs,

Lectrice assidue du *Mirabeau*, je viens vous soumettre une observation que j'ai faite en lisant votre estimable et vaillant journal. Cette observation la voici :

La question de l'émancipation doit il me semble se résoudre par l'éducation, car à quoi servirait une révolution violente si l'on devait à son lendemain retomber, faute de connaissances, faute d'aptitudes, aux mains de quelques ambitieux. Or, la vraie éducation, la vraie morale est celle qui vient du cœur et qui est en même temps dictée par le raisonnement. Cette éducation ne peut s'obtenir que si elle nous est donnée dès la plus tendre enfance, plus tard le raisonnement peut modifier les impressions reçues pendant l'enfance, mais il est souvent impuissant à détruire totalement les impressions pernicieuses de la religion ou des préjugés sociaux.

Il importe donc, pour que l'enfant soit élevé convenablement, que la mère connaisse les devoirs de son état et qu'elle soit mise à même de diriger ses enfants et d'en faire des êtres vraiment humains, dignes du nom d'homme et sachant en remplir les devoirs, il faut que l'épouse connaissant ses devoirs sache rendre attrayant son intérieur à son mari et l'empêche en faisant ainsi d'aller s'abrutir dans ces bouges où ils vont perdre la santé et la dignité sous l'influence des boissons frelatées que leur débitent ces empoisonneurs patentés que l'on nomme cabaretiers.

Or, il me semble que l'on s'occupe trop peu de l'éducation de la femme et il semble que quand par hasard on aborde cette question on ait hâte d'en finir.

La femme peut cependant jouer un rôle important dans la lutte sociale et l'on ne peut nier qu'elle soit capable de se mêler à une lutte active.

Elle ne peut il est vrai cueillir des lauriers sur les champs de bataille mais est-ce là chose si désirable : elle ne peut en raison de son organisation physique se livrer à certains travaux trop pénibles pour elle, mais en dehors de cela n'y a-t-il pas un champ assez vaste ouvert à ses aptitudes ?

Est-ce que les facultés intellectuelles manquent à la femme ? Evidemment non, en littérature combien d'hommes ne s'estimeraient-ils

pas heureux s'ils pouvaient égaler Georges Sand, Mme de Girardin, Emilie Carlen, dans les arts n'avons-nous pas Mlle Rosa Bonheur et beaucoup d'autres dont je ne citerai pas le nom. Est-ce la fermeté, le courage qui lui manquent ? Véra Sassoulitch a-t-elle manqué de courage, Mme Roland a-t-elle tremblé devant l'échafaud ?

Je bornerai là mes exemples, j'ajouterai seulement que les prêtres catholiques ont compris qu'entre leurs mains la femme était un instrument d'une grande puissance, car dit le proverbe ce que femme veut Dieu le veut ; et la femme est aux mains du prêtre.

Il s'agit de la lui arracher, de l'instruire, de l'émanciper, il faut donc s'en occuper un peu et l'amener aux idées socialistes par un enseignement à sa portée par des articles attrayants. Il serait bon d'étudier quels sont les moyens les plus propres à faire de la propagande chez les femmes.

Ce serait selon moi chose utile que de consacrer de temps en temps une colonne de votre journal à ce sujet et j'espère que ma demande sera favorablement accueillie par ceux qui ont à cœur l'émancipation du prolétariat.

M.M.

Annexe 2

**Verviétoises affiliées à l'Association
Internationale des Travailleurs et
citées dans la « liste des meneurs »
établie en 1873**

BARTHOLOME Marie Anne, épouse de Jean Lambert Ledoux, cinq enfants, Dison

BEAUDON Marie Anne, épouse de Dieudonné Niezette, Verviers

BEBRONNE Jeanne Joséphine, épouse de Gilles Joseph Bodson, Dison

BOURGUIGNON Marie, épouse de Nicolas Magnery, membre du Conseil fédéral, Verviers

BRAHAM Catherine, épouse de Auguste Stiege, Verviers

BROQUET Victoire, épouse de Joseph Blondin, Verviers

BROUWERS Barbe, épouse de Charles François Lèbe, trois enfants, Dison

BROUWERS Marie Jeanne Catherine, épouse de Camille Totin, Verviers

CHARRETTE Elisabeth, épouse de Nicolas Folmann, Verviers

COLARD Elisabeth, épouse de Frédéric Sironval, Ensival

COLARD Marie Anne Catherine, épouse de Jean François Demoulin, Verviers

COLETTE Anne-Elisabeth, épouse de Nicolas Antoine Belvaux, Ensival

COLLARD Fannie, épouse de Pierre Forir, Verviers

CRUSTIN Marguerite, épouse de Henri Jospeh Fils, Andrimont

CUVELIER Anne-Marie, épouse de Bathélémy Lemaire, trois enfants, Dison

DALKENNE Marie-Jeanne, épouse de Michel Goflette, Verviers

DELHASSE Marie-Gertrude, épouse de Jean Hubert Wilkin (secrétaire de la section de Rechain), Dison

DELVAUX Marie, épouse de Henri Jacquinet, Andrimont

DEMOULIN Victorine, célibataire, sœur de Joseph Demoulin (membre du Conseil fédéral), Verviers

DEVEUX Marie, épouse de Denis Cadiat, un enfant, Verviers

DEVIVIER Philomène, ménagère, née à Châtelineau en 1825, veuve de Victor Demoulin et mère de Victorine et Joseph Demoulin, Verviers

DEVOS Marie Henriette, épouse de Jean Hubert Hanlin, deux enfants, Dison

DEWAY Catherine, épouse de Martin Radermacker, deux enfants, Dison

DOSQUET Rosalie, épouse de Gaspard Mauhin, Verviers

DOUFFET Catherine, épouse de Jean Nicolas Léonard Bebronne, Andrimont

DROSSART Félicité, épouse de Mathieu Nobluez, secrétaire du syndicat des métallurgistes, Verviers

DUFOUR Elisabeth, épouse de Lambert Piron, Verviers

DUPONT Jeannette, épouse de Nicolas Delclisart, Verviers

ERNST Marie-Joseph, épouse de André Joseph Larondelle, éditeur du *Mirabeau* puis du *Prolétaire*, Verviers

FAIRON Anne, épouse de Jean Bovy, Stembert

FRANCK Elisabeth, épouse de Théodore Mauhin, Andrimont

FRANCK Marie, épouse de Thomas Hardy, Andrimont

FRANSEN Marguerite, épouse de François Poncin, Verviers

FRENET Jeanne Marie, épouse de Emile Joseph Horward, deux enfants, Dison

FRITZ Anne, épouse de Denis Georges, Andrimont

GEORGES Catherine, épouse de Léonard Henri Lecocq, Verviers

GILHAY Marie Jeanne, épouse de Henri Joseph Defossez, Ensival

GILLET Marie Joseph, épouse de Henri Joseph Bragard, Verviers

GONDA Céline, épouse de Jean Nicolas Collette, Ensival

GRAFFAUX Emilie, épouse de Pascal Bodson

GRIVEGNEE Caroline, épouse de Jean Mathieu Monseur, Dison

GRUNE Anne-Catherine, épouse de Henri Solard, Verviers

GUILLEAUME Marie Elisabeth, ménagère née le 22 octobre 1822 à Ensival, épouse de François Michel Keldenich, Dison

HANSEN Elisabeth, épouse de Henri Helman, secrétaire du syndicat des menuisiers, Verviers

HARDEZ Marie, épouse de Guillaume Orzechoski, Andrimont

HELVENNE Laurence, épouse de Hubert Pairoux et mère d'Albert Pairoux, Verviers

HEULICH Anne Joséphine, épouse de Noël Valençon, Verviers

JOEUR Florence, épouse de Pierre Bastin, membre du Conseil fédéral, Andrimont

KEVER Barbe, épouse de Simon Walter Servais, Verviers

KNAUF Catherine, épouse de Pierre Nicolas Lonneux, Andrimont

LACROIX Marie, épouse de Guillaume Briffaux, Andrimont

LAFRU Anne Jeanne, épouse de Jean Gilles Giltay

LAMARCHE Elisabeth, épouse de Henri Etienne, Andrimont

LANNOY Marie-Gertrude, épouse de Toussaint Joseph Ledent et mère de Mathieu Ledent, Verviers

LAOUREUX Henriette, épouse de Florent Flinck, membre du Conseil fédéral, Verviers

LAPLANCHE Marie, épouse de Herman Kisteman, Andrimont

LELCERCQ Marianne, épouse de Joseph Bierset, Verviers

LECLOUX Marie, épouse de Nicolas Antoine Delclisar, Dison

LEDENT Marie-Barbe, épouse de Mathieu Joseph Filot, Verviers

LEGRAND Catherine, épouse de Guillaume Rahier, Verviers

LIENARD Séraphine, épouse de Charles Henri Laitat, Andrimont

LIEUTENANT Marie-Catherine, épouse de Thomas Joseph Bartholomé, cinq enfants, Dison

LUCAS Catherine, décédée en 1873, épouse de Mathieu Bohn, Andrimont

MALEMPRE Catherine, épouse de Henri Dubois, Ensival

MALHERBE Laurence, épouse de Laurent Crama, Verviers

MICHEL Barbe, née à Wegnez en 1833, épouse de Jean Joseph Lempereur, deux enfants, Dison

MONTIGNY Anastasie, épouse de Michel Mestré, Verviers

MULLER Catherine, épouse de Lambert Toussaint Hennes, Andrimont

NOCKIN Elisabeth, épouse de Jean Joseph Potier, Verviers

NOKIN Marie Cécile, épouse de Jean Joseph Piqueray, Ensival

OLIVIER Marie, née à Dison en 1844, épouse de Henry Joseph Damoiseau, un enfant, Dison

PAGNOUL Antoinette, épouse de Servais Laoureux, Verviers

PALM Marie-Elisabeth, épouse de Jean Sauvage, Andrimont

PIRENNE Marie Jeanne, épouse de Denis Nobluez, Verviers

PONCE Marie, épouse de Pierre Joseph Darimont, trois enfants, Verviers

POUSSART Constance, décédée en 1871, épouse de Jean Joseph Ketten, Andrimont

RAHIER Marie-Louise, épouse de François Joseph Laurency, Andrimont

RENOUPREZ Marguerite, épouse de Auguste Fluche (frère de Pierre), Hodimont

SANVENNE Catherine Thérèse, épouse de Thomas Joseph Firquet, six enfants,
Dison

SCHELLINGS Marie, épouse de François Thissen, Andrimont

SCHMUCK Marie, épouse de Jean Adam Evens, Andrimont

SCRIMACKER Marie, seconde épouse de Pierre Joseph Hansenne, Dison

SIMON Catherine, épouse de Nicolas Lelarge, Verviers

SIRONVAL Marie-Jeanne, épouse de Michel Joseph Donay, Dison

SNAECKERS Marie-Agnès, épouse de Pierre Joseph Nicolas Hansenne et belle-fille
de Pierre Joseph Hansenne, Dison

TOTELIN Barbe, épouse de Léopold Piron, Dison

VAHLOO Marie-Anne, épouse de Henri-Joseph Arents, Andrimont

WILKIN Anne-Marie, épouse de Pierre Joseph Wertz, Verviers

ZIANE Marie, épouse de Henri Victor Meunier, Ensival

auxquelles il convient d'ajouter, bien que non reprises dans la liste de la police,

DELGOFFE Maria, épouse de Gérard Géromboux, quatre enfants dont deux
décédés, Hodimont

HEUCHENNE Marie-Barbe, Verviers

LEBEAU Marie

MINEUR Marie, épouse séparée de Jean-Joseph Bastin, Verviers

RUWETTE Hubertine

et les citoyennes Beaupin et Dubois

Bibliographie

Sources

Archives

Archives communales de Verviers, tables décennales des mariages, registres de population, permis de bâtir.

Archives de l'Etat à Liège, Sûreté publique, 1^{ère} partie, cartons XVI et XVII et 3^{ème} partie, carton X.

Archives de la Fédération socialiste verviétoise conservées à l'Institut Liégeois d'Histoire Sociale.

Archives de la Préfecture de Police de Paris, série Ba.

Presse

Le Devoir, 1896 – 1898.

Le Jour, 1895 à 1897, 1901, 1905, 1912 et 1914.

Le Mirabeau, 1867 – 1880.

Le Parti Ouvrier, 1895 – 1898.

Le Peuple, 2 juin 1889.

Le Réveil, 1910.

Le Travail, 1906 à 1908, 19 mai, 24 mai et 13 juin 1923.

Travaux

ARDAILLOU Pierre, *Les républicains du Havre au XIX^e et au XX^e siècle*, Rouen, 1999.

DEFOSSE, Pol (dir.), *Dictionnaire de la laïcité en Belgique*, Bruxelles, Renaissance du Livre, 2005.

DENIS Marie et VAN ROKEGHEM Suzanne, *Le féminisme est dans la rue (Belgique, 1970 – 1975)*, Bruxelles, collection Pol-His, 1992.

DESAMA Claude, « Démographie et société à Verviers et dans sa région au cours des cent dernières années » in *Un Jour, un siècle*, Verviers, Nautet-Hans, 1994.

DHONDT Jan, « Les femmes et la Première Internationale en Belgique », dans *Mélanges offerts à G.Jacquemyns*, Bruxelles, ULB, 1968.

EL KEFI-CLOCKERS Christiane, *La population féminine active de l'industrie textile verviétoise. Essai d'interprétation du recensement de 1856*, Liège, mémoire de licence en Histoire, inédit, 1976.

FREYMOND Jacques, *La Première Internationale. Recueil de documents*, Genève, Droz, tome 3, 1971.

GERIN Paul, « Louise Van Den Plas et les débuts du féminisme chrétien en Belgique », in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, n°1, 1969.

GUBIN Eliane (dir.), *Dictionnaire des femmes belges du XIX^e et XX^e siècle*, Racine, 2006, 637 p.

GUBIN Eliane, « Du politique au politique. Parcours du féminisme belge (1830-1914) » in *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 77, fascicule 2, 1999.

GUILLAUME James, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, tome IV, 1910.

HELLE (pseudo de Emile LAURENT), *Silhouettes et profils verviétois*, Verviers, Le Travail, ca. 1935.

JORIS Freddy, *L'Athénée de Verviers et ses devanciers 1807-2007. Deux siècles d'histoire*, Verviers, ARV, 2007.

JORIS Freddy, *Pierre Fluche et le mouvement ouvrier verviétois sous Léopold II*, Bruxelles, Gamma Press et IEV, 1997.

JORIS Freddy, « Frédéric-Joseph Thiry » in *Trente ans aux fourneaux de Clio*, Verviers, Editions des Champs, 2008, p. 225 – 240.

KEUNINGS Luc, « Les grandes étapes de l'évolution de la police secrète en Belgique au XIX^e siècle », in *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, n° 169, 1989.

KEUNINGS Luc, *Des polices si tranquilles*, Louvain, Presses Universitaires, 2009.

Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers (Esquisse d'une histoire), Verviers, Le Travail, 1960.

LIEBMAN Marcel, *Les socialistes belges, 1885 – 1914*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1979.

LORIAUX Florence et Michel, « Le financement des pensions ; leçon de l'histoire et réflexions pour l'avenir » (www.carhop.be).

LORIAUX Florence, *Femmes et exil dans la Première Internationale*, Carhop, 2008.

MARISSAL Claudine et GUBIN Eliane, *Jeanne Vercheval : un engagement social et féministe*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, 2011.

MAYNE Marc, *Eugène Hins*, Bruxelles, Académie royale, 1994.

NOËL Bernard, *Dictionnaire de la Commune*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1978.

OUKHOW Catherine, *Documents relatifs à l'histoire de la première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, Nauwelaert, 1967.

PENNARUBIA I MARQUES Isabel, *Entre la pluma i la tribuna : els origen del primer feminisme Mallorca 1869-1890*, Barcelona, Abadia de Montserrat, 2006.

PIETTE Valérie, « Zoé Gatti Gamond ou les premières avancées féministes ? » in *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 77, fascicule 2, 1999.

SCHKOLNYK Claude, *Victoire Tinayre, 1831 – 1895. Du socialisme utopique au positivisme prolétaire*, Paris, L'Harmattan, 1997.

VAN ROKEGHEM Suzanne, VERCHEVAL - VERVOORT Jeanne et AUBENAS Jacqueline, *Des femmes dans l'Histoire en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Luc Pire, 2006.

VERCHEVAL-VERVOORT, Jeanne, *Actions féministes en milieu ouvrier. Des Dolle Mina aux Marie Mineur, 1970 – 1977*, texte ronéotypé.

VIGIER Philippe (dir.), *Maintien de l'ordre et polices en France et en Europe au XIX^e siècle*, Paris, Créaphis, 1987.

WOUTERS Hubert, *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de Ie Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1971, Cahier 60 du CIHC.

Remerciements...

...à mon ancienne collègue et toujours amie Arlette Musick, bibliothécaire à l'Institut Emile Vandervelde, qui a retrouvé pour moi l'article du *Peuple* évoquant Marie Mineur en 1889, Arlette que je ne remercierai jamais assez pour m'avoir confié, il y a un quart de siècle déjà, toutes ses fiches des dépouillements de presse et d'archives réalisés avec Jean-Jacques Messiaen, lors de la rédaction de leur histoire de la Fédération socialiste de Verviers ; à mon ami Jean-François Potelle, archiviste de la ville de Verviers, qui a effectué les nombreuses recherches que j'ai sollicitées dans les registres de population, de mariages et de décès ; à Martine Rigaux, secrétaire communale de Dison, et Pierre Meunier, en charge des archives à Dison, ainsi que Jean-Marc Schoonbroodt et Christine Schmitz, de l'administration communale de Thimister, qui ont fait de même à ma demande dans les archives de leur commune respective ; à Suzanne Bagoly et Robert Quertainmont d'une part, Guillaume Rimbaud d'autre part, pour leur grande disponibilité lors de ma consultation du *Mirabeau* et d'autres organes de presse à la Bibliothèque communale de Verviers, et des archives de la Fédération verviétoise du POB à l'Institut liégeois d'histoire sociale ; à Anne Cugnon, chargée de missions au Centre d'action laïque, qui a spontanément dépouillé pour moi les numéros de *La Pensée* en sa possession ; à Michel Bedeur, pour la photo des ouvrières de « La Verviétoise » de 1913 ; à ma secrétaire Stéphanie Guiot, pour la qualité de son travail de dactylographie ; enfin à mon épouse Françoise, pour sa longue patience, une fois de plus mise à rude épreuve de nombreux soirs et week-ends.

Table des matières

Avertissement et dédicace

Avant-propos.....	7
1. Naître à Verviers en 1831.....	11
2. L'éducation d'une petite ouvrière	15
3. Une adolescence à l'usine	21
4. L'implantation de l'Internationale	33
5. Mina Puccinelli à Verviers.....	43
6. Les débuts militants de Marie	55
7. Des femmes sous surveillance	69
8. Marie Mineur de Verviers en Hainaut.....	79
9. De la section des femmes à l'action pour la laïcité	87
10. Au sein du Parti Ouvrier.....	99
11. Les dernières années et l'oubli	111

Posface

Annexe 1. Ecrits de Marie Mineur	119
Annexe 2. Liste de militantes	145
Bibliographie.....	151
Remerciements.....	155

Du même auteur (suite)

En collaboration

Le Forum de Liège et l'œuvre de Jean Lejeur (avec Jacques Barlet), Namur, IPW, 2008, 60 p. (Carnet du Patrimoine n° 50)

Sur les traces du mouvement wallon (avec Frédéric Marchesani), Namur, IPW, 2009, 220 p.

Verviers, 250 ans de résistance (avec Jean-François Potelle), Mons, Le Cerisier, 2009, 356 p.

Ma Terre. La Meuse pour horizon (avec Corinne Boulangier), Namur-Bruxelles, IPW-RTBF, 2010, 200 p.

Ma Terre. Ils ont bâti des montagnes (avec Corinne Boulangier), Namur-Bruxelles, IPW-RTBF, 2011, 216 p.

Le patrimoine wallon. Un aperçu général (avec Pierre Paquet), Namur, IPW, 2012, 64 p. (Carnet du Patrimoine n° 100)

Conception et direction scientifique d'ouvrages collectifs

Le patrimoine majeur de Wallonie, Namur, Région wallonne, 1993, 496 p.

Wallonie. Atouts et références, Namur, Région wallonne, 1995, 464 p.

L'Aventure régionale. Soixante témoins pour soixante temps forts, Bruxelles, Editions Luc Pire, 2000, 358 p.

Le XIX^e siècle verviétois, Verviers, CTLM, 2002, 380 p.

Le Patrimoine verviétois, Verviers, Aqualaine, 2004, 142 p.

Des forgerons du Franchimont aux métallos de Socomef, Verviers, Idées, 2012, 158 p.

D'un monde à l'autre. Le patrimoine wallon du XVIII^e siècle à 1830, Namur, IPW, 2015, 296 p.

Le pôle d'archéologie industrielle du Solvent, Namur, IPW, 2017, 360 p.

Nouvelle Biographie verviétoise (avec Louis-Bernard Koch), Verviers, Comité scientifique d'histoire verviétoise, trois volumes parus, 2020 – 2023, 200 p. chaque.